

RECUEIL DES ACTES  
ADMINISTRATIFS  
N°73-2021-054

PUBLIÉ LE 6 AVRIL 2021

# Sommaire

## **73\_DDT\_Direction départementale des territoires de Savoie / Service environnement eau forêts**

73-2021-04-01-00002 - Arrêté préfectoral DDT/SEEF n°2021-0224 en date du 1er avril 2021 portant application du régime forestier sur la commune de Bozel pour une surface de 29 ha 47 a 52 ca (2 pages) Page 4

## **73\_DGDDI\_direction générale des douanes et droits indirects de Savoie / SERVICE REGIONAL DES TABACS**

73-2021-03-25-00001 - Délégation 25 mars 2021 (53 pages) Page 7

## **73\_PREF\_Préfecture de la Savoie / Direction de la réglementation et des services aux usagers**

73-2021-04-01-00001 - Arrêté préfectoral modifiant l'arrêté du 9 juillet 2020 portant agrément d'un organisme de formation habilité à dispenser la formation initiale et continue des conducteurs de taxi (2 pages) Page 61

73-2021-03-31-00004 - Arrêté préfectoral n° DCL/BRGT/A2021-59 portant agrément de la société CABINET GUERRAZ pour l'exercice de l'activité de domiciliation d'entreprises (2 pages) Page 64

73-2021-03-31-00005 - Arrêté préfectoral n° DCL/BRGT/A2021-60 portant agrément de la société MERCI CREATIVE pour l'exercice de l'activité de domiciliation d'entreprises (2 pages) Page 67

73-2021-04-02-00001 - Arrêté préfectoral portant refus de modification de l'agrément délivré par l'arrêté modifié du 9 juin 2017 autorisant M. Nicolas BADER à exploiter un établissement chargé d'animer les stages de sensibilisation à la sécurité routière dénommé SECURROUTE (2 pages) Page 70

73-2021-03-30-00004 - Avis de la Commission Départementale d'Aménagement Commercial du 26 mars 2021 - extension d'un ensemble commercial par la création (par transfert) d'un magasin BIOCOOP et tableau récapitulatif des caractéristiques (5 pages) Page 73

## **73\_PREF\_Préfecture de la Savoie / Direction des collectivités territoriales et de la démocratie locale**

73-2021-03-24-00003 - Arrêté n°PREF-DCL-BIE-2021-10 portant révision statutaire du Comité intersyndical pour l'assainissement du Lac du Bourget (CISALB) (12 pages) Page 79

73-2021-03-24-00002 - Arrêté n°PREF-DCL-BIE-2021-11 portant extension de périmètre et modification des statuts du syndicat intercommunal du canton de Saint-Alban-Leysse par l'adhésion de la commune de Puygros (6 pages) Page 92

73-2021-03-30-00005 - Arrêté n°PREF-DCL-BIE-2021-12 portant modification des statuts du syndicat du personnel d'entretien communal de Détrier, La Croix de la Rochette et Rotherens (6 pages) Page 99

73-2021-03-24-00004 - Arrêté n°PREF-DRCL-BCLB-2021-0009 du 24 mars 2021 approuvant la modification des statuts du syndicat intercommunal d'Énergies de la Vallée de Thônes (SIEVT) (9 pages) Page 106

73-2021-03-24-00005 - Arrêté n°PREF-DRCL-BCLB-2021-0010 du 24 mars 2021 approuvant la modification des statuts du syndicat intercommunal de traitement des ordures ménagères des Vallées du Mont-Blanc (SITOM des Vallées du Mont-Blanc) (7 pages) Page 116

**84\_DREAL\_Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Auvergne-Rhône-Alpes /**

73-2021-03-29-00004 - Approbation du projet d'ouvrage de mise en conformité de la ligne à double circuit Calypso - Montricher et Longefan - La Saussaz - le Temple (2 pages) Page 124

**84\_DRSP\_Direction régionale des services pénitentiaires d'Auvergne-Rhône-Alpes / Service du droit pénitentiaire**

73-2021-03-27-00001 - Arrêté portant délégation de signature - vote des personnes détenues de la MA Chambéry (1 page) Page 127

73-2021-03-30-00003 - SKM\_C25821033108120 **??**arrêté portant délégation de signature - vote des personnes détenues au centre pénitentiaire d'Aiton. (1 page) Page 129

73\_DDT\_Direction départementale des  
territoires de Savoie

73-2021-04-01-00002

Arrêté préfectoral DDT/SEEF n°2021-0224 en  
date du 1er avril 2021 portant application du  
régime forestier sur la commune de Bozel pour  
une surface de 29 ha 47 a 52 ca



**PRÉFET  
DE LA SAVOIE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction  
Départementale  
des Territoires (DDT)

SEEF/FCMN

**Arrêté préfectoral DDT/SEEF n°2021-0224 en date du 1<sup>er</sup> avril 2021  
Portant application du régime forestier sur la commune de Bozel  
pour une surface de 29 ha 47 a 52 ca**

Le préfet de la Savoie  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'ordre national du Mérite

- VU** les articles L. 211-1, L. 214-3, R. 214-1, R. 214-2 et R. 214-6 à R. 214-9 du Code Forestier,  
**VU** la délibération, en date du 26 novembre 2020 par laquelle le conseil municipal de la commune de Bozel demande l'application du régime forestier sur de nouvelles parcelles,  
**VU** le certificat administratif, en date du 31 mars 2021, complétant la délibération sus-visée, par lequel la commune de Bozel confirme sa demande d'application du régime forestier sur de nouvelles parcelles, pour une surface de 29 ha 47 a 52 ca,  
**VU** les relevés de propriété et le plan de situation,  
**VU** le procès-verbal de reconnaissance préalable à la demande d'application du régime forestier,  
**VU** le rapport de présentation de l'Office National des Forêts, en date du 31 mars 2021,  
**VU** l'avis favorable de monsieur le directeur de l'agence ONF-Savoie Mont Blanc en date du 31 mars 2021,  
**SUR** proposition du Directeur Départemental des Territoires,

**ARRÊTE**

**Article 1** : les parcelles (ou parties de parcelles) cadastrales suivantes relèvent du régime forestier.

**Propriétaire** : commune de Bozel

Commune	Section	Parcelle	Lieu-dit	Surface totale (ha)	Surface relevant du régime forestier (ha)
BOZEL	0J	867	Plansoie	4,5000	1,5700
BOZEL	0K	3	Les chenus	137,1850	8,0100
BOZEL	0K	4	Les chenus	1,3040	1,3040
BOZEL	0K	5	Les chenus	0,4990	0,4990
BOZEL	0K	15	Les roches	1,3050	0,0700
BOZEL	0K	138	Les rottes	28,5900	3,5100

BOZEL	0L	28	Forêt de Tincave	2,1690	2,1690
BOZEL	0L	30	Forêt de Tincave	0,4050	0,4050
BOZEL	0L	31	Forêt de Tincave	1,2227	1,2227
BOZEL	0L	83	La grangettaz	1,5930	1,5930
BOZEL	0L	84	La grangettaz	0,6360	0,6360
BOZEL	0L	135	Grosse pierre	1,2050	1,2050
BOZEL	0L	136	Grosse pierre	0,6375	0,6375
BOZEL	0M	1397	Praz commun	6,3905	6,3905
BOZEL	0M	1416	Primmaz	0,2535	0,2535
<b>TOTAL</b>					<b>29,4752</b>

Ancienne surface de la forêt communale de Bozel relevant du régime forestier : 712 ha 39 a 82 ca  
 Surface du présent arrêté d'application du régime forestier : 29 ha 47 a 52 ca  
 Nouvelle surface de la forêt communale de Bozel relevant du régime forestier : 741 ha 87 a 34 ca

**Article 2 :** Tout recours à l'encontre du présent arrêté pourra être porté devant le tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux mois suivant sa notification. Dans ce même délai, un recours gracieux peut être présenté à l'auteur de la décision ; le recours contentieux devant alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (le silence gardé pendant les deux mois suivant le recours gracieux emporte rejet de cette demande).

Le tribunal administratif peut être saisi par courrier (de préférence en recommandé avec accusé de réception) ou par la voie de l'application "TELERECOURS citoyens" sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) ».

**Article 3 :** Le présent arrêté fera l'objet d'un affichage à la mairie de Bozel. Il sera inséré au recueil des actes administratifs et une copie sera adressée à M. le directeur départemental de l'Office National des Forêts, accompagnée du certificat d'affichage.

**Article 4 :** M. le Sous-préfet d'Albertville, M le Maire de Bozel sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le Préfet,  
pour le préfet et par délégation  
le chef du service environnement, eau, forêts

**Signé**

Laurence THIVEL

73\_DGDDI\_direction générale des douanes et  
droits indirects de Savoie

73-2021-03-25-00001

Délégation 25 mars 2021



**RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*



DIRECTION GÉNÉRALE DES DOUANES  
ET DROITS INDIRECTS

CHAMBERY, LE 25 MARS 2021

*DR Chambéry*  
1 RUE WALDECK ROUSSEAU  
73011 CHAMBERY  
Site Internet : [www.douane.gouv.fr](http://www.douane.gouv.fr)

Affaire suivie par : ROYAL Veronique  
Téléphone : 09 70 27 34 36  
Télécopie : 04 79 85 28 61  
Mél : [dr-chambery@douane.finances.gouv.fr](mailto:dr-chambery@douane.finances.gouv.fr)

Décision 2021/1 du directeur régional à CHAMBERY portant subdélégation de la signature du directeur interrégional à LYON dans les domaines gracieux et contentieux en matière de contributions indirectes ainsi que pour les transactions en matière de douane et de manquement à l'obligation déclarative.

Vu le code général des impôts et notamment son article 408 de l'annexe II et ses articles 212 et suivants de l'annexe IV ;

Vu le code des douanes et notamment ses articles 350 et 451 ;

Vu le décret 78-1297 du 28 décembre 1978 modifié relatif à l'exercice du droit de transaction en matière d'infractions douanières ou relatives aux relations financières avec l'étranger ou d'infractions à l'obligation déclarative des sommes, titres ou valeurs en provenance ou à destination d'un État membre de l'Union européenne ou d'un État tiers à l'Union européenne.

Décide

Article 1er – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe I de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à LYON, les décisions de nature contentieuse (décharge de droits suite à réclamation, décision sur les contestations en matière de recouvrement des articles L 281 et L 283 du livre des procédures fiscales, rejet d'une réclamation, restitution ou remboursement de droits suite à erreur sur l'assiette, réduction de droits suite à erreur de calcul) en matière de contributions indirectes, et pour les montants maximaux qui sont mentionnés, dans cette même annexe I, en euros ou pour des montants illimités.

Article 2 - Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe II de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à LYON, les décisions de nature gracieuse (décision sur les demandes de décharge de responsabilité solidaire de l'article L247 du livre des procédures fiscales, modération d'amende fiscale, de majoration ou d'intérêt de retard, rejet d'une demande de remise, d'une demande de modération ou d'une demande de transaction, remise d'amende fiscale, de majoration d'impôts ou d'intérêt de retard, acceptation d'une demande et conclusion d'une transaction) en matière de contributions indirectes, et pour les montants maximaux qui sont mentionnés dans cette même annexe II en euros ou pour des montants illimités.

Article 3 – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe III de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à LYON, les procédures de règlement simplifié en matière de contributions indirectes, et pour les montants de droits



compromis, de droits fraudés, d'amende et de valeur des marchandises qui sont mentionnés en euros dans cette même annexe III.

Article 4 – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe IV de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à LYON, les actes transactionnels définitifs de type procédure de règlement simplifié et les ratifications d'actes transactionnels provisoires en matière de délit douanier, et pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe IV en euros ou sont illimités.

Article 5 – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe V de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à LYON, les actes transactionnels définitifs et les ratifications d'actes transactionnels provisoires en matière de contravention douanière, et pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe V en euros ou sont illimités.

Article 6 – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe VI de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à LYON, les actes transactionnels définitifs et les ratifications d'actes transactionnels provisoires en matière de manquement à l'obligation déclarative, et pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe VI en euros ou sont illimités.

Article 7 – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe VII de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à LYON, les transactions simplifiées 406 en matière de délit douanier, et pour les montants d'amende, de droits et taxes ainsi que de valeur des marchandises qui sont mentionnés en euros dans cette même annexe VII.

Article 8 – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe VIII de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à LYON, les transactions simplifiées 406 en matière de contravention douanière, et pour les montants d'amende, de droits et taxes ainsi que de valeur des marchandises qui sont mentionnés en euros dans cette même annexe VIII.

Article 9 – La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs du département du siège de la direction régionale des douanes. Elle annule et remplace la précédente décision portant le même objet.

Le directeur régional,  
ORIGINAL SIGNE

*CARON Vincent*

**Annexe I à la décision n° 2021/1 du 25 mars 2021 du directeur régional CARON Vincent**

**Liste des agents des douanes recevant délégation de signature**

**En matière contentieuse (contributions indirectes)**

Décharge : *Décision de décharge de droits*

Recouvrement : *Décision sur une contestation de recouvrement pour un montant maximal de*

Rejet : *Décision de rejet d'une réclamation*

Restitution : *Décision de restitution, remboursement*

Réduction : *Décision de réduction*

Nom/prénom	Décharge	Recouvrement	Rejet	Restitution	Réduction
------------	----------	--------------	-------	-------------	-----------

**Annexe II à la décision n° 2021/1 du 25 mars 2021 du directeur régional *CARON Vincent***  
**Liste des agents des douanes recevant délégation de signature**

**En matière gracieuse (contributions indirectes)**

Décharge : *Décision sur les demandes de décharge de responsabilité solidaire de l'article L247 du livre des procédures fiscales*

Modération : *Décision de modération d'amende fiscale ou de majoration*

Rejet : *Décision de rejet d'une remise, d'une modération ou de demande d'une transaction*

Remise : *Décision de remise d'amende fiscale ou de majoration d'impôts*

Transaction 4822bis : *Décision d'acceptation d'une demande de transaction*

Nom/prénom	Décharge	Modération	Rejet	Remise	Transaction
------------	----------	------------	-------	--------	-------------

## Liste des agents des douanes recevant délégation de signature

**En matière de contributions indirectes et de réglementations assimilées : transaction simplifiée - 4823 bis « PRS »**Droits compromis : *Montant des droits compromis n'excède pas*Droits fraudés : *Montant des droits fraudés n'excède pas*Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*Valeur des marchandises : *Montant de la valeur de la marchandise servant de calcul à la pénalité proportionnelle n'excède pas*

Nom/prénom	Droits compromis	Droits fraudés	Montant de l'amende	Valeur des marchandises
<b>ROUGELOT Thibaut</b>	7500	3500	1000	10000
<b>AFONSO Michel</b>	7500	3500	1000	10000
<b>BARNIER Nathalie</b>	7500	3500	1000	10000
<b>HATTON Francois</b>	7500	3500	1000	10000
<b>JACQUOT Johann</b>	7500	3500	1000	10000
<b>LAFUENTE Philippe</b>	7500	3500	1000	10000
<b>LANSAQUE Emmanuel</b>	7500	3500	1000	10000
<b>MONIER Violaine</b>	7500	3500	1000	10000
<b>YVERT Sylvie</b>	7500	3500	1000	10000
<b>DREVETON Jean-Guy</b>	7500	3500	1000	10000
<b>ROUX Pauline</b>	7500	3500	1000	10000
<b>AMAT Cyril</b>	7500	3500	1000	10000
<b>ANDERHUBER Laetitia</b>	7500	3500	1000	10000
<b>AUDU Vincent</b>	7500	3500	1000	10000
<b>BRAUN Frederic</b>	7500	3500	1000	10000
<b>CABON Fabrice</b>	7500	3500	1000	10000
<b>CENGO Laurent</b>	7500	3500	1000	10000
<b>CRISSIN Lilian</b>	7500	3500	1000	10000
<b>CROUHENNEC Serge</b>	7500	3500	1000	10000
<b>CURABA Lucas</b>	7500	3500	1000	10000
<b>DE LUCA Valentin</b>	7500	3500	1000	10000
<b>DELORME Julie</b>	7500	3500	1000	10000
<b>DENOIZE Lorene</b>	7500	3500	1000	10000
<b>DERCY Jean-Claude</b>	7500	3500	1000	10000
<b>DIEBOLD Vincent</b>	7500	3500	1000	10000
<b>FARNIER-VIGIER Elisa</b>	7500	3500	1000	10000
<b>GARCON Damien</b>	7500	3500	1000	10000
<b>GASTELLIER Eddy</b>	7500	3500	1000	10000

<b>GEUSENS Jean</b>	7500	3500	1000	10000
<b>KRUPA Jacques</b>	7500	3500	1000	10000
<b>LANGE Pauline</b>	7500	3500	1000	10000
<b>LE GALLOU Christian</b>	7500	3500	1000	10000
<b>LE LOHER Christian</b>	7500	3500	1000	10000
<b>LETURGEZ Matthieu</b>	7500	3500	1000	10000
<b>MACHADO Raphael</b>	7500	3500	1000	10000
<b>MAHIOUS Salim</b>	7500	3500	1000	10000
<b>MALLET Romain</b>	7500	3500	1000	10000
<b>MARLE Sylvain</b>	7500	3500	1000	10000
<b>MARTIN Thomas</b>	7500	3500	1000	10000
<b>MARZARI Fabien</b>	7500	3500	1000	10000
<b>MAURELLI Joffrey</b>	7500	3500	1000	10000
<b>NIEPCERON Fanny</b>	7500	3500	1000	10000
<b>NIKOLIC Nikola</b>	7500	3500	1000	10000
<b>NOUAILLE-DEGORCE Alexandre</b>	7500	3500	1000	10000
<b>PAPA Maxime</b>	7500	3500	1000	10000
<b>PENEY Manon</b>	7500	3500	1000	10000
<b>PILLOT Helene</b>	7500	3500	1000	10000
<b>QUENOT Benedicte</b>	7500	3500	1000	10000
<b>RIGOIRD Stephane</b>	7500	3500	1000	10000
<b>ROCHETTE Olivier</b>	7500	3500	1000	10000
<b>RODRIGUES Anthony</b>	7500	3500	1000	10000
<b>RODRIGUEZ Jean-Marie</b>	7500	3500	1000	10000
<b>ROG Frederic</b>	7500	3500	1000	10000
<b>TIM Vuthvirak</b>	7500	3500	1000	10000
<b>VUILLEMIN Franck</b>	7500	3500	1000	10000
<b>BOSDURE Philippe</b>	7500	3500	1000	10000
<b>BRUNIER Josephine</b>	7500	3500	1000	10000
<b>DEMANNY Severine</b>	7500	3500	1000	10000
<b>FONTAINE Olivier</b>	7500	3500	1000	10000
<b>GIROD Corine</b>	7500	3500	1000	10000
<b>GUILLOU Candice</b>	7500	3500	1000	10000
<b>MARMET Victoria</b>	7500	3500	1000	10000
<b>POPLIMONT Catherine</b>	7500	3500	1000	10000
<b>ROMANENS Isabelle</b>	7500	3500	1000	10000
<b>CHAMPLET Cedric</b>	7500	3500	1000	10000

<b>LATHUILLERE Beatrice</b>	7500	3500	1000	10000
<b>LAURENT Brigitte</b>	7500	3500	1000	10000
<b>ARNAL Jordy</b>	7500	3500	1000	10000
<b>BENNAFLA Tayeb</b>	7500	3500	1000	10000
<b>BOIS Thomas</b>	7500	3500	1000	10000
<b>BOUSQUET Christophe</b>	7500	3500	1000	10000
<b>BURGAUD Jeremy</b>	7500	3500	1000	10000
<b>CHARPENTIER Yann</b>	7500	3500	1000	10000
<b>COUZIGOU Erwan</b>	7500	3500	1000	10000
<b>FARRO Benjamin</b>	7500	3500	1000	10000
<b>FAUGERES Manon</b>	7500	3500	1000	10000
<b>FERLATTI Gregori</b>	7500	3500	1000	10000
<b>FINE Jean-Pierre</b>	7500	3500	1000	10000
<b>FURSTHOS Sandrine</b>	7500	3500	1000	10000
<b>GONZALEZ Richard</b>	7500	3500	1000	10000
<b>GOSSET Gwendoline</b>	7500	3500	1000	10000
<b>GUILLE Francois</b>	7500	3500	1000	10000
<b>GUITTARD Lydie</b>	7500	3500	1000	10000
<b>HOAREAU Vincent</b>	7500	3500	1000	10000
<b>LE METAYER Aurelien</b>	7500	3500	1000	10000
<b>MAGAND Stephane</b>	7500	3500	1000	10000
<b>MOREL Joseph</b>	7500	3500	1000	10000
<b>NOEL Didier</b>	7500	3500	1000	10000
<b>NOEL Muriel</b>	7500	3500	1000	10000
<b>PAUMELLE Agnes</b>	7500	3500	1000	10000
<b>PELAEZ Jean-Francois</b>	7500	3500	1000	10000
<b>PIOT Mathilde</b>	7500	3500	1000	10000
<b>PRUNIAUD Christelle</b>	7500	3500	1000	10000
<b>RAZIN Cecili</b>	7500	3500	1000	10000
<b>REGUILLON Joel</b>	7500	3500	1000	10000
<b>RICHARD Maxence</b>	7500	3500	1000	10000
<b>ROMAN Francois-Camille</b>	7500	3500	1000	10000
<b>THABOURIN Samuel</b>	7500	3500	1000	10000
<b>THIRION Morgan</b>	7500	3500	1000	10000
<b>TONDUSSON Coralie</b>	7500	3500	1000	10000
<b>VERNET Hugo</b>	7500	3500	1000	10000
<b>VIDAL Stephane</b>	7500	3500	1000	10000

<b>AUBERT Alexandre</b>	7500	3500	1000	10000
<b>BEAUMONT Ludovic</b>	7500	3500	1000	10000
<b>BLONDIN Mathieu</b>	7500	3500	1000	10000
<b>BONAMIE Vivien</b>	7500	3500	1000	10000
<b>BRIAND Van Nhuan</b>	7500	3500	1000	10000
<b>DE CROZET Matthias</b>	7500	3500	1000	10000
<b>DERYCKE David</b>	7500	3500	1000	10000
<b>DICKSON Scott</b>	7500	3500	1000	10000
<b>DJENANE Geoffroy</b>	7500	3500	1000	10000
<b>DOUSSINET Christophe</b>	7500	3500	1000	10000
<b>DUMOULIN Francois</b>	7500	3500	1000	10000
<b>DUVAL Pierre</b>	7500	3500	1000	10000
<b>FOURTINE Laurent</b>	7500	3500	1000	10000
<b>GAMBINO Tom</b>	7500	3500	1000	10000
<b>GILARDET Anthony</b>	7500	3500	1000	10000
<b>GONTIER Thomas</b>	7500	3500	1000	10000
<b>LANNUZEL Anthony</b>	7500	3500	1000	10000
<b>LEICHNER Maylis</b>	7500	3500	1000	10000
<b>LEVAMIS Loic</b>	7500	3500	1000	10000
<b>MASCRET Nathalie</b>	7500	3500	1000	10000
<b>MICHALAK Guillaume</b>	7500	3500	1000	10000
<b>PATEY Caroline</b>	7500	3500	1000	10000
<b>PATRIS Sebastien</b>	7500	3500	1000	10000
<b>PENOT Daniele</b>	7500	3500	1000	10000
<b>PESCE Marine</b>	7500	3500	1000	10000
<b>RAVANEL Jean-Francois</b>	7500	3500	1000	10000
<b>ROUX Ludovic</b>	7500	3500	1000	10000
<b>RUYSCHAERT Jeremy</b>	7500	3500	1000	10000
<b>SANDANCE Serge</b>	7500	3500	1000	10000
<b>SHUTOVA Elena</b>	7500	3500	1000	10000
<b>SPACH Rudolf</b>	7500	3500	1000	10000
<b>VOUILLAMOZ Damien</b>	7500	3500	1000	10000
<b>WALTISPURGER Clemence</b>	7500	3500	1000	10000
<b>ZORZUT Carine</b>	7500	3500	1000	10000
<b>ADLI Hamza</b>	7500	3500	1000	10000
<b>ARNAL Rodrigue</b>	7500	3500	1000	10000
<b>BARATS Patrick</b>	7500	3500	1000	10000

<b>BARBA Olivier</b>	7500	3500	1000	10000
<b>BARDIN Laurent</b>	7500	3500	1000	10000
<b>BENISTAND-HECTOR Denis</b>	7500	3500	1000	10000
<b>BOISSON Severine</b>	7500	3500	1000	10000
<b>BOUDOUX Nicolas</b>	7500	3500	1000	10000
<b>BOUVIER Bruno</b>	7500	3500	1000	10000
<b>BOUVIER Emmanuelle</b>	7500	3500	1000	10000
<b>BUSSON Nadege</b>	7500	3500	1000	10000
<b>CENDRE Anne-Gaelle</b>	7500	3500	1000	10000
<b>CHAMPEAU Emmanuel</b>	7500	3500	1000	10000
<b>CLAPPAZ Anne-Catherine</b>	7500	3500	1000	10000
<b>COINCON Frederic</b>	7500	3500	1000	10000
<b>COMBIER Daniel</b>	7500	3500	1000	10000
<b>CORBET Philippe</b>	7500	3500	1000	10000
<b>DE COCKBORNE Thibaut</b>	7500	3500	1000	10000
<b>DE LEMOS David</b>	7500	3500	1000	10000
<b>DE ORO Benjamin</b>	7500	3500	1000	10000
<b>DEVAUX Karine</b>	7500	3500	1000	10000
<b>DIAZ Nicolas</b>	7500	3500	1000	10000
<b>GAIDIOZ Jean-Luc</b>	7500	3500	1000	10000
<b>GARSAULT Adrien</b>	7500	3500	1000	10000
<b>GAYRAUD Pierre</b>	7500	3500	1000	10000
<b>GRESSIER Cedric</b>	7500	3500	1000	10000
<b>GROSSKOPF Emmanuel</b>	7500	3500	1000	10000
<b>KOUIDER REMMIRA Jean-Marc</b>	7500	3500	1000	10000
<b>LEWIS Benjamin</b>	7500	3500	1000	10000
<b>MANTES Eric</b>	7500	3500	1000	10000
<b>MARTINEZ Philippe</b>	7500	3500	1000	10000
<b>MICHELI Laurence</b>	7500	3500	1000	10000
<b>PARENTON Aurelien</b>	7500	3500	1000	10000
<b>PEREIRA DE SA Tony</b>	7500	3500	1000	10000
<b>PROUST Alexandre</b>	7500	3500	1000	10000
<b>RICUPERO Sylvie</b>	7500	3500	1000	10000
<b>SCHOTT Bryan</b>	7500	3500	1000	10000
<b>SEDANO Philippe</b>	7500	3500	1000	10000
<b>SORIA Jerome</b>	7500	3500	1000	10000
<b>SZYMANSKI Franck</b>	7500	3500	1000	10000



<b>TARUOURA Olivier</b>	7500	3500	1000	10000
<b>THEVENIN Frederic</b>	7500	3500	1000	10000
<b>THOMAZO Vincent</b>	7500	3500	1000	10000
<b>TIBLE Norbert</b>	7500	3500	1000	10000
<b>TONA Christelle</b>	7500	3500	1000	10000
<b>TROUILLOUD Jean-Philippe</b>	7500	3500	1000	10000
<b>VIEL Magali</b>	7500	3500	1000	10000
<b>ALOIR Cedric</b>	7500	3500	1000	10000
<b>AUBRAS Stephanie</b>	7500	3500	1000	10000
<b>BLONDON Thomas</b>	7500	3500	1000	10000
<b>BLONDON Matthieu</b>	7500	3500	1000	10000
<b>BONASTRE Aurelie</b>	7500	3500	1000	10000
<b>CLIMENT Michel</b>	7500	3500	1000	10000
<b>GABRIEL Clement</b>	7500	3500	1000	10000
<b>GAUDRY Veronique</b>	7500	3500	1000	10000
<b>GENTON Sebastien</b>	7500	3500	1000	10000
<b>GINER Tony</b>	7500	3500	1000	10000
<b>LOUBET Nathalie</b>	7500	3500	1000	10000
<b>MOROTTI Thomas</b>	7500	3500	1000	10000
<b>PLISZCZAK Dimitri</b>	7500	3500	1000	10000
<b>THIRION Marjorie</b>	7500	3500	1000	10000
<b>TIRAGALLO Florian</b>	7500	3500	1000	10000

**Annexe IV à la décision n° 2021/1 du 25 mars 2021 du directeur régional *CARON Vincent***

**Liste des agents des douanes recevant délégation de signature**

**En délit douanier : transaction « 420 D », « 420 », « 421 »**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

<b>Nom/prénom</b>	<b>Montant de l'amende</b>	<b>Montant droits et taxes</b>	<b>Valeur des marchandises</b>
<b>BOUTONNET Georges</b>	2000	10000	20000
<b>BRAUN Sophie</b>	2000	10000	20000
<b>BRETON Isabelle</b>	2000	10000	20000
<b>BROCHON Frederic</b>	2000	10000	20000
<b>BROUWERS Gael</b>	2000	10000	20000
<b>CAPUTO Marie-Carmen</b>	2000	10000	20000
<b>DOUCEY David</b>	2000	10000	20000
<b>HATTON Francois</b>	2000	10000	20000
<b>KUROWSKI Alain</b>	2000	10000	20000
<b>LAFUENTE Philippe</b>	2000	10000	20000
<b>MARC Olivier</b>	2000	10000	20000
<b>VALLET Marie-Pascale</b>	2000	10000	20000
<b>YVERT Sylvie</b>	2000	10000	20000
<b>AMAT Cyril</b>	2000	10000	20000
<b>ANDERHUBER Laetitia</b>	2000	10000	20000
<b>AUDU Vincent</b>	2000	10000	20000
<b>BRAUN Frederic</b>	2000	10000	20000
<b>CABON Fabrice</b>	2000	10000	20000
<b>CENGO Laurent</b>	2000	10000	20000
<b>CRISSIN Lilian</b>	2000	10000	20000
<b>CROUHENNEC Serge</b>	2000	10000	20000
<b>CURABA Lucas</b>	2000	10000	20000
<b>DE LUCA Valentin</b>	2000	10000	20000
<b>DELORME Julie</b>	2000	10000	20000
<b>DENOIZE Lorene</b>	2000	10000	20000
<b>DERCY Jean-Claude</b>	2000	10000	20000
<b>DIEBOLD Vincent</b>	2000	10000	20000
<b>FARNIER-VIGIER Elisa</b>	2000	10000	20000
<b>GARCON Damien</b>	2000	10000	20000
<b>GASTELLIER Eddy</b>	2000	10000	20000
<b>GEUSENS Jean</b>	2000	10000	20000
<b>KRUPA Jacques</b>	2000	10000	20000
<b>LANGE Pauline</b>	2000	10000	20000
<b>LE GALLOU Christian</b>	2000	10000	20000

<b>LE LOHER Christian</b>	2000	10000	20000
<b>LETURGEZ Matthieu</b>	2000	10000	20000
<b>MACHADO Raphael</b>	2000	10000	20000
<b>MAHIOUS Salim</b>	2000	10000	20000
<b>MALLET Romain</b>	2000	10000	20000
<b>MARLE Sylvain</b>	2000	10000	20000
<b>MARTIN Thomas</b>	2000	10000	20000
<b>MARZARI Fabien</b>	2000	10000	20000
<b>MAURELLI Joffrey</b>	2000	10000	20000
<b>NIEPCERON Fanny</b>	2000	10000	20000
<b>NIKOLIC Nikola</b>	2000	10000	20000
<b>NOUAILLE-DEGORCE Alexandre</b>	2000	10000	20000
<b>PAPA Maxime</b>	2000	10000	20000
<b>PENEY Manon</b>	2000	10000	20000
<b>PILLOT Helene</b>	2000	10000	20000
<b>QUENOT Benedicte</b>	2000	10000	20000
<b>RIGOIRD Stephane</b>	2000	10000	20000
<b>ROCHETTE Olivier</b>	2000	10000	20000
<b>RODRIGUES Anthony</b>	2000	10000	20000
<b>RODRIGUEZ Jean-Marie</b>	2000	10000	20000
<b>ROG Frederic</b>	2000	10000	20000
<b>TIM Vuthvirak</b>	2000	10000	20000
<b>VUILLEMIN Franck</b>	2000	10000	20000
<b>ALBERT Joelle</b>	2000	10000	20000
<b>BRUNIER Josephine</b>	2000	10000	20000
<b>DEMANNY Severine</b>	2000	10000	20000
<b>FONTAINE Olivier</b>	2000	10000	20000
<b>GIROLLET Francoise</b>	2000	10000	20000
<b>GUERLET Gilliane</b>	2000	10000	20000
<b>PACCHIONI Muriel</b>	2000	10000	20000
<b>POPLIMONT Catherine</b>	2000	10000	20000
<b>ROMANENS Isabelle</b>	2000	10000	20000
<b>ARNAL Jordy</b>	2000	10000	20000
<b>BENNAFLA Tayeb</b>	2000	10000	20000
<b>BOIS Thomas</b>	2000	10000	20000
<b>BOUSQUET Christophe</b>	2000	10000	20000
<b>BURGAUD Jeremy</b>	2000	10000	20000
<b>CHARPENTIER Yann</b>	2000	10000	20000
<b>COUZIGOU Erwan</b>	2000	10000	20000
<b>FARRO Benjamin</b>	2000	10000	20000
<b>FAUGERES Manon</b>	2000	10000	20000
<b>FERLATTI Gregori</b>	2000	10000	20000
<b>FINE Jean-Pierre</b>	2000	10000	20000

<b>FURSTHOS Sandrine</b>	2000	10000	20000
<b>GONZALEZ Richard</b>	2000	10000	20000
<b>GOSSET Gwendoline</b>	2000	10000	20000
<b>GUILLE Francois</b>	2000	10000	20000
<b>GUITTARD Lydie</b>	2000	10000	20000
<b>HOAREAU Vincent</b>	2000	10000	20000
<b>LE METAYER Aurelien</b>	2000	10000	20000
<b>MAGAND Stephane</b>	2000	10000	20000
<b>MOREL Joseph</b>	2000	10000	20000
<b>NOEL Muriel</b>	2000	10000	20000
<b>NOEL Didier</b>	2000	10000	20000
<b>PAUMELLE Agnes</b>	2000	10000	20000
<b>PELAEZ Jean-Francois</b>	2000	10000	20000
<b>PIOT Mathilde</b>	2000	10000	20000
<b>PRUNIAUD Christelle</b>	2000	10000	20000
<b>RAZIN Cecili</b>	2000	10000	20000
<b>REGUILLON Joel</b>	2000	10000	20000
<b>RICHARD Maxence</b>	2000	10000	20000
<b>ROMAN Francois-Camille</b>	2000	10000	20000
<b>THABOURIN Samuel</b>	2000	10000	20000
<b>THIRION Morgan</b>	2000	10000	20000
<b>TONDUSSON Coralie</b>	2000	10000	20000
<b>VERNET Hugo</b>	2000	10000	20000
<b>VIDAL Stephane</b>	2000	10000	20000
<b>AUBERT Alexandre</b>	2000	10000	20000
<b>BEAUMONT Ludovic</b>	2000	10000	20000
<b>BLONDIN Mathieu</b>	2000	10000	20000
<b>BONAMIE Vivien</b>	2000	10000	20000
<b>BRIAND Van Nhuan</b>	2000	10000	20000
<b>DE CROZET Matthias</b>	2000	10000	20000
<b>DERYCKE David</b>	2000	10000	20000
<b>DICKSON Scott</b>	2000	10000	20000
<b>DJENANE Geoffroy</b>	2000	10000	20000
<b>DOUSSINET Christophe</b>	2000	10000	20000
<b>DUMOULIN Francois</b>	2000	10000	20000
<b>DUVAL Pierre</b>	2000	10000	20000
<b>FOURTINE Laurent</b>	2000	10000	20000
<b>GAMBINO Tom</b>	2000	10000	20000
<b>GILARDET Anthony</b>	2000	10000	20000
<b>GONTIER Thomas</b>	2000	10000	20000
<b>LANNUZEL Anthony</b>	2000	10000	20000
<b>LEICHNER Maylis</b>	2000	10000	20000
<b>LEVAMIS Loic</b>	2000	10000	20000

<b>MASCRET Nathalie</b>	2000	10000	20000
<b>MICHALAK Guillaume</b>	2000	10000	20000
<b>PATEY Caroline</b>	2000	10000	20000
<b>PATRIS Sebastien</b>	2000	10000	20000
<b>PENOT Daniele</b>	2000	10000	20000
<b>PESCE Marine</b>	2000	10000	20000
<b>RAVANEL Jean-Francois</b>	2000	10000	20000
<b>ROUX Ludovic</b>	2000	10000	20000
<b>RUYSSCHAERT Jeremy</b>	2000	10000	20000
<b>SANDANCE Serge</b>	2000	10000	20000
<b>SHUTOVA Elena</b>	2000	10000	20000
<b>SPACH Rudolf</b>	2000	10000	20000
<b>VOUILLAMOZ Damien</b>	2000	10000	20000
<b>WALTISPURGER Clemence</b>	2000	10000	20000
<b>ZORZUT Carine</b>	2000	10000	20000
<b>ADLI Hamza</b>	2000	10000	20000
<b>ARNAL Rodrigue</b>	2000	10000	20000
<b>BARATS Patrick</b>	2000	10000	20000
<b>BARBA Olivier</b>	2000	10000	20000
<b>BARDIN Laurent</b>	2000	10000	20000
<b>BENISTAND-HECTOR Denis</b>	2000	10000	20000
<b>BOISSON Severine</b>	2000	10000	20000
<b>BOUDOUX Nicolas</b>	2000	10000	20000
<b>BOUVIER Emmanuelle</b>	2000	10000	20000
<b>BOUVIER Bruno</b>	2000	10000	20000
<b>BUSSON Nadege</b>	2000	10000	20000
<b>CENDRE Anne-Gaëlle</b>	2000	10000	20000
<b>CHAMPEAU Emmanuel</b>	2000	10000	20000
<b>CLAPPAZ Anne-Catherine</b>	2000	10000	20000
<b>COINCON Frederic</b>	2000	10000	20000
<b>COMBIER Daniel</b>	2000	10000	20000
<b>CORBET Philippe</b>	2000	10000	20000
<b>DE COCKBORNE Thibaut</b>	2000	10000	20000
<b>DE LEMOS David</b>	2000	10000	20000
<b>DE ORO Benjamin</b>	2000	10000	20000
<b>DEVAUX Karine</b>	2000	10000	20000
<b>DIAZ Nicolas</b>	2000	10000	20000
<b>GAIDIOZ Jean-Luc</b>	2000	10000	20000
<b>GARSAULT Adrien</b>	2000	10000	20000
<b>GAYRAUD Pierre</b>	2000	10000	20000
<b>GRESSIER Cedric</b>	2000	10000	20000
<b>GROSSKOPF Emmanuel</b>	2000	10000	20000
<b>KOUIDER REMMIRA Jean-Marc</b>	2000	10000	20000

<b>LEWIS Benjamin</b>	2000	10000	20000
<b>MANTES Eric</b>	2000	10000	20000
<b>MARTINEZ Philippe</b>	2000	10000	20000
<b>MICHELI Laurence</b>	2000	10000	20000
<b>PARENTON Aurelien</b>	2000	10000	20000
<b>PEREIRA DE SA Tony</b>	2000	10000	20000
<b>PROUST Alexandre</b>	2000	10000	20000
<b>RICUPERO Sylvie</b>	2000	10000	20000
<b>SCHOTT Bryan</b>	2000	10000	20000
<b>SEDANO Philippe</b>	2000	10000	20000
<b>SORIA Jerome</b>	2000	10000	20000
<b>SZYMANSKI Franck</b>	2000	10000	20000
<b>TARUOURA Olivier</b>	2000	10000	20000
<b>THEVENIN Frederic</b>	2000	10000	20000
<b>THOMAZO Vincent</b>	2000	10000	20000
<b>TIBLE Norbert</b>	2000	10000	20000
<b>TONA Christelle</b>	2000	10000	20000
<b>TROUILLOUD Jean-Philippe</b>	2000	10000	20000
<b>VIEL Magali</b>	2000	10000	20000
<b>ALOIR Cedric</b>	2000	10000	20000
<b>AUBRAS Stephanie</b>	2000	10000	20000
<b>BLONDON Matthieu</b>	2000	10000	20000
<b>BLONDON Thomas</b>	2000	10000	20000
<b>BONASTRE Aurelie</b>	2000	10000	20000
<b>CLIMENT Michel</b>	2000	10000	20000
<b>GABRIEL Clement</b>	2000	10000	20000
<b>GAUDRY Veronique</b>	2000	10000	20000
<b>GENTON Sebastien</b>	2000	10000	20000
<b>GINER Tony</b>	2000	10000	20000
<b>LOUBET Nathalie</b>	2000	10000	20000
<b>MOROTTI Thomas</b>	2000	10000	20000
<b>PLISZCZAK Dimitri</b>	2000	10000	20000
<b>THIRION Marjorie</b>	2000	10000	20000
<b>TIRAGALLO Florian</b>	2000	10000	20000

**Annexe V à la décision n° 2021/1 du 25 mars 2021 du directeur régional *CARON Vincent***

**Liste des agents des douanes recevant délégation de signature**

**En contravention douanière : transaction « 420 D », « 420 », « 421 »**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Nom/prénom	Montant de l'amende	Montant droits et taxes	Valeur des marchandises
<b>BOUTONNET Georges</b>	2000	10000	20000
<b>BRAUN Sophie</b>	2000	10000	20000
<b>BRETON Isabelle</b>	2000	10000	20000
<b>BROCHON Frederic</b>	2000	10000	20000
<b>BROUWERS Gael</b>	2000	10000	20000
<b>CAPUTO Marie-Carmen</b>	2000	10000	20000
<b>DOUCEY David</b>	2000	10000	20000
<b>HATTON Francois</b>	2000	10000	20000
<b>KUROWSKI Alain</b>	2000	10000	20000
<b>LAFUENTE Philippe</b>	2000	10000	20000
<b>MARC Olivier</b>	2000	10000	20000
<b>VALLET Marie-Pascale</b>	2000	10000	20000
<b>YVERT Sylvie</b>	2000	10000	20000
<b>AMAT Cyril</b>	2000	10000	20000
<b>ANDERHUBER Laetitia</b>	2000	10000	20000
<b>AUDU Vincent</b>	2000	10000	20000
<b>BRAUN Frederic</b>	2000	10000	20000
<b>CABON Fabrice</b>	2000	10000	20000
<b>CENGO Laurent</b>	2000	10000	20000
<b>CRISSIN Lilian</b>	2000	10000	20000
<b>CROUHENNEC Serge</b>	2000	10000	20000
<b>CURABA Lucas</b>	2000	10000	20000
<b>DE LUCA Valentin</b>	2000	10000	20000
<b>DELORME Julie</b>	2000	10000	20000
<b>DENOIZE Lorene</b>	2000	10000	20000
<b>DERCY Jean-Claude</b>	2000	10000	20000
<b>DIEBOLD Vincent</b>	2000	10000	20000
<b>FARNIER-VIGIER Elisa</b>	2000	10000	20000
<b>GARCON Damien</b>	2000	10000	20000
<b>GASTELLIER Eddy</b>	2000	10000	20000
<b>GEUSENS Jean</b>	2000	10000	20000
<b>KRUPA Jacques</b>	2000	10000	20000
<b>LANGE Pauline</b>	2000	10000	20000
<b>LE GALLOU Christian</b>	2000	10000	20000

<b>LE LOHER Christian</b>	2000	10000	20000
<b>LETURGEZ Matthieu</b>	2000	10000	20000
<b>MACHADO Raphael</b>	2000	10000	20000
<b>MAHIOUS Salim</b>	2000	10000	20000
<b>MALLET Romain</b>	2000	10000	20000
<b>MARLE Sylvain</b>	2000	10000	20000
<b>MARTIN Thomas</b>	2000	10000	20000
<b>MARZARI Fabien</b>	2000	10000	20000
<b>MAURELLI Joffrey</b>	2000	10000	20000
<b>NIEPCERON Fanny</b>	2000	10000	20000
<b>NIKOLIC Nikola</b>	2000	10000	20000
<b>NOUAILLE-DEGORCE Alexandre</b>	2000	10000	20000
<b>PAPA Maxime</b>	2000	10000	20000
<b>PENEY Manon</b>	2000	10000	20000
<b>PILLOT Helene</b>	2000	10000	20000
<b>QUENOT Benedicte</b>	2000	10000	20000
<b>RIGOIRD Stephane</b>	2000	10000	20000
<b>ROCHETTE Olivier</b>	2000	10000	20000
<b>RODRIGUES Anthony</b>	2000	10000	20000
<b>RODRIGUEZ Jean-Marie</b>	2000	10000	20000
<b>ROG Frederic</b>	2000	10000	20000
<b>TIM Vuthvirak</b>	2000	10000	20000
<b>VUILLEMIN Franck</b>	2000	10000	20000
<b>ALBERT Joelle</b>	2000	10000	20000
<b>BRUNIER Josephine</b>	2000	10000	20000
<b>DEMANNY Severine</b>	2000	10000	20000
<b>FONTAINE Olivier</b>	2000	10000	20000
<b>GIROLLET Francoise</b>	2000	10000	20000
<b>GUERLET Gilliane</b>	2000	10000	20000
<b>PACCHIONI Muriel</b>	2000	10000	20000
<b>POPLIMONT Catherine</b>	2000	10000	20000
<b>ROMANENS Isabelle</b>	2000	10000	20000
<b>ARNAL Jordy</b>	2000	10000	20000
<b>BENNAFLA Tayeb</b>	2000	10000	20000
<b>BOIS Thomas</b>	2000	10000	20000
<b>BOUSQUET Christophe</b>	2000	10000	20000
<b>BURGAUD Jeremy</b>	2000	10000	20000
<b>CHARPENTIER Yann</b>	2000	10000	20000
<b>COUZIGOU Erwan</b>	2000	10000	20000
<b>FARRO Benjamin</b>	2000	10000	20000
<b>FAUGERES Manon</b>	2000	10000	20000
<b>FERLATTI Gregori</b>	2000	10000	20000
<b>FINE Jean-Pierre</b>	2000	10000	20000



<b>FURSTHOS Sandrine</b>	2000	10000	20000
<b>GONZALEZ Richard</b>	2000	10000	20000
<b>GOSSET Gwendoline</b>	2000	10000	20000
<b>GUILLE Francois</b>	2000	10000	20000
<b>GUITTARD Lydie</b>	2000	10000	20000
<b>HOAREAU Vincent</b>	2000	10000	20000
<b>LE METAYER Aurelien</b>	2000	10000	20000
<b>MAGAND Stephane</b>	2000	10000	20000
<b>MOREL Joseph</b>	2000	10000	20000
<b>NOEL Didier</b>	2000	10000	20000
<b>NOEL Muriel</b>	2000	10000	20000
<b>PAUMELLE Agnes</b>	2000	10000	20000
<b>PELAEZ Jean-Francois</b>	2000	10000	20000
<b>PIOT Mathilde</b>	2000	10000	20000
<b>PRUNIAUD Christelle</b>	2000	10000	20000
<b>RAZIN Cecili</b>	2000	10000	20000
<b>REGUILLON Joel</b>	2000	10000	20000
<b>RICHARD Maxence</b>	2000	10000	20000
<b>ROMAN Francois-Camille</b>	2000	10000	20000
<b>THABOURIN Samuel</b>	2000	10000	20000
<b>THIRION Morgan</b>	2000	10000	20000
<b>TONDUSSON Coralie</b>	2000	10000	20000
<b>VERNET Hugo</b>	2000	10000	20000
<b>VIDAL Stephane</b>	2000	10000	20000
<b>AUBERT Alexandre</b>	2000	10000	20000
<b>BEAUMONT Ludovic</b>	2000	10000	20000
<b>BLONDIN Mathieu</b>	2000	10000	20000
<b>BONAMIE Vivien</b>	2000	10000	20000
<b>BRIAND Van Nhuan</b>	2000	10000	20000
<b>DE CROZET Matthias</b>	2000	10000	20000
<b>DERYCKE David</b>	2000	10000	20000
<b>DICKSON Scott</b>	2000	10000	20000
<b>DJENANE Geoffroy</b>	2000	10000	20000
<b>DOUSSINET Christophe</b>	2000	10000	20000
<b>DUMOULIN Francois</b>	2000	10000	20000
<b>DUVAL Pierre</b>	2000	10000	20000
<b>FOURTINE Laurent</b>	2000	10000	20000
<b>GAMBINO Tom</b>	2000	10000	20000
<b>GILARDET Anthony</b>	2000	10000	20000
<b>GONTIER Thomas</b>	2000	10000	20000
<b>LANNUZEL Anthony</b>	2000	10000	20000
<b>LEICHNER Maylis</b>	2000	10000	20000
<b>LEVAMIS Loic</b>	2000	10000	20000

<b>MASCRET Nathalie</b>	2000	10000	20000
<b>MICHALAK Guillaume</b>	2000	10000	20000
<b>PATEY Caroline</b>	2000	10000	20000
<b>PATRIS Sebastien</b>	2000	10000	20000
<b>PENOT Daniele</b>	2000	10000	20000
<b>PESCE Marine</b>	2000	10000	20000
<b>RAVANEL Jean-Francois</b>	2000	10000	20000
<b>ROUX Ludovic</b>	2000	10000	20000
<b>RUYSSCHAERT Jeremy</b>	2000	10000	20000
<b>SANDANCE Serge</b>	2000	10000	20000
<b>SHUTOVA Elena</b>	2000	10000	20000
<b>SPACH Rudolf</b>	2000	10000	20000
<b>VOUILLAMOZ Damien</b>	2000	10000	20000
<b>WALTISPURGER Clemence</b>	2000	10000	20000
<b>ZORZUT Carine</b>	2000	10000	20000
<b>ADLI Hamza</b>	2000	10000	20000
<b>ARNAL Rodrigue</b>	2000	10000	20000
<b>BARATS Patrick</b>	2000	10000	20000
<b>BARBA Olivier</b>	2000	10000	20000
<b>BARDIN Laurent</b>	2000	10000	20000
<b>BENISTAND-HECTOR Denis</b>	2000	10000	20000
<b>BOISSON Severine</b>	2000	10000	20000
<b>BOUDOUX Nicolas</b>	2000	10000	20000
<b>BOUVIER Bruno</b>	2000	10000	20000
<b>BOUVIER Emmanuelle</b>	2000	10000	20000
<b>BUSSON Nadege</b>	2000	10000	20000
<b>CENDRE Anne-Gaëlle</b>	2000	10000	20000
<b>CHAMPEAU Emmanuel</b>	2000	10000	20000
<b>CLAPPAZ Anne-Catherine</b>	2000	10000	20000
<b>COINCON Frederic</b>	2000	10000	20000
<b>COMBIER Daniel</b>	2000	10000	20000
<b>CORBET Philippe</b>	2000	10000	20000
<b>DE COCKBORNE Thibaut</b>	2000	10000	20000
<b>DE LEMOS David</b>	2000	10000	20000
<b>DE ORO Benjamin</b>	2000	10000	20000
<b>DEVAUX Karine</b>	2000	10000	20000
<b>DIAZ Nicolas</b>	2000	10000	20000
<b>GAIDIOZ Jean-Luc</b>	2000	10000	20000
<b>GARSAULT Adrien</b>	2000	10000	20000
<b>GAYRAUD Pierre</b>	2000	10000	20000
<b>GRESSIER Cedric</b>	2000	10000	20000
<b>GROSSKOPF Emmanuel</b>	2000	10000	20000
<b>KOUIDER REMMIRA Jean-Marc</b>	2000	10000	20000

<b>LEWIS Benjamin</b>	2000	10000	20000
<b>MANTES Eric</b>	2000	10000	20000
<b>MARTINEZ Philippe</b>	2000	10000	20000
<b>MICHELI Laurence</b>	2000	10000	20000
<b>PARENTON Aurelien</b>	2000	10000	20000
<b>PEREIRA DE SA Tony</b>	2000	10000	20000
<b>PROUST Alexandre</b>	2000	10000	20000
<b>RICUPERO Sylvie</b>	2000	10000	20000
<b>SCHOTT Bryan</b>	2000	10000	20000
<b>SEDANO Philippe</b>	2000	10000	20000
<b>SORIA Jerome</b>	2000	10000	20000
<b>SZYMANSKI Franck</b>	2000	10000	20000
<b>TARUOURA Olivier</b>	2000	10000	20000
<b>THEVENIN Frederic</b>	2000	10000	20000
<b>THOMAZO Vincent</b>	2000	10000	20000
<b>TIBLE Norbert</b>	2000	10000	20000
<b>TONA Christelle</b>	2000	10000	20000
<b>TROUILLOUD Jean-Philippe</b>	2000	10000	20000
<b>VIEL Magali</b>	2000	10000	20000
<b>ALOIR Cedric</b>	2000	10000	20000
<b>AUBRAS Stephanie</b>	2000	10000	20000
<b>BLONDON Matthieu</b>	2000	10000	20000
<b>BLONDON Thomas</b>	2000	10000	20000
<b>BONASTRE Aurelie</b>	2000	10000	20000
<b>CLIMENT Michel</b>	2000	10000	20000
<b>GABRIEL Clement</b>	2000	10000	20000
<b>GAUDRY Veronique</b>	2000	10000	20000
<b>GENTON Sebastien</b>	2000	10000	20000
<b>GINER Tony</b>	2000	10000	20000
<b>LOUBET Nathalie</b>	2000	10000	20000
<b>MOROTTI Thomas</b>	2000	10000	20000
<b>PLISZCZAK Dimitri</b>	2000	10000	20000
<b>THIRION Marjorie</b>	2000	10000	20000
<b>TIRAGALLO Florian</b>	2000	10000	20000

**Annexe VI à la décision n° 2021/1 du 25 mars 2021 du directeur régional CARON Vincent**

**Liste des agents des douanes recevant délégation de signature**

**En matière de manquement à l'obligation déclarative : transaction « 420 D », « 420 », « 421 »**

Chèques, effets de commerce... : *Affaires portant sur des chèques de tous types, lettres de crédit et autres effets de commerce dont le montant n'excède pas*

Montant des billets, pièces... : *Affaires portant sur des billets de banque et des pièces de monnaie, des valeurs mobilières et autres titres négociables au porteur dont le montant n'excède pas*

Nom/prénom	Chèques, effets de commerce...	Montant des billets, pièces...
AMAT Cyril	37000	37000
ANDERHUBER Laetitia	37000	37000
AUDU Vincent	37000	37000
BRAUN Frederic	37000	37000
CABON Fabrice	37000	37000
CENGO Laurent	37000	37000
CRISSIN Lilian	37000	37000
CROUHENNEC Serge	37000	37000
CURABA Lucas	37000	37000
DE LUCA Valentin	37000	37000
DELORME Julie	37000	37000
DENOIZE Lorene	37000	37000
DERCY Jean-Claude	37000	37000
DIEBOLD Vincent	37000	37000
FARNIER-VIGIER Elisa	37000	37000
GARCON Damien	37000	37000
GASTELLIER Eddy	37000	37000
GEUSENS Jean	37000	37000
KRUPA Jacques	37000	37000
LANGE Pauline	37000	37000
LE GALLOU Christian	37000	37000
LE LOHER Christian	37000	37000
LETURGEZ Matthieu	37000	37000
MACHADO Raphael	37000	37000
MAHIOUS Salim	37000	37000
MALLET Romain	37000	37000
MARLE Sylvain	37000	37000
MARTIN Thomas	37000	37000
MARZARI Fabien	37000	37000
MAURELLI Joffrey	37000	37000
NIEPCERON Fanny	37000	37000
NIKOLIC Nikola	37000	37000
NOUAILLE-DEGORCE Alexandre	37000	37000

<b>PAPA Maxime</b>	37000	37000
<b>PENEY Manon</b>	37000	37000
<b>PILLOT Helene</b>	37000	37000
<b>QUENOT Benedicte</b>	37000	37000
<b>RIGOIRD Stephane</b>	37000	37000
<b>ROCHETTE Olivier</b>	37000	37000
<b>RODRIGUES Anthony</b>	37000	37000
<b>RODRIGUEZ Jean-Marie</b>	37000	37000
<b>ROG Frederic</b>	37000	37000
<b>TIM Vuthvirak</b>	37000	37000
<b>VUILLEMIN Franck</b>	37000	37000
<b>ARNAL Jordy</b>	37000	37000
<b>BENNAFLA Tayeb</b>	37000	37000
<b>BOIS Thomas</b>	37000	37000
<b>BOUSQUET Christophe</b>	37000	37000
<b>BURGAUD Jeremy</b>	37000	37000
<b>CHARPENTIER Yann</b>	37000	37000
<b>COUZIGOU Erwan</b>	37000	37000
<b>FARRO Benjamin</b>	37000	37000
<b>FAUGERES Manon</b>	37000	37000
<b>FERLATTI Gregori</b>	37000	37000
<b>FINE Jean-Pierre</b>	37000	37000
<b>FURSTHOS Sandrine</b>	37000	37000
<b>GONZALEZ Richard</b>	37000	37000
<b>GOSSET Gwendoline</b>	37000	37000
<b>GUILLE Francois</b>	37000	37000
<b>GUITTARD Lydie</b>	37000	37000
<b>HOAREAU Vincent</b>	37000	37000
<b>LE METAYER Aurelien</b>	37000	37000
<b>MAGAND Stephane</b>	37000	37000
<b>MOREL Joseph</b>	37000	37000
<b>NOEL Muriel</b>	37000	37000
<b>NOEL Didier</b>	37000	37000
<b>PAUMELLE Agnes</b>	37000	37000
<b>PELAEZ Jean-Francois</b>	37000	37000
<b>PIOT Mathilde</b>	37000	37000
<b>PRUNIAUD Christelle</b>	37000	37000
<b>RAZIN Cecili</b>	37000	37000
<b>REGUILLON Joel</b>	37000	37000
<b>RICHARD Maxence</b>	37000	37000
<b>ROMAN Francois-Camille</b>	37000	37000
<b>THABOURIN Samuel</b>	37000	37000
<b>THIRION Morgan</b>	37000	37000

<b>TONDUSSON Coralie</b>	37000	37000
<b>VERNET Hugo</b>	37000	37000
<b>VIDAL Stephane</b>	37000	37000
<b>AUBERT Alexandre</b>	37000	37000
<b>BEAUMONT Ludovic</b>	37000	37000
<b>BLONDIN Mathieu</b>	37000	37000
<b>BONAMIE Vivien</b>	37000	37000
<b>BRIAND Van Nhuan</b>	37000	37000
<b>DE CROZET Matthias</b>	37000	37000
<b>DERYCKE David</b>	37000	37000
<b>DICKSON Scott</b>	37000	37000
<b>DJENANE Geoffroy</b>	37000	37000
<b>DOUSSINET Christophe</b>	37000	37000
<b>DUMOULIN Francois</b>	37000	37000
<b>DUVAL Pierre</b>	37000	37000
<b>FOURTINE Laurent</b>	37000	37000
<b>GAMBINO Tom</b>	37000	37000
<b>GILARDET Anthony</b>	37000	37000
<b>GONTIER Thomas</b>	37000	37000
<b>LANNUZEL Anthony</b>	37000	37000
<b>LEICHNER Maylis</b>	37000	37000
<b>LEVAMIS Loic</b>	37000	37000
<b>MASCRET Nathalie</b>	37000	37000
<b>MICHALAK Guillaume</b>	37000	37000
<b>PATEY Caroline</b>	37000	37000
<b>PATRIIS Sebastien</b>	37000	37000
<b>PENOT Daniele</b>	37000	37000
<b>PESCE Marine</b>	37000	37000
<b>RAVANEL Jean-Francois</b>	37000	37000
<b>ROUX Ludovic</b>	37000	37000
<b>RUYSSCHAERT Jeremy</b>	37000	37000
<b>SANDANCE Serge</b>	37000	37000
<b>SHUTOVA Elena</b>	37000	37000
<b>SPACH Rudolf</b>	37000	37000
<b>VOUILLAMOZ Damien</b>	37000	37000
<b>WALTISPURGER Clemence</b>	37000	37000
<b>ZORZUT Carine</b>	37000	37000
<b>ADLI Hamza</b>	37000	37000
<b>ARNAL Rodrigue</b>	37000	37000
<b>BARATS Patrick</b>	37000	37000
<b>BARBA Olivier</b>	37000	37000
<b>BARDIN Laurent</b>	37000	37000
<b>BENISTAND-HECTOR Denis</b>	37000	37000

<b>BOISSON Severine</b>	37000	37000
<b>BOUDOUX Nicolas</b>	37000	37000
<b>BOUVIER Bruno</b>	37000	37000
<b>BOUVIER Emmanuelle</b>	37000	37000
<b>BUSSON Nadege</b>	37000	37000
<b>CENDRE Anne-Gaelle</b>	37000	37000
<b>CHAMPEAU Emmanuel</b>	37000	37000
<b>CLAPPAZ Anne-Catherine</b>	37000	37000
<b>COINCON Frederic</b>	37000	37000
<b>COMBIER Daniel</b>	37000	37000
<b>CORBET Philippe</b>	37000	37000
<b>DE COCKBORNE Thibaut</b>	37000	37000
<b>DE LEMOS David</b>	37000	37000
<b>DE ORO Benjamin</b>	37000	37000
<b>DEVAUX Karine</b>	37000	37000
<b>DIAZ Nicolas</b>	37000	37000
<b>GAIDIOZ Jean-Luc</b>	37000	37000
<b>GARSAULT Adrien</b>	37000	37000
<b>GAYRAUD Pierre</b>	37000	37000
<b>GRESSIER Cedric</b>	37000	37000
<b>GROSSKOPF Emmanuel</b>	37000	37000
<b>KOUIDER REMMIRA Jean-Marc</b>	37000	37000
<b>LEWIS Benjamin</b>	37000	37000
<b>MANTES Eric</b>	37000	37000
<b>MARTINEZ Philippe</b>	37000	37000
<b>MICHELI Laurence</b>	37000	37000
<b>PARENTON Aurelien</b>	37000	37000
<b>PEREIRA DE SA Tony</b>	37000	37000
<b>PROUST Alexandre</b>	37000	37000
<b>RICUPERO Sylvie</b>	37000	37000
<b>SCHOTT Bryan</b>	37000	37000
<b>SEDANO Philippe</b>	37000	37000
<b>SORIA Jerome</b>	37000	37000
<b>SZYMANSKI Franck</b>	37000	37000
<b>TARUOURA Olivier</b>	37000	37000
<b>THEVENIN Frederic</b>	37000	37000
<b>THOMAZO Vincent</b>	37000	37000
<b>TIBLE Norbert</b>	37000	37000
<b>TONA Christelle</b>	37000	37000
<b>TROUILLOUD Jean-Philippe</b>	37000	37000
<b>VIEL Magali</b>	37000	37000
<b>ALOIR Cedric</b>	37000	37000
<b>AUBRAS Stephanie</b>	37000	37000

<b>BLONDON Thomas</b>	37000	37000
<b>BLONDON Matthieu</b>	37000	37000
<b>BONASTRE Aurelie</b>	37000	37000
<b>CLIMENT Michel</b>	37000	37000
<b>GABRIEL Clement</b>	37000	37000
<b>GAUDRY Veronique</b>	37000	37000
<b>GENTON Sebastien</b>	37000	37000
<b>GINER Tony</b>	37000	37000
<b>LOUBET Nathalie</b>	37000	37000
<b>MOROTTI Thomas</b>	37000	37000
<b>PLISZCZAK Dimitri</b>	37000	37000
<b>THIRION Marjorie</b>	37000	37000
<b>TIRAGALLO Florian</b>	37000	37000



**Annexe VII à la décision n° 2021/1 du 25 mars 2021 du directeur régional *CARON Vincent***  
**Liste des agents des douanes recevant délégation de signature**

**En délit douanier : transaction simplifiée « 406 »**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Nom/prénom	Montant de l'amende	Montant droits et taxes	Valeur des marchandises
AMAT Cyril	500	1500	7500
ANDERHUBER Laetitia	500	1500	7500
AUDU Vincent	500	1500	7500
BRAUN Frederic	500	1500	7500
CABON Fabrice	500	1500	7500
CENGO Laurent	500	1500	7500
CRISSIN Lilian	500	1500	7500
CROUHENNEC Serge	500	1500	7500
CURABA Lucas	500	1500	7500
DE LUCA Valentin	500	1500	7500
DELORME Julie	500	1500	7500
DENOIZE Lorene	500	1500	7500
DERCY Jean-Claude	500	1500	7500
DIEBOLD Vincent	500	1500	7500
FARNIER-VIGIER Elisa	500	1500	7500
GARCON Damien	500	1500	7500
GASTELLIER Eddy	500	1500	7500
GEUSENS Jean	500	1500	7500
KRUPA Jacques	500	1500	7500
LANGE Pauline	500	1500	7500
LE GALLOU Christian	500	1500	7500
LE LOHER Christian	500	1500	7500
LETURGEZ Matthieu	500	1500	7500
MACHADO Raphael	500	1500	7500
MAHIOUS Salim	500	1500	7500
MALLET Romain	500	1500	7500
MARLE Sylvain	500	1500	7500
MARTIN Thomas	500	1500	7500
MARZARI Fabien	500	1500	7500
MAURELLI Joffrey	500	1500	7500
NIEPCERON Fanny	500	1500	7500
NIKOLIC Nikola	500	1500	7500
NOUAILLE-DEGORCE Alexandre	500	1500	7500
PAPA Maxime	500	1500	7500
PENEY Manon	500	1500	7500

<b>PILLOT Helene</b>	500	1500	7500
<b>QUENOT Benedicte</b>	500	1500	7500
<b>RIGOIRD Stephane</b>	500	1500	7500
<b>ROCHETTE Olivier</b>	500	1500	7500
<b>RODRIGUES Anthony</b>	500	1500	7500
<b>RODRIGUEZ Jean-Marie</b>	500	1500	7500
<b>ROG Frederic</b>	500	1500	7500
<b>TIM Vuthvirak</b>	500	1500	7500
<b>VUILLEMIN Franck</b>	500	1500	7500
<b>ARNAL Jordy</b>	500	1500	7500
<b>BENNAFLA Tayeb</b>	500	1500	7500
<b>BOIS Thomas</b>	500	1500	7500
<b>BOUSQUET Christophe</b>	500	1500	7500
<b>BURGAUD Jeremy</b>	500	1500	7500
<b>CHARPENTIER Yann</b>	500	1500	7500
<b>COUZIGOU Erwan</b>	500	1500	7500
<b>FARRO Benjamin</b>	500	1500	7500
<b>FAUGERES Manon</b>	500	1500	7500
<b>FERLATTI Gregori</b>	500	1500	7500
<b>FINE Jean-Pierre</b>	500	1500	7500
<b>FURSTHOS Sandrine</b>	500	1500	7500
<b>GONZALEZ Richard</b>	500	1500	7500
<b>GOSSET Gwendoline</b>	500	1500	7500
<b>GUILLE Francois</b>	500	1500	7500
<b>GUITTARD Lydie</b>	500	1500	7500
<b>HOAREAU Vincent</b>	500	1500	7500
<b>LE METAYER Aurelien</b>	500	1500	7500
<b>MAGAND Stephane</b>	500	1500	7500
<b>MOREL Joseph</b>	500	1500	7500
<b>NOEL Didier</b>	500	1500	7500
<b>NOEL Muriel</b>	500	1500	7500
<b>PAUMELLE Agnes</b>	500	1500	7500
<b>PELAEZ Jean-Francois</b>	500	1500	7500
<b>PIOT Mathilde</b>	500	1500	7500
<b>PRUNIAUD Christelle</b>	500	1500	7500
<b>RAZIN Cecili</b>	500	1500	7500
<b>REGUILLON Joel</b>	500	1500	7500
<b>RICHARD Maxence</b>	500	1500	7500
<b>ROMAN Francois-Camille</b>	500	1500	7500
<b>THABOURIN Samuel</b>	500	1500	7500
<b>THIRION Morgan</b>	500	1500	7500
<b>TONDUSSON Coralie</b>	500	1500	7500
<b>VERNET Hugo</b>	500	1500	7500

<b>VIDAL Stephane</b>	500	1500	7500
<b>AUBERT Alexandre</b>	500	1500	7500
<b>BEAUMONT Ludovic</b>	500	1500	7500
<b>BLONDIN Mathieu</b>	500	1500	7500
<b>BONAMIE Vivien</b>	500	1500	7500
<b>BRIAND Van Nhuan</b>	500	1500	7500
<b>DE CROZET Matthias</b>	500	1500	7500
<b>DERYCKE David</b>	500	1500	7500
<b>DICKSON Scott</b>	500	1500	7500
<b>DJENANE Geoffroy</b>	500	1500	7500
<b>DOUSSINET Christophe</b>	500	1500	7500
<b>DUMOULIN Francois</b>	500	1500	7500
<b>DUVAL Pierre</b>	500	1500	7500
<b>FOURTINE Laurent</b>	500	1500	7500
<b>GAMBINO Tom</b>	500	1500	7500
<b>GILARDET Anthony</b>	500	1500	7500
<b>GONTIER Thomas</b>	500	1500	7500
<b>LANNUZEL Anthony</b>	500	1500	7500
<b>LEICHNER Maylis</b>	500	1500	7500
<b>LEVAMIS Loic</b>	500	1500	7500
<b>MASCRET Nathalie</b>	500	1500	7500
<b>MICHALAK Guillaume</b>	500	1500	7500
<b>PATEY Caroline</b>	500	1500	7500
<b>PATRISE Sebastien</b>	500	1500	7500
<b>PENOT Daniele</b>	500	1500	7500
<b>PESCE Marine</b>	500	1500	7500
<b>RAVANEL Jean-Francois</b>	500	1500	7500
<b>ROUX Ludovic</b>	500	1500	7500
<b>RUYSSCHAERT Jeremy</b>	500	1500	7500
<b>SANDANCE Serge</b>	500	1500	7500
<b>SHUTOVA Elena</b>	500	1500	7500
<b>SPACH Rudolf</b>	500	1500	7500
<b>VOUILLAMOZ Damien</b>	500	1500	7500
<b>WALTISPURGER Clemence</b>	500	1500	7500
<b>ZORZUT Carine</b>	500	1500	7500
<b>ADLI Hamza</b>	500	1500	7500
<b>ARNAL Rodrigue</b>	500	1500	7500
<b>BARATS Patrick</b>	500	1500	7500
<b>BARBA Olivier</b>	500	1500	7500
<b>BARDIN Laurent</b>	500	1500	7500
<b>BENISTAND-HECTOR Denis</b>	500	1500	7500
<b>BOISSON Severine</b>	500	1500	7500
<b>BOUDOUX Nicolas</b>	500	1500	7500

<b>BOUVIER Emmanuelle</b>	500	1500	7500
<b>BOUVIER Bruno</b>	500	1500	7500
<b>BUSSON Nadege</b>	500	1500	7500
<b>CENDRE Anne-Gaëlle</b>	500	1500	7500
<b>CHAMPEAU Emmanuel</b>	500	1500	7500
<b>CLAPPAZ Anne-Catherine</b>	500	1500	7500
<b>COINCON Frederic</b>	500	1500	7500
<b>COMBIER Daniel</b>	500	1500	7500
<b>CORBET Philippe</b>	500	1500	7500
<b>DE COCKBORNE Thibaut</b>	500	1500	7500
<b>DE LEMOS David</b>	500	1500	7500
<b>DE ORO Benjamin</b>	500	1500	7500
<b>DEVAUX Karine</b>	500	1500	7500
<b>DIAZ Nicolas</b>	500	1500	7500
<b>GAIDIOZ Jean-Luc</b>	500	1500	7500
<b>GARSAULT Adrien</b>	500	1500	7500
<b>GAYRAUD Pierre</b>	500	1500	7500
<b>GRESSIER Cedric</b>	500	1500	7500
<b>GROSSKOPF Emmanuel</b>	500	1500	7500
<b>KOUIDER REMMIRA Jean-Marc</b>	500	1500	7500
<b>LEWIS Benjamin</b>	500	1500	7500
<b>MANTES Eric</b>	500	1500	7500
<b>MARTINEZ Philippe</b>	500	1500	7500
<b>MICHELI Laurence</b>	500	1500	7500
<b>PARENTON Aurelien</b>	500	1500	7500
<b>PEREIRA DE SA Tony</b>	500	1500	7500
<b>PROUST Alexandre</b>	500	1500	7500
<b>RICUPERO Sylvie</b>	500	1500	7500
<b>SCHOTT Bryan</b>	500	1500	7500
<b>SEDANO Philippe</b>	500	1500	7500
<b>SORIA Jerome</b>	500	1500	7500
<b>SZYMANSKI Franck</b>	500	1500	7500
<b>TARUOURA Olivier</b>	500	1500	7500
<b>THEVENIN Frederic</b>	500	1500	7500
<b>THOMAZO Vincent</b>	500	1500	7500
<b>TIBLE Norbert</b>	500	1500	7500
<b>TONA Christelle</b>	500	1500	7500
<b>TROUILLOUD Jean-Philippe</b>	500	1500	7500
<b>VIEL Magali</b>	500	1500	7500
<b>ALOIR Cedric</b>	500	1500	7500
<b>AUBRAS Stephanie</b>	500	1500	7500
<b>BLONDON Thomas</b>	500	1500	7500
<b>BLONDON Matthieu</b>	500	1500	7500

<b>BONASTRE Aurelie</b>	500	1500	7500
<b>CLIMENT Michel</b>	500	1500	7500
<b>GABRIEL Clement</b>	500	1500	7500
<b>GAUDRY Veronique</b>	500	1500	7500
<b>GENTON Sebastien</b>	500	1500	7500
<b>GINER Tony</b>	500	1500	7500
<b>LOUBET Nathalie</b>	500	1500	7500
<b>MOROTTI Thomas</b>	500	1500	7500
<b>PLISZCZAK Dimitri</b>	500	1500	7500
<b>THIRION Marjorie</b>	500	1500	7500
<b>TIRAGALLO Florian</b>	500	1500	7500

**Annexe VIII à la décision n° 2021/1 du 25 mars 2021 du directeur régional *CARON Vincent***  
**Liste des agents des douanes recevant délégation de signature**

**En contravention douanière : transaction simplifiée « 406 »**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Nom/prénom	Montant de l'amende	Montant droits et taxes	Valeur des marchandises
AMAT Cyril	500	1500	7500
ANDERHUBER Laetitia	500	1500	7500
AUDU Vincent	500	1500	7500
BRAUN Frederic	500	1500	7500
CABON Fabrice	500	1500	7500
CENGO Laurent	500	1500	7500
CRISSIN Lilian	500	1500	7500
CROUHENNEC Serge	500	1500	7500
CURABA Lucas	500	1500	7500
DE LUCA Valentin	500	1500	7500
DELORME Julie	500	1500	7500
DENOIZE Lorene	500	1500	7500
DERCY Jean-Claude	500	1500	7500
DIEBOLD Vincent	500	1500	7500
FARNIER-VIGIER Elisa	500	1500	7500
GARCON Damien	500	1500	7500
GASTELLIER Eddy	500	1500	7500
GEUSENS Jean	500	1500	7500
KRUPA Jacques	500	1500	7500
LANGE Pauline	500	1500	7500
LE GALLOU Christian	500	1500	7500
LE LOHER Christian	500	1500	7500
LETURGEZ Matthieu	500	1500	7500
MACHADO Raphael	500	1500	7500
MAHIOUS Salim	500	1500	7500
MALLET Romain	500	1500	7500
MARLE Sylvain	500	1500	7500
MARTIN Thomas	500	1500	7500
MARZARI Fabien	500	1500	7500
MAURELLI Joffrey	500	1500	7500
NIEPCERON Fanny	500	1500	7500
NIKOLIC Nikola	500	1500	7500
NOUAILLE-DEGORCE Alexandre	500	1500	7500
PAPA Maxime	500	1500	7500
PENEY Manon	500	1500	7500

<b>PILLOT Helene</b>	500	1500	7500
<b>QUENOT Benedicte</b>	500	1500	7500
<b>RIGOIRD Stephane</b>	500	1500	7500
<b>ROCHETTE Olivier</b>	500	1500	7500
<b>RODRIGUES Anthony</b>	500	1500	7500
<b>RODRIGUEZ Jean-Marie</b>	500	1500	7500
<b>ROG Frederic</b>	500	1500	7500
<b>TIM Vuthvirak</b>	500	1500	7500
<b>VUILLEMIN Franck</b>	500	1500	7500
<b>ARNAL Jordy</b>	500	1500	7500
<b>BENNAFLA Tayeb</b>	500	1500	7500
<b>BOIS Thomas</b>	500	1500	7500
<b>BOUSQUET Christophe</b>	500	1500	7500
<b>BURGAUD Jeremy</b>	500	1500	7500
<b>CHARPENTIER Yann</b>	500	1500	7500
<b>COUZIGOU Erwan</b>	500	1500	7500
<b>FARRO Benjamin</b>	500	1500	7500
<b>FAUGERES Manon</b>	500	1500	7500
<b>FERLATTI Gregori</b>	500	1500	7500
<b>FINE Jean-Pierre</b>	500	1500	7500
<b>FURSTHOS Sandrine</b>	500	1500	7500
<b>GONZALEZ Richard</b>	500	1500	7500
<b>GOSSET Gwendoline</b>	500	1500	7500
<b>GUILLE Francois</b>	500	1500	7500
<b>GUITTARD Lydie</b>	500	1500	7500
<b>HOAREAU Vincent</b>	500	1500	7500
<b>LE METAYER Aurelien</b>	500	1500	7500
<b>MAGAND Stephane</b>	500	1500	7500
<b>MOREL Joseph</b>	500	1500	7500
<b>NOEL Didier</b>	500	1500	7500
<b>NOEL Muriel</b>	500	1500	7500
<b>PAUMELLE Agnes</b>	500	1500	7500
<b>PELAEZ Jean-Francois</b>	500	1500	7500
<b>PIOT Mathilde</b>	500	1500	7500
<b>PRUNIAUD Christelle</b>	500	1500	7500
<b>RAZIN Cecili</b>	500	1500	7500
<b>REGUILLON Joel</b>	500	1500	7500
<b>RICHARD Maxence</b>	500	1500	7500
<b>ROMAN Francois-Camille</b>	500	1500	7500
<b>THABOURIN Samuel</b>	500	1500	7500
<b>THIRION Morgan</b>	500	1500	7500
<b>TONDUSSON Coralie</b>	500	1500	7500
<b>VERNET Hugo</b>	500	1500	7500

<b>VIDAL Stephane</b>	500	1500	7500
<b>AUBERT Alexandre</b>	500	1500	7500
<b>BEAUMONT Ludovic</b>	500	1500	7500
<b>BLONDIN Mathieu</b>	500	1500	7500
<b>BONAMIE Vivien</b>	500	1500	7500
<b>BRIAND Van Nhuan</b>	500	1500	7500
<b>DE CROZET Matthias</b>	500	1500	7500
<b>DERYCKE David</b>	500	1500	7500
<b>DICKSON Scott</b>	500	1500	7500
<b>DJENANE Geoffroy</b>	500	1500	7500
<b>DOUSSINET Christophe</b>	500	1500	7500
<b>DUMOULIN Francois</b>	500	1500	7500
<b>DUVAL Pierre</b>	500	1500	7500
<b>FOURTINE Laurent</b>	500	1500	7500
<b>GAMBINO Tom</b>	500	1500	7500
<b>GILARDET Anthony</b>	500	1500	7500
<b>GONTIER Thomas</b>	500	1500	7500
<b>LANNUZEL Anthony</b>	500	1500	7500
<b>LEICHNER Maylis</b>	500	1500	7500
<b>LEVAMIS Loic</b>	500	1500	7500
<b>MASCRET Nathalie</b>	500	1500	7500
<b>MICHALAK Guillaume</b>	500	1500	7500
<b>PATEY Caroline</b>	500	1500	7500
<b>PATRISE Sebastien</b>	500	1500	7500
<b>PENOT Daniele</b>	500	1500	7500
<b>PESCE Marine</b>	500	1500	7500
<b>RAVANEL Jean-Francois</b>	500	1500	7500
<b>ROUX Ludovic</b>	500	1500	7500
<b>RUYSSCHAERT Jeremy</b>	500	1500	7500
<b>SANDANCE Serge</b>	500	1500	7500
<b>SHUTOVA Elena</b>	500	1500	7500
<b>SPACH Rudolf</b>	500	1500	7500
<b>VOUILLAMOZ Damien</b>	500	1500	7500
<b>WALTISPURGER Clemence</b>	500	1500	7500
<b>ZORZUT Carine</b>	500	1500	7500
<b>ADLI Hamza</b>	500	1500	7500
<b>ARNAL Rodrigue</b>	500	1500	7500
<b>BARATS Patrick</b>	500	1500	7500
<b>BARBA Olivier</b>	500	1500	7500
<b>BARDIN Laurent</b>	500	1500	7500
<b>BENISTAND-HECTOR Denis</b>	500	1500	7500
<b>BOISSON Severine</b>	500	1500	7500
<b>BOUDOUX Nicolas</b>	500	1500	7500



<b>BOUVIER Emmanuelle</b>	500	1500	7500
<b>BOUVIER Bruno</b>	500	1500	7500
<b>BUSSON Nadege</b>	500	1500	7500
<b>CENDRE Anne-Gaëlle</b>	500	1500	7500
<b>CHAMPEAU Emmanuel</b>	500	1500	7500
<b>CLAPPAZ Anne-Catherine</b>	500	1500	7500
<b>COINCON Frederic</b>	500	1500	7500
<b>COMBIER Daniel</b>	500	1500	7500
<b>CORBET Philippe</b>	500	1500	7500
<b>DE COCKBORNE Thibaut</b>	500	1500	7500
<b>DE LEMOS David</b>	500	1500	7500
<b>DE ORO Benjamin</b>	500	1500	7500
<b>DEVAUX Karine</b>	500	1500	7500
<b>DIAZ Nicolas</b>	500	1500	7500
<b>GAIDIOZ Jean-Luc</b>	500	1500	7500
<b>GARSAULT Adrien</b>	500	1500	7500
<b>GAYRAUD Pierre</b>	500	1500	7500
<b>GRESSIER Cedric</b>	500	1500	7500
<b>GROSSKOPF Emmanuel</b>	500	1500	7500
<b>KOUIDER REMMIRA Jean-Marc</b>	500	1500	7500
<b>LEWIS Benjamin</b>	500	1500	7500
<b>MANTES Eric</b>	500	1500	7500
<b>MARTINEZ Philippe</b>	500	1500	7500
<b>MICHELI Laurence</b>	500	1500	7500
<b>PARENTON Aurelien</b>	500	1500	7500
<b>PEREIRA DE SA Tony</b>	500	1500	7500
<b>PROUST Alexandre</b>	500	1500	7500
<b>RICUPERO Sylvie</b>	500	1500	7500
<b>SCHOTT Bryan</b>	500	1500	7500
<b>SEDANO Philippe</b>	500	1500	7500
<b>SORIA Jerome</b>	500	1500	7500
<b>SZYMANSKI Franck</b>	500	1500	7500
<b>TARUOURA Olivier</b>	500	1500	7500
<b>THEVENIN Frederic</b>	500	1500	7500
<b>THOMAZO Vincent</b>	500	1500	7500
<b>TIBLE Norbert</b>	500	1500	7500
<b>TONA Christelle</b>	500	1500	7500
<b>TROUILLOUD Jean-Philippe</b>	500	1500	7500
<b>VIEL Magali</b>	500	1500	7500
<b>ALOIR Cedric</b>	500	1500	7500
<b>AUBRAS Stephanie</b>	500	1500	7500
<b>BLONDON Matthieu</b>	500	1500	7500
<b>BLONDON Thomas</b>	500	1500	7500

<b>BONASTRE Aurelie</b>	500	1500	7500
<b>CLIMENT Michel</b>	500	1500	7500
<b>GABRIEL Clement</b>	500	1500	7500
<b>GAUDRY Veronique</b>	500	1500	7500
<b>GENTON Sebastien</b>	500	1500	7500
<b>GINER Tony</b>	500	1500	7500
<b>LOUBET Nathalie</b>	500	1500	7500
<b>MOROTTI Thomas</b>	500	1500	7500
<b>PLISZCZAK Dimitri</b>	500	1500	7500
<b>THIRION Marjorie</b>	500	1500	7500
<b>TIRAGALLO Florian</b>	500	1500	7500



**RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*



DIRECTION GÉNÉRALE DES DOUANES  
ET DROITS INDIRECTS

CHAMBERY, LE 25 MARS 2021

*DR Chambéry*  
1 RUE WALDECK ROUSSEAU  
73011 CHAMBERY  
Site Internet : [www.douane.gouv.fr](http://www.douane.gouv.fr)

Affaire suivie par : ROYAL Veronique  
Téléphone : 09 70 27 34 36  
Télécopie : 04 79 85 28 61  
Mél : [dr-chambery@douane.finances.gouv.fr](mailto:dr-chambery@douane.finances.gouv.fr)

Version anonymisée de la décision 2021/1 du directeur régional à CHAMBERY portant subdélégation de la signature du directeur interrégional à LYON dans les domaines gracieux et contentieux en matière de contributions indirectes ainsi que pour les transactions en matière de douane et de manquement à l'obligation déclarative.

Vu le code général des impôts et notamment son article 408 de l'annexe II et ses articles 212 et suivants de l'annexe IV ;

Vu le code des douanes et notamment ses articles 350 et 451 ;

Vu le décret 78-1297 du 28 décembre 1978 modifié relatif à l'exercice du droit de transaction en matière d'infractions douanières ou relatives aux relations financières avec l'étranger ou d'infractions à l'obligation déclarative des sommes, titres ou valeurs en provenance ou à destination d'un État membre de l'Union européenne ou d'un État tiers à l'Union européenne.

Décide

Article 1er – Délégation est donnée aux agents dont les numéro de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe I de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à LYON, les décisions de nature contentieuse (décharge de droits suite à réclamation, décision sur les contestations en matière de recouvrement des articles L 281 et L 283 du livre des procédures fiscales, rejet d'une réclamation, restitution ou remboursement de droits suite à erreur sur l'assiette, réduction de droits suite à erreur de calcul) en matière de contributions indirectes, et pour les montants maximaux qui sont mentionnés, dans cette même annexe I, en euros ou pour des montants illimités.

Article 2 - Délégation est donnée aux agents dont les numéro de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe II de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à LYON, les décisions de nature gracieuse (décision sur les demandes de décharge de responsabilité solidaire de l'article L247 du livre des procédures fiscales, modération d'amende fiscale, de majoration ou d'intérêt de retard, rejet d'une demande de remise, d'une demande de modération ou d'une demande de transaction, remise d'amende fiscale, de majoration d'impôts ou d'intérêt de retard, acceptation d'une demande et conclusion d'une transaction) en matière de contributions indirectes, et pour les montants maximaux qui sont mentionnés dans cette même annexe II en euros ou pour des montants illimités.

Article 3 – Délégation est donnée aux agents dont les numéro de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe III de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à LYON, les procédures de règlement simplifié en matière de contributions

indirectes, et pour les montants de droits compromis, de droits fraudés, d'amende et de valeur des marchandises qui sont mentionnés en euros dans cette même annexe III.

Article 4 – Délégation est donnée aux agents dont les numéro de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe IV de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à LYON, les actes transactionnels définitifs de type procédure de règlement simplifié et les ratifications d'actes transactionnels provisoires en matière de délit douanier, et pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe IV en euros ou sont illimités.

Article 5 – Délégation est donnée aux agents dont les numéro de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe V de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à LYON, les actes transactionnels définitifs et les ratifications d'actes transactionnels provisoires en matière de contravention douanière, et pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe V en euros ou sont illimités.

Article 6 – Délégation est donnée aux agents dont les numéro de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe VI de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à LYON, les actes transactionnels définitifs et les ratifications d'actes transactionnels provisoires en matière de manquement à l'obligation déclarative, et pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe VI en euros ou sont illimités.

Article 7 – Délégation est donnée aux agents dont les numéro de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe VII de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à LYON, les transactions simplifiées 406 en matière de délit douanier, et pour les montants d'amende, de droits et taxes ainsi que de valeur des marchandises qui sont mentionnés en euros dans cette même annexe VII.

Article 8 – Délégation est donnée aux agents dont les numéro de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe VIII de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à LYON, les transactions simplifiées 406 en matière de contravention douanière, et pour les montants d'amende, de droits et taxes ainsi que de valeur des marchandises qui sont mentionnés en euros dans cette même annexe VIII.

Article 9 – La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs du département du siège de la direction régionale des douanes. Elle annule et remplace la précédente décision portant le même objet.

Le directeur interrégional  
ORIGINAL SIGNE  
*CARON Vincent*

**Version anonymisée de l'Annexe I à la décision n° 2021/1 du 25 mars 2021 du directeur régional  
CARON Vincent**

**Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature**

**La présente version anonymisée de l'annexe I reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.**

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

**En matière contentieuse (contributions indirectes)**

Décharge : *Décision de décharge de droits*

Recouvrement : *Décision sur une contestation de recouvrement pour un montant maximal de*

Rejet : *Décision de rejet d'une réclamation*

Restitution : *Décision de restitution, remboursement*

Réduction : *Décision de réduction*

<b>Numéro de commission d'emploi (matricule)</b>	Décharge	Recouvrement	Rejet	Restitution	Réduction
--	----------	--------------	-------	-------------	-----------

*L'anonymisation n'étant pas applicable en matière de contributions indirectes et de réglementations assimilées, aucune information n'est disponible pour cette annexe*

**Version anonymisée de l'Annexe II à la décision n° 2021/1 du 25 mars 2021 du directeur régional  
CARON Vincent**

**Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature**

**La présente version anonymisée de l'annexe II reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.**

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

**En matière gracieuse (contributions indirectes)**

Décharge : *Décision sur les demandes de décharge de responsabilité solidaire de l'article L247 du livre des procédures fiscales*

Modération : *Décision de modération d'amende fiscale ou de majoration*

Rejet : *Décision de rejet d'une remise, d'une modération ou de demande d'une transaction*

Remise : *Décision de remise d'amende fiscale ou de majoration d'impôts*

Transaction 4822bis : *Décision d'acceptation d'une demande de transaction*

<b>Numéro de commission d'emploi (matricule)</b>	Décharge	Modération	Rejet	Remise	Transaction
--	----------	------------	-------	--------	-------------

*L'anonymisation n'étant pas applicable en matière de contributions indirectes et de réglementations assimilées, aucune information n'est disponible pour cette annexe*

Version anonymisée de l'Annexe III à la décision n° 2021/1 du 25 mars 2021 du directeur régional  
*CARON Vincent*

**Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature**

La présente version anonymisée de l'annexe III reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

**En matière de contributions indirectes et de réglemations assimilées : transaction simplifiée - 4823 bis « PRS »**

Droits compromis : *Montant des droits compromis n'excède pas*

Droits fraudés : *Montant des droits fraudés n'excède pas*

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur de la marchandise servant de calcul à la pénalité proportionnelle n'excède pas*

Numéro de commission d'emploi (matricule)	Droits compromis	Droits fraudés	Montant de l'amende	Valeur des marchandises
---	------------------	----------------	---------------------	-------------------------

*L'anonymisation n'étant pas applicable en matière de contributions indirectes et de réglemations assimilées, aucune information n'est disponible pour cette annexe*

Version anonymisée de l'Annexe IV à la décision n° 2021/1 du 25 mars 2021 du directeur régional  
*CARON Vincent*

**Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature**

La présente version anonymisée de l'annexe IV reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

**En délit douanier : transaction « 420 D », « 420 », « 421 »**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Numéro de commission d'emploi (matricule)	Montant de l'amende	Montant droits et taxes	Valeur des marchandises
Matricule 17478	2000	10000	20000
Matricule 18057	2000	10000	20000
Matricule 37829	2000	10000	20000
Matricule 38163	2000	10000	20000
Matricule 39731	2000	10000	20000
Matricule 40062	2000	10000	20000
Matricule 40333	2000	10000	20000
Matricule 40781	2000	10000	20000
Matricule 41243	2000	10000	20000
Matricule 41360	2000	10000	20000
Matricule 41518	2000	10000	20000
Matricule 42115	2000	10000	20000
Matricule 42484	2000	10000	20000
Matricule 42606	2000	10000	20000
Matricule 42944	2000	10000	20000
Matricule 43112	2000	10000	20000
Matricule 43717	2000	10000	20000
Matricule 44182	2000	10000	20000
Matricule 44226	2000	10000	20000
Matricule 44979	2000	10000	20000
Matricule 45647	2000	10000	20000
Matricule 45669	2000	10000	20000
Matricule 45721	2000	10000	20000
Matricule 46352	2000	10000	20000
Matricule 46380	2000	10000	20000
Matricule 46473	2000	10000	20000
Matricule 46672	2000	10000	20000
Matricule 46694	2000	10000	20000
Matricule 46696	2000	10000	20000



<b>Matricule 46818</b>	2000	10000	20000
<b>Matricule 50150</b>	2000	10000	20000
<b>Matricule 50272</b>	2000	10000	20000
<b>Matricule 50684</b>	2000	10000	20000
<b>Matricule 50690</b>	2000	10000	20000
<b>Matricule 51232</b>	2000	10000	20000
<b>Matricule 51476</b>	2000	10000	20000
<b>Matricule 51546</b>	2000	10000	20000
<b>Matricule 51656</b>	2000	10000	20000
<b>Matricule 51686</b>	2000	10000	20000
<b>Matricule 51908</b>	2000	10000	20000
<b>Matricule 51944</b>	2000	10000	20000
<b>Matricule 52058</b>	2000	10000	20000
<b>Matricule 52290</b>	2000	10000	20000
<b>Matricule 52292</b>	2000	10000	20000
<b>Matricule 52623</b>	2000	10000	20000
<b>Matricule 52662</b>	2000	10000	20000
<b>Matricule 52916</b>	2000	10000	20000
<b>Matricule 53302</b>	2000	10000	20000
<b>Matricule 53354</b>	2000	10000	20000
<b>Matricule 53372</b>	2000	10000	20000
<b>Matricule 53374</b>	2000	10000	20000
<b>Matricule 53518</b>	2000	10000	20000
<b>Matricule 53711</b>	2000	10000	20000
<b>Matricule 53797</b>	2000	10000	20000
<b>Matricule 54336</b>	2000	10000	20000
<b>Matricule 54358</b>	2000	10000	20000
<b>Matricule 54569</b>	2000	10000	20000
<b>Matricule 54677</b>	2000	10000	20000
<b>Matricule 54680</b>	2000	10000	20000
<b>Matricule 54860</b>	2000	10000	20000
<b>Matricule 54866</b>	2000	10000	20000
<b>Matricule 55140</b>	2000	10000	20000
<b>Matricule 55382</b>	2000	10000	20000
<b>Matricule 55410</b>	2000	10000	20000
<b>Matricule 55478</b>	2000	10000	20000
<b>Matricule 56014</b>	2000	10000	20000
<b>Matricule 56126</b>	2000	10000	20000
<b>Matricule 56310</b>	2000	10000	20000
<b>Matricule 56394</b>	2000	10000	20000
<b>Matricule 56466</b>	2000	10000	20000
<b>Matricule 56524</b>	2000	10000	20000
<b>Matricule 56584</b>	2000	10000	20000

<b>Matricule 56600</b>	2000	10000	20000
<b>Matricule 56732</b>	2000	10000	20000
<b>Matricule 56870</b>	2000	10000	20000
<b>Matricule 56885</b>	2000	10000	20000
<b>Matricule 57009</b>	2000	10000	20000
<b>Matricule 57104</b>	2000	10000	20000
<b>Matricule 57114</b>	2000	10000	20000
<b>Matricule 57156</b>	2000	10000	20000
<b>Matricule 57376</b>	2000	10000	20000
<b>Matricule 57478</b>	2000	10000	20000
<b>Matricule 57497</b>	2000	10000	20000
<b>Matricule 57528</b>	2000	10000	20000
<b>Matricule 57550</b>	2000	10000	20000
<b>Matricule 57636</b>	2000	10000	20000
<b>Matricule 57872</b>	2000	10000	20000
<b>Matricule 58120</b>	2000	10000	20000
<b>Matricule 58180</b>	2000	10000	20000
<b>Matricule 58202</b>	2000	10000	20000
<b>Matricule 58502</b>	2000	10000	20000
<b>Matricule 58506</b>	2000	10000	20000
<b>Matricule 58712</b>	2000	10000	20000
<b>Matricule 58776</b>	2000	10000	20000
<b>Matricule 59108</b>	2000	10000	20000
<b>Matricule 59298</b>	2000	10000	20000
<b>Matricule 59786</b>	2000	10000	20000
<b>Matricule 59984</b>	2000	10000	20000
<b>Matricule 60102</b>	2000	10000	20000
<b>Matricule 60244</b>	2000	10000	20000
<b>Matricule 60272</b>	2000	10000	20000
<b>Matricule 60299</b>	2000	10000	20000
<b>Matricule 60418</b>	2000	10000	20000
<b>Matricule 60482</b>	2000	10000	20000
<b>Matricule 60522</b>	2000	10000	20000
<b>Matricule 60548</b>	2000	10000	20000
<b>Matricule 60590</b>	2000	10000	20000
<b>Matricule 60660</b>	2000	10000	20000
<b>Matricule 60812</b>	2000	10000	20000
<b>Matricule 60836</b>	2000	10000	20000
<b>Matricule 60860</b>	2000	10000	20000
<b>Matricule 60894</b>	2000	10000	20000
<b>Matricule 60914</b>	2000	10000	20000
<b>Matricule 61478</b>	2000	10000	20000
<b>Matricule 61758</b>	2000	10000	20000

<b>Matricule 61812</b>	2000	10000	20000
<b>Matricule 62054</b>	2000	10000	20000
<b>Matricule 62060</b>	2000	10000	20000
<b>Matricule 62068</b>	2000	10000	20000
<b>Matricule 62108</b>	2000	10000	20000
<b>Matricule 62112</b>	2000	10000	20000
<b>Matricule 62122</b>	2000	10000	20000
<b>Matricule 62230</b>	2000	10000	20000
<b>Matricule 62282</b>	2000	10000	20000
<b>Matricule 62497</b>	2000	10000	20000
<b>Matricule 62508</b>	2000	10000	20000
<b>Matricule 62566</b>	2000	10000	20000
<b>Matricule 62660</b>	2000	10000	20000
<b>Matricule 62666</b>	2000	10000	20000
<b>Matricule 62740</b>	2000	10000	20000
<b>Matricule 62784</b>	2000	10000	20000
<b>Matricule 62796</b>	2000	10000	20000
<b>Matricule 62812</b>	2000	10000	20000
<b>Matricule 62944</b>	2000	10000	20000
<b>Matricule 63018</b>	2000	10000	20000
<b>Matricule 63020</b>	2000	10000	20000
<b>Matricule 63032</b>	2000	10000	20000
<b>Matricule 63076</b>	2000	10000	20000
<b>Matricule 63160</b>	2000	10000	20000
<b>Matricule 63202</b>	2000	10000	20000
<b>Matricule 63218</b>	2000	10000	20000
<b>Matricule 63222</b>	2000	10000	20000
<b>Matricule 63542</b>	2000	10000	20000
<b>Matricule 63788</b>	2000	10000	20000
<b>Matricule 63846</b>	2000	10000	20000
<b>Matricule 63882</b>	2000	10000	20000
<b>Matricule 63936</b>	2000	10000	20000
<b>Matricule 64000</b>	2000	10000	20000
<b>Matricule 64068</b>	2000	10000	20000
<b>Matricule 64100</b>	2000	10000	20000
<b>Matricule 64120</b>	2000	10000	20000
<b>Matricule 64147</b>	2000	10000	20000
<b>Matricule 64190</b>	2000	10000	20000
<b>Matricule 64202</b>	2000	10000	20000
<b>Matricule 64254</b>	2000	10000	20000
<b>Matricule 64314</b>	2000	10000	20000
<b>Matricule 64396</b>	2000	10000	20000
<b>Matricule 64434</b>	2000	10000	20000

<b>Matricule 64448</b>	2000	10000	20000
<b>Matricule 64524</b>	2000	10000	20000
<b>Matricule 64576</b>	2000	10000	20000
<b>Matricule 64708</b>	2000	10000	20000
<b>Matricule 64728</b>	2000	10000	20000
<b>Matricule 64860</b>	2000	10000	20000
<b>Matricule 64864</b>	2000	10000	20000
<b>Matricule 64866</b>	2000	10000	20000
<b>Matricule 64872</b>	2000	10000	20000
<b>Matricule 64876</b>	2000	10000	20000
<b>Matricule 64894</b>	2000	10000	20000
<b>Matricule 64910</b>	2000	10000	20000
<b>Matricule 64966</b>	2000	10000	20000
<b>Matricule 64974</b>	2000	10000	20000
<b>Matricule 65016</b>	2000	10000	20000
<b>Matricule 65050</b>	2000	10000	20000
<b>Matricule 65052</b>	2000	10000	20000
<b>Matricule 65116</b>	2000	10000	20000
<b>Matricule 65142</b>	2000	10000	20000
<b>Matricule 65238</b>	2000	10000	20000
<b>Matricule 65248</b>	2000	10000	20000
<b>Matricule 65284</b>	2000	10000	20000
<b>Matricule 65412</b>	2000	10000	20000
<b>Matricule 65464</b>	2000	10000	20000
<b>Matricule 65536</b>	2000	10000	20000
<b>Matricule 65586</b>	2000	10000	20000
<b>Matricule 65648</b>	2000	10000	20000
<b>Matricule 65656</b>	2000	10000	20000
<b>Matricule 65694</b>	2000	10000	20000
<b>Matricule 65794</b>	2000	10000	20000
<b>Matricule 65872</b>	2000	10000	20000
<b>Matricule 65876</b>	2000	10000	20000
<b>Matricule 66020</b>	2000	10000	20000
<b>Matricule 66064</b>	2000	10000	20000
<b>Matricule 66160</b>	2000	10000	20000
<b>Matricule 66194</b>	2000	10000	20000
<b>Matricule 66214</b>	2000	10000	20000
<b>Matricule 66226</b>	2000	10000	20000
<b>Matricule 66240</b>	2000	10000	20000

Version anonymisée de l'Annexe V à la décision n° 2021/1 du 25 mars 2021 du directeur régional  
*CARON Vincent*

**Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature**

La présente version anonymisée de l'annexe V reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

**En contravention douanière : transaction « 420 D », « 420 », « 421 »**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Numéro de commission d'emploi (matricule)	Montant de l'amende	Montant droits et taxes	Valeur des marchandises
---	---------------------	-------------------------	-------------------------

*L'anonymisation n'étant pas applicable en matière de contravention douanière, aucune information n'est disponible pour cette annexe*

### Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature

La présente version anonymisée de l'annexe VI reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

#### **En matière de manquement à l'obligation déclarative : transaction « 420 D », « 420 », « 421 »**

Chèques, effets de commerce... : *Affaires portant sur des chèques de tous types, lettres de crédit et autres effets de commerce dont le montant n'excède pas*

Montant des billets, pièces... : *Affaires portant sur des billets de banque et des pièces de monnaie, des valeurs mobilières et autres titres négociables au porteur dont le montant n'excède pas*

Numéro de commission d'emploi (matricule)	Chèques, effets de commerce...	Montant des billets, pièces...
---	--------------------------------	--------------------------------

*L'anonymisation n'étant pas applicable en matière de manquement à l'obligation déclarative, aucune information n'est disponible pour cette annexe*

Version anonymisée de l'Annexe VII à la décision n° 2021/1 du 25 mars 2021 du directeur régional  
**CARON Vincent**

**Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature**

La présente version anonymisée de l'annexe VII reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

**En délit douanier : transaction simplifiée « 406 »**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Numéro de commission d'emploi (matricule)	Montant de l'amende	Montant droits et taxes	Valeur des marchandises
Matricule 17478	500	1500	7500
Matricule 40062	500	1500	7500
Matricule 41360	500	1500	7500
Matricule 41518	500	1500	7500
Matricule 42484	500	1500	7500
Matricule 42606	500	1500	7500
Matricule 42944	500	1500	7500
Matricule 43112	500	1500	7500
Matricule 43717	500	1500	7500
Matricule 44182	500	1500	7500
Matricule 44226	500	1500	7500
Matricule 45669	500	1500	7500
Matricule 46352	500	1500	7500
Matricule 46380	500	1500	7500
Matricule 46672	500	1500	7500
Matricule 46694	500	1500	7500
Matricule 46696	500	1500	7500
Matricule 46818	500	1500	7500
Matricule 50150	500	1500	7500
Matricule 50272	500	1500	7500
Matricule 50690	500	1500	7500
Matricule 51476	500	1500	7500
Matricule 51546	500	1500	7500
Matricule 51656	500	1500	7500
Matricule 51686	500	1500	7500
Matricule 51908	500	1500	7500
Matricule 51944	500	1500	7500
Matricule 52058	500	1500	7500
Matricule 52290	500	1500	7500
Matricule 52662	500	1500	7500

<b>Matricule 52916</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 53354</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 53372</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 53374</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 53518</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 53711</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 54336</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 54358</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 54569</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 54680</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 54860</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 54866</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 55140</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 55382</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 55410</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 55478</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 56014</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 56126</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 56394</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 56466</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 56524</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 56584</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 56600</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 56732</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 56870</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 56885</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 57009</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 57104</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 57114</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 57156</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 57376</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 57478</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 57528</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 57550</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 57636</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 57872</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 58120</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 58180</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 58502</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 58506</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 58712</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 58776</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 59108</b>	500	1500	7500



<b>Matricule 59298</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 59786</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 59984</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 60102</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 60244</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 60272</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 60299</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 60418</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 60482</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 60522</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 60548</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 60590</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 60660</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 60812</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 60836</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 60860</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 60894</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 60914</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 61478</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 61758</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 61812</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 62054</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 62060</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 62068</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 62108</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 62112</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 62122</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 62230</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 62282</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 62497</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 62508</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 62566</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 62660</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 62666</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 62740</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 62784</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 62796</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 62812</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 62944</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 63018</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 63020</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 63032</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 63076</b>	500	1500	7500

<b>Matricule 63160</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 63202</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 63218</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 63222</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 63542</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 63788</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 63846</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 63882</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 63936</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 64000</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 64068</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 64100</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 64120</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 64147</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 64190</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 64202</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 64254</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 64314</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 64396</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 64434</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 64448</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 64524</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 64576</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 64708</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 64728</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 64860</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 64864</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 64866</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 64872</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 64876</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 64894</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 64910</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 64966</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 64974</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 65016</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 65050</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 65052</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 65116</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 65142</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 65238</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 65248</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 65284</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 65412</b>	500	1500	7500

<b>Matricule 65464</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 65536</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 65586</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 65648</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 65656</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 65694</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 65794</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 65872</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 65876</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 66020</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 66064</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 66160</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 66194</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 66214</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 66226</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 66240</b>	500	1500	7500

**Version anonymisée de l'Annexe VIII à la décision n° 2021/1 du 25 mars 2021 du directeur régional CARON Vincent**

**Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature**

**La présente version anonymisée de l'annexe VIII reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.**

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

**En contravention douanière : transaction simplifiée « 406 »**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Numéro de commission d'emploi (matricule)	Montant de l'amende	Montant droits et taxes	Valeur des marchandises
---	---------------------	-------------------------	-------------------------

*L'anonymisation n'étant pas applicable en matière de contravention douanière, aucune information n'est disponible pour cette annexe*

73\_PREF\_Préfecture de la Savoie

73-2021-04-01-00001

Arrêté préfectoral modifiant l'arrêté du 9 juillet 2020 portant agrément d'un organisme de formation habilité à dispenser la formation initiale et continue des conducteurs de taxi



**PRÉFET  
DE LA SAVOIE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction de la Citoyenneté et de la Légalité

Bureau de la Réglementation Générale  
et des Titres

**Arrêté préfectoral n° DCL/BRGT/A2021/ 61 modifiant l'arrêté du 9 juillet 2020 portant agrément  
d'un organisme de formation habilité à dispenser la formation initiale et continue des  
conducteurs de taxi**

Le préfet de la Savoie  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'ordre national du Mérite

**VU** le code des transports, notamment ses articles R 3120-8-2 et R 3120-9 ;

**VU** le code du travail, notamment ses articles L 6351-1 à L 6355-24 et R 6316-1 ;

**VU** l'arrêté du 11 août 2017 relatif à l'agrément des centres de formation habilités à dispenser la formation initiale et continue des conducteurs de taxis et des conducteurs de voiture de transport avec chauffeur ;

**VU** l'arrêté du 11 août 2017 relatif à la formation continue des conducteurs de taxi et des conducteurs de voiture de transport avec chauffeur et à la mobilité des conducteurs de taxi ;

**VU** l'arrêté du 9 juillet 2020 portant agrément, sous le numéro 20-001, du centre de formation dénommé JET ROAD 73 (n° SIREN 804 386 266), sis 1 chemin du Lac à 73460 STE HELENE SUR ISERE, habilité à dispenser la formation initiale et la formation continue des conducteurs de taxi ;

**VU** la demande présentée par M. William DROUET, directeur de la société JET ROAD 73, en vue d'obtenir l'extension de l'agrément de son centre en vue de dispenser la formation à la mobilité des conducteurs de taxi ;

**Considérant** que la demande remplit les conditions réglementaires,

**Sur** proposition de la secrétaire générale de la préfecture,

**A R R E T E**

**Article 1er** - Le premier alinéa de l'article 1er de l'arrêté du 9 juillet 2020 est modifié ainsi qu'il suit :

« La société JET ROAD 73 (N° Siren 804 386 266), représentée par son directeur M. William DROUET, est autorisé à exploiter, sous le n° 20-001, un organisme de formation habilité à dispenser la formation initiale, la formation continue **ainsi que la formation à la mobilité** des conducteurs de taxi. »

**Article 2** - L'article 3 de l'arrêté du 9 juillet 2020 est complété ainsi qu'il suit :

« Le véhicule équipé, utilisé pour l'enseignement de la conduite est :

- le véhicule VOLKSWAGEN Kombi immatriculé ER-336-GM »

Le reste de l'arrêté est sans changement.

**Article 3** - Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux, dans le délai de deux mois à compter de sa notification à M. William DROUET et de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Savoie, auprès du tribunal administratif de Grenoble (2 place de Verdun – BP 1135 – 38022 GRENOBLE CEDEX), ou par voie dématérialisée, par l'application « Telerecours citoyen » sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 4** – La secrétaire générale de la préfecture de la Savoie est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et notifiée à M. William DROUET, JET ROAD 73, 1 chemin du Lac – 73460 STE HELENE SUR ISERE.

Chambéry, le 1<sup>er</sup> avril 2021

Le préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur  
Rémy MENASSI

73\_PREF\_Préfecture de la Savoie

73-2021-03-31-00004

Arrêté préfectoral n° DCL/BRGT/A2021-59  
portant agrément de la société CABINET  
GUERRAZ pour l'exercice de l'activité de  
domiciliation d'entreprises





**PRÉFET  
DE LA SAVOIE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction de la citoyenneté  
et de la légalité

Bureau de la réglementation générale et des titres

**Arrêté préfectoral n° DCL/BRGT/A2021-59  
portant agrément de la société CABINET GUERRAZ pour l'exercice de l'activité  
de domiciliation d'entreprises**

Le préfet de la Savoie  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'ordre national du Mérite

**Vu** la directive 2005/60/CE du parlement et du Conseil du 26 octobre 2005 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme ;

**Vu** le code du commerce, notamment les articles L123-11-3, L123-11-4, L123-11-5, L123-11-7 et R123-166-1 à R123-66-5 ;

**Vu** le code monétaire et financier, notamment les articles L561-37 à L 561-43 et R561-43 à R561-50 ;

**Vu** l'ordonnance n°2009-104 du 30 janvier 2009 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme, notamment les articles 9 et 20 ;

**Vu** le décret n°2009-1535 du 10 décembre 2009 définissant les modalités de contrôle du respect des obligations relatives à la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme par les personnes mentionnées aux 8° 9° et 15° de l'article L561-2 du code monétaire et financier et relatif à la commission nationale des sanctions ;

**Vu** le décret n°2009-1695 du 30 décembre 2009 relatif à l'agrément des domiciliataires d'entreprises soumises à immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ;

**Vu** la demande reçue le 12 février 2021, complétée le 17 mars 2021, présentée par Monsieur Pierre-Nicolas COMBAZ, directeur général de la SAS CABINET GUERRAZ dont le siège social est situé 128 rue Lamartine - 73000 CHAMBERY sollicitant l'agrément pour exercer l'activité d'entreprise de domiciliation ;

**SUR** proposition de Madame la secrétaire générale de la préfecture de la Savoie ;

**DECIDE**

**Article 1er** : La SAS CABINET GUERRAZ gérée par M. Pierre-Nicolas COMBAZ, dont le siège social est situé 128 rue Lamartine - 73000 CHAMBERY est agréée pour l'exercice de l'activité de domiciliation pour :

- l'établissement principal dont les locaux sont situés 128 rue Lamartine - 73000 CHAMBERY.

**Article 2 :** Le présent agrément est délivré pour une durée de 6 ans à compter de la date de signature du présent arrêté.

**Article 3 :** Tout changement substantiel dans les indications prévues à l'article R123-166-2 du code de commerce et toute création d'établissement secondaire par l'entreprise de domiciliation seront portés à la connaissance du préfet, dans un délai de deux mois, dans les conditions prévues à l'article R123-166-4 du même code.

**Article 4 :** En application de l'article R123-166-5 du code de commerce, le présent agrément peut être suspendu ou retiré dès lors que les conditions prévues aux II de l'article L 123-11-3 du code de commerce ne seront plus respectées.

**Article 5 :** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Grenoble, dans le délai de deux mois à compter de sa publication à l'adresse suivante : 2 place de Verdun – BP 1135 – 38022 GRENOBLE CEDEX, ou par voie dématérialisée, par l'application « Telerecours citoyens » sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 6 :** La secrétaire générale de la préfecture est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont copie sera adressée à M. Pierre-Nicolas COMBAZ, directeur général de la SAS CABINET GUERRAZ ainsi qu'à :

- M. le maire de Chambéry
- M. le président de la chambre de commerce et d'industrie
- M. le directeur départemental de la sécurité publique
- M. le directeur départemental des finances publiques

Fait à Chambéry, le 31 mars 2021

Le Préfet  
Pour le préfet et par délégation  
La secrétaire générale  
Signé : Juliette PART

73\_PREF\_Préfecture de la Savoie

73-2021-03-31-00005

Arrêté préfectoral n° DCL/BRGT/A2021-60  
portant agrément de la société MERCI CREATIVE  
pour l'exercice de l'activité de domiciliation  
d'entreprises



**PRÉFET  
DE LA SAVOIE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction de la citoyenneté  
et de la légalité

Bureau de la réglementation générale et des titres

**Arrêté préfectoral n° DCL/BRGT/A2021-60  
portant agrément de la société MERCI CREATIVE pour l'exercice de  
l'activité de domiciliation d'entreprises**

Le préfet de la Savoie  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'ordre national du Mérite

**Vu** la directive 2005/60/CE du parlement et du Conseil du 26 octobre 2005 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme ;

**Vu** le code du commerce, notamment les articles L123-11-3, L123-11-4, L123-11-5, L123-11-7 et R123-166-1 à R123-66-5 ;

**Vu** le code monétaire et financier, notamment les articles L561-37 à L 561-43 et R561-43 à R561-50 ;

**Vu** l'ordonnance n°2009-104 du 30 janvier 2009 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme, notamment les articles 9 et 20 ;

**Vu** le décret n°2009-1535 du 10 décembre 2009 définissant les modalités de contrôle du respect des obligations relatives à la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme par les personnes mentionnées aux 8° 9° et 15° de l'article L561-2 du code monétaire et financier et relatif à la commission nationale des sanctions ;

**Vu** le décret n°2009-1695 du 30 décembre 2009 relatif à l'agrément des domiciliataires d'entreprises soumises à immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ;

**Vu** la demande présentée le 21 janvier 2021 complétée le 22 mars 2021, par Madame Anne-Sophie PIERRE épouse MORILLE et Monsieur David MORILLE, co-gérants de la société MERCI CREATIVE dont le siège social est situé 460 rue de la Bourgeat - 73700 BOURG-SAINT-AURICE sollicitant l'agrément pour exercer l'activité d'entreprise de domiciliation ;

**SUR** proposition de Madame la secrétaire générale de la préfecture de la Savoie ;

**DECIDE**

**Article 1er** : La SARL MERCI CREATIVE gérée par Madame Anne-Sophie PIERRE épouse MORILLE et Monsieur David MORILLE, dont le siège social est situé 460 rue de la Bourgeat - 73700 BOURG-SAINT-AURICE est agréée pour l'exercice de l'activité de domiciliation pour :

- l'établissement secondaire 2 dont les locaux sont situés 236 avenue du Centenaire -RDC hors espace central, 1<sup>er</sup> et 2<sup>ème</sup> étages - 73700 BOURG-SAINT-MAURICE.

**Article 2 :** Le présent agrément est délivré pour une durée de 6 ans à compter de la date de signature du présent arrêté.

**Article 3 :** Tout changement substantiel dans les indications prévues à l'article R123-166-2 du code de commerce et toute création d'établissement secondaire par l'entreprise de domiciliation seront portés à la connaissance du préfet, dans un délai de deux mois, dans les conditions prévues à l'article R123-166-4 du même code.

**Article 4 :** En application de l'article R123-166-5 du code de commerce, le présent agrément peut être suspendu ou retiré dès lors que les conditions prévues aux II de l'article L 123-11-3 du code de commerce ne seront plus respectées.

**Article 5 :** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Grenoble, dans le délai de deux mois à compter de sa publication, à l'adresse suivante : 2 place de Verdun – BP 1135 – 38022 GRENOBLE CEDEX, ou par voie dématérialisée, par l'application « Telerecours citoyens » sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 6 :** La secrétaire générale de la préfecture est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont copie sera adressée à Madame Anne-Sophie PIERRE épouse MORILLE et Monsieur David MORILLE, co-gérants de la société MERCI CREATIVE ainsi qu'à :

- M. le maire de Bourg-Saint-Maurice
- M. le président de la chambre de commerce et d'industrie
- M. le colonel commandant le groupement de gendarmerie de la Savoie
- M. le directeur départemental des finances publiques

Fait à Chambéry, le 31 mars 2021

Le Préfet  
Pour le préfet et par délégation  
La secrétaire générale  
Signé : Juliette PART

73\_PREF\_Préfecture de la Savoie

73-2021-04-02-00001

Arrêté préfectoral portant refus de modification  
de l'agrément délivré par l'arrêté modifié du 9  
juin 2017 autorisant M. Nicolas BADER à exploiter  
un établissement chargé d'animer les stages de  
sensibilisation à la sécurité routière dénommé  
SECURROUTE



Bureau de la Réglementation Générale  
et des Titres

**Arrêté préfectoral n° DCL/BRGT/A2021/ 62 portant refus de modification de l'agrément  
délivré par l'arrêté modifié du 9 juin 2017 autorisant M. Nicolas BADER à exploiter un  
établissement chargé d'animer les stages de sensibilisation à la sécurité routière  
dénommé SECURROUTE**

Le préfet de la Savoie  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'ordre national du Mérite

**Vu** le code de la route, notamment ses articles R. 213-1 et suivants ;

**Vu** l'arrêté du 8 janvier 2001 modifié créant un registre national de l'enseignement de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière ;

**Vu** l'arrêté du 26 juin 2012 fixant les conditions d'exploitation des établissements chargés d'animer les stages de sensibilisation à la sécurité routière ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 9 juin 2017 modifié autorisant M. Nicolas BADER à exploiter un établissement chargé d'animer les stages de sensibilisation à la sécurité routière dénommé SECURROUTE et situé à 13007 MARSEILLE – 97 rue Sauveur Tobelem ;

**Vu** le courriel reçu le 11 janvier 2021 par lequel Monsieur Nicolas BADER sollicite la modification de son agrément suite aux changements de raison sociale (SECURROUTE devient FRANCE FORMATION GROUPE) et de siège social transféré 19 rue du Musée à 13001 MARSEILLE ;

**Vu** les extraits d'immatriculations au registre du commerce fournis par M. Nicolas BADER justifiant la démarche ;

**Vu** le courrier de demande de pièces complémentaires en date du 14 janvier 2021, conformément aux articles 2 et 6 de l'arrêté du 26 juin 2012 susvisé qui disposent « qu'en cas de modification de la raison sociale de l'établissement agréé, l'exploitant adresse les justificatifs correspondants, dans un délai de cinq jours maximum... de l'agrément » notamment par la fourniture de statuts mis à jour ;

**Considérant** qu'aucune pièce n'a été apportée au dossier par M. Nicolas BADER ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture de la Savoie,

## ARRETE

**Article 1er** – La demande de modification d'agrément déposée par Monsieur Nicolas BADER en date du 11 janvier 2021 est rejetée.

**Article 2** – Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux, dans le délai de deux mois à compter de sa notification, auprès du tribunal administratif de Grenoble (2 place de Verdun – BP 1135 – 38022 GRENOBLE CEDEX), ou par voie dématérialisée, par l'application « Telerecours citoyen » sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 3** – La secrétaire générale de la préfecture de la Savoie est chargé de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à M. Nicolas BADER pour notification.

Chambéry, le

**- 2 AVR. 2021**

Le préfet,

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur

**Rémy MENASSI**



73\_PREF\_Préfecture de la Savoie

73-2021-03-30-00004

Avis de la Commission Départementale  
d'Aménagement Commercial du 26 mars 2021 -  
extension d'un ensemble commercial par la  
création (par transfert) d'un magasin BIOCOOP  
et tableau récapitulatif des caractéristiques



Bureau de la réglementation générale et des titres

## **AVIS**

LA COMMISSION DÉPARTEMENTALE D'AMÉNAGEMENT COMMERCIAL DE LA SAVOIE,

Aux termes de ses délibérations en date du 26 mars 2021 prises sous la présidence de Madame Juliette PART, secrétaire générale de la préfecture de la Savoie,

**VU** le code de commerce et notamment ses articles L750-1 à L752-27 et R751-1 à R752-48,

**VU** le code de l'urbanisme,

**VU** le code général des collectivités territoriales,

**VU** la demande d'autorisation déposée par la SARL CROQ'NATURE sise 189 allée des Erables – 73420 DRUMETTAZ-CLARAFOND, représentée par Monsieur Michael GORYN, enregistrée le 08 février 2021 pour une demande d'autorisation d'exploitation commerciale liée au permis de construire n° 07310321C1002 du 27 janvier 2021 portant sur un projet d'extension d'un ensemble commercial par la création (par transfert) d'un magasin à l enseigne «BIOCOOP » de 398 m<sup>2</sup> de surface de vente (surface de vente existante de l'ensemble commercial : 5 688 m<sup>2</sup> dont : Entrepôt du bricolage : 3 973 m<sup>2</sup> ; Gifi : 1 200 m<sup>2</sup> ; litrimarché : 315 m<sup>2</sup> ; la maison d'Ursule : 200 m<sup>2</sup> – surface de vente totale après extension : 6 086 m<sup>2</sup>) situé Route des Vernes – Lieu-dit Pontet sur la commune de Drumettaz-Clarafond,

**VU** l'arrêté préfectoral n° DCL/BRGT/A2021-30 du 24 février 2021 modifiant l'arrêté préfectoral n° DCL/BRGT/A2018-61 du 26 février 2018 portant constitution de la commission départementale d'aménagement commercial de la Savoie,

**VU** l'arrêté préfectoral n° DCL/BRGT/A2021-42 du 10 mars 2021 précisant la composition de la Commission Départementale d'Aménagement Commercial pour l'examen de la demande susvisée,

**VU** le rapport d'instruction présenté par la direction départementale des territoires,

Après qu'en aient délibéré les membres de la commission :

### **1 – Elus locaux**

- Madame Marie-Thé SALOMON, adjointe en charge des Affaires Economiques, représentant le maire de Drumettaz-Clarafond,
- Madame Marie-Pierre MONTORO-SADOUX, vice-présidente déléguée à l'Economie, représentant le président de la communauté d'agglomération Grand Lac
- Madame Corinne WOLFF, 2ème vice-présidente, représentant le président du syndicat mixte Métropole Savoie, chargé du SCOT

- Madame Nathalie SCHMITT, conseillère départementale représentant le président du conseil départemental de la Savoie
- Monsieur Yves DURBET, maire de La Tour-en-Maurienne, représentant les maires au niveau départemental

## **2 – Personnalités qualifiées**

⇒ consommation et protection des consommateurs

- Madame Josette CHARPENTIER, UFC Que Choisir
- Monsieur Pierre TISSERAND, AFOC Savoie

⇒ développement durable et aménagement du territoire

- Madame Florence FOMBONNE-ROUVIER, CAUE 73
- Monsieur André COLLAS, FNE (FRAPNA) 73

- **CONSIDERANT** que l'évolution démographique de la zone de chalandise est d'environ 11,1 % entre 2008 et 2018,
- **CONSIDERANT** que le projet respecte les orientations du SCOT Métropole Savoie,
- **CONSIDERANT** que le projet est situé en secteur UE correspondant aux zones d'activités économiques et aux grands sites accueillant des entreprises au sein ou en périphérie des zones prioritairement résidentielles, et plus spécifiquement dans le sous-secteur Ueco qui affirme la vocation commerciale,

**CONSIDERANT** que le projet qui consiste à s'installer dans un local laissé vacant dans un ensemble commercial existant s'inscrit pleinement dans les objectifs de réduction de la consommation d'espace, de densification des zones commerciales existantes et de compacité des projets ; qu'en outre, ce projet n'aura aucun impact sur les terres agricoles ; toutefois il ne participe pas au renforcement des centralités des bourgs,

- **CONSIDERANT** que les règles du PLUi concernant le stationnement automobile sont respectées ; qu'à l'inverse le projet ne prévoit pas la réalisation d'emplacements spécifiques clos et couverts imposé par le PLUi pour le stationnement des vélos, que toutefois ce point sera réglé lors de l'instruction du permis de construire ; on peut par ailleurs regretter l'absence de bornes de rechargement pour les véhicules électriques,
- **CONSIDERANT** que, s'agissant du transfert du magasin Biocoop dans un pôle commercial déjà existant, celui-ci sera sans impact sur la mixité actuelle de la zone d'activités et qu'il répond aux besoins d'un territoire en croissance en valorisant une offre Bio très prisée des consommateurs ; que par ailleurs le flux routier supplémentaire généré par le projet est négligeable, qu'il sera absorbé par l'infrastructure existante, qu'aucun aménagement routier n'est prévu,
- **CONSIDERANT** que le centre commercial est accessible pour les piétons et les cyclistes mais présente plus de difficultés pour les piétons du fait d'un manque de trottoirs ou de leur mauvais état, qu'il est en outre desservi par plusieurs lignes de bus, dont le TAD (transport à la demande) adapté pour les PMR,
- **CONSIDERANT** que le bâtiment existant est implanté dans la zone de servitude d'une canalisation de transport de gaz DN 150mm et DN 400mm, cette servitude touchant l'ensemble commercial mais pas le local du futur Biocoop, qu'une analyse de la compatibilité du projet avec les risques a été demandée dans le cadre de l'instruction du permis de construire et que des prescriptions pourront être demandées par GRT Gaz si l'isolement du local avec les autres cellules du bâtiment n'est pas suffisant,

- **CONSIDERANT**, au regard du développement durable, que la création d'un plancher à usage de stockage, en mezzanine, permettant de gagner de la surface dans le volume existant répond bien à l'objectif de compacité ; que par ailleurs, le projet prévoit le remplacement des dispositifs de production de chaleur et de froid par des dispositifs plus performants de production EnR (pompe à chaleur), qu'on peut toutefois regretter l'absence d'amélioration de la qualité environnementale et paysagère notamment par une requalification des espaces végétalisés, pose de panneaux photovoltaïques..),
- **CONSIDERANT** qu'ainsi, ce projet répond aux critères énoncés à l'article L752-6 du code de commerce,

### A DECIDE

d'accorder l'autorisation sollicitée pour la demande susvisée par :

**9 voix POUR**

Mmes SALOMON, MONTORO-SADOUX, WOLFF, SCHMITT, CHARPENTIER, FOMBONNE-ROUVIER  
MM. DURBET, TISSERAND, COLLAS

En conséquence est accordée à la SARL CROQ'NATURE l'autorisation de procéder à la création susvisée.

Chambéry, le 30 mars 2021

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation  
La secrétaire générale  
signé : Juliette PART

En application des L752-17 et R752-30 et suivants du code de commerce, le présent avis peut faire l'objet d'un recours devant la Commission Nationale d'Aménagement Commercial (CNAC) par envoi sécurisé (recommandé) à l'adresse suivante :

M. le Président de la Commission Nationale d'Aménagement Commercial - DGE - Secrétariat – TELEDOC 121 – 61 boulevard Vincent Auriol – 75703 PARIS CEDEX 13.

Le délai de recours d'un mois court :

- pour le demandeur, à compter de la notification du présent avis,
- pour le préfet et les membres de la CDAC, à compter de la réunion de la commission,
- pour tout autre personne mentionnée à l'article L752-17 du code de commerce, à compter de la plus tardive des mesures de publicité prévues aux 3è et 5è alinéa de l'article R752-19.

**TABLEAU RÉCAPITULATIF DES CARACTÉRISTIQUES DU PROJET**  
**JOINT À L'AVIS / ~~LA DÉCISION~~<sup>1</sup> DE LA CDAC / ~~ENAC~~<sup>2</sup> DU**  
**26/03/2021**

(articles R. 752-16 / R. 752-38 et R. 752-44 du code de commerce)

**POUR TOUT ÉQUIPEMENT COMMERCIAL**  
*(a à e du 3° de l'article R. 752-44-3 du code de commerce)*

Superficie totale du lieu d'implantation (en m <sup>2</sup> )		20 021	
Et références cadastrales du terrain d'assiette (cf. b du 2° du I de l'article art. R 752-6)		section C. parcelles 547. 726. 3855, 3859, 4637, 4707, 4710	
Points d'accès (A) et de sortie (S) du site (cf. b, c et d du 2° du I de l'article R. 752-6)	Avant projet	Nombre de A	1
		Nombre de S	1
		Nombre de A/S	2
	Après projet	Nombre de A	1
		Nombre de S	1
		Nombre de A/S	2
Espaces verts et surfaces perméables (cf. b du 2° et d du 4° du I de l'article R. 752-6)	Superficie du terrain consacrée aux espaces verts (en m <sup>2</sup> )	3800	
	Autres surfaces végétalisées (toitures, façades, autre(s), en m <sup>2</sup> )	0	
	Autres surfaces non imperméabilisées : m <sup>2</sup> et matériaux / procédés utilisés	0	
Energies renouvelables (cf. b du 4° de l'article R. 752-6)	Panneaux photovoltaïques : m <sup>2</sup> et localisation	0	
	Eoliennes (nombre et localisation)	0	
	Autres procédés (m <sup>2</sup> / nombre et localisation) et observations éventuelles :	Pompe à chaleur aérothermique	
Autres éléments intrinsèques ou connexes au projet mentionnés expressément par la commission dans son avis ou sa décision			

<sup>1</sup> Rayer la mention inutile.

<sup>2</sup> Rayer la mention inutile et compléter avec le numéro et la date de l'avis ou de la décision.

**POUR LES MAGASINS ET ENSEMBLES COMMERCIAUX**  
(a à c du 1° de l'article R.752-44 du code de commerce)

Surface de vente (cf. a, b, d ou e du 1° du I de l'article R. 752- 6)  Et Secteurs d'activité (cf. a, b, d et e du 1° du I de l'article R.752-6)	Avant projet	Surface de vente (SV) totale		5 688					
		Magasins de SV ≥300 m <sup>2</sup>	Nombre		3				
			SV/magasin <sup>3</sup>		3973 dont : - 2494m <sup>2</sup> (CDAC73 du 23/06/2011) - extension de 1479m <sup>2</sup> (CDAC 30/07/2013)		315	1200	
	Secteur (1 ou 2)		2		2	2			
	Après projet	Surface de vente (SV) totale		6086					
		Magasins de SV ≥300 m <sup>2</sup>	Nombre		4				
SV/magasin <sup>4</sup>			3973 dont : - 2494m <sup>2</sup> (CDAC73 du 23/06/2011) - extension de 1479m <sup>2</sup> (CDAC 30/07/2013)		315	1200	398		
Secteur (1 ou 2)		2		2	2	1			
Capacité de stationnement (cf. g du 1° du I de l'article R.752-6)	Avant projet	Nombre de places	Total	246					
			Electriques/hybrides	0					
			Co-voiturage	0					
			Auto-partage	0					
			Perméables	0					
	Après projet	Nombre de places	Total	245					
			Electriques/hybrides	0					
			Co-voiturage	0					
			Auto-partage	0					
			Perméables	0					
<b>POUR LES POINTS PERMANENTS DE RETRAIT (« DRIVE »)</b> (2° de l'article R.752-44 du code de commerce)									
Nombre de pistes de ravitaillement	Avant projet	0							
	Après projet	0							
Emprise au sol affectée au retrait des marchandises (en m <sup>2</sup> )	Avant projet	0							
	Après projet	0							

<sup>3</sup> Si plus de 5 magasins d'une surface de vente (SV) ≥ 300 m<sup>2</sup>, ne pas renseigner cette ligne mais renvoyer à une feuille libre annexée au tableau sur laquelle sont :

- rappelés la commission (CDAC n° département/CNAC), le n° et la date de l'avis ou de la décision ;
- listés, chacun avec sa SV, tous les magasins d'une surface de vente ≥ 300 m<sup>2</sup> sous la mention « détail des XX magasins d'une SV ≥ 300 m<sup>2</sup> ».

<sup>4</sup> Cf. <sup>(2)</sup>

73\_PREF\_Préfecture de la Savoie

73-2021-03-24-00003

Arrêté n°PREF-DCL-BIE-2021-10 portant révision  
statutaire du Comité intersyndical pour  
l'assainissement du Lac du Bourget (CISALB)



**PRÉFET  
DE LA SAVOIE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction  
de la Citoyenneté  
et de la Légalité

Bureau de l'intercommunalité et des élections

**Arrêté n° PREF-DCL-BIE-2021-10  
portant révision statutaire du Comité intersyndical pour  
l'assainissement du Lac du Bourget (CISALB)**

**Le préfet de la Savoie**

Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'ordre national du Mérite

**Le préfet de la Haute-Savoie**

Chevalier de la Légion d'honneur  
Chevalier de l'ordre national du Mérite

**VU** le code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L.5211-1 à L.5211-20-1 et L.5711-1 à L.5711-3,

**VU** l'article L.213-12 du code de l'environnement,

**VU** l'arrêté préfectoral du 21 novembre 1994 portant création du Comité intersyndical pour l'assainissement du lac du Bourget (CISALB), modifié par arrêtés préfectoraux des 6 avril 2005, 15 décembre 2005, 7 septembre 2017 et 28 décembre 2018,

**VU** la délibération du comité d'agrément du 29 mars 2019 donnant son avis favorable pour la reconnaissance du CISALB en EPAGE,

**VU** la délibération du comité syndical du CISALB du 11 décembre 2019,

**VU** les délibérations, approuvant les nouveaux statuts du CISALB, des membres suivants :

- la communauté de communes Cœur Chartreuse du 16 janvier 2020,
- la communauté d'agglomération Grand Chambéry du 27 février 2020,
- la communauté de communes Cœur de Savoie du 19 décembre 2019,
- la communauté d'agglomération Grand Annecy du 20 février 2020,
- la communauté d'agglomération Grand-Lac du 14 janvier 2020,



- la communauté de communes Rumilly Terre de Savoie du 7 septembre 2020,

Considérant que les conditions de majorité énoncés par l'article L.5211-17 du CGCT sont remplies,

Sur proposition des Secrétaires généraux des préfectures de la Savoie et de la Haute-Savoie,

## **ARRÊTENT**

### **ARTICLE 1<sup>er</sup>** :

L'article 1<sup>er</sup> des statuts du CISALB approuvés par l'arrêté préfectoral du 21 novembre 1994 modifié par arrêtés préfectoraux des 6 avril 2005, 15 décembre 2005, 7 septembre 2017 et 28 décembre 2018 est modifié comme suit :

« Comité Intercommunautaire pour l'assainissement du Lac du Bourget » en lieu et place de « Comité intersyndical pour l'assainissement du Lac du Bourget ».

### **ARTICLE 2** :

L'article 1<sup>er</sup> des statuts du CISALB approuvés par l'arrêté préfectoral du 21 novembre 1994 modifié susvisé, est complété par un second alinéa, comme suit :

« Ce syndicat mixte est reconnu Établissement Public d'Aménagement et de Gestion des Eaux (EPAGE) au sens de l'article L.213-12 du code de l'environnement. Le périmètre labellisé EPAGE est celui défini à l'article 2 des statuts ».

### **ARTICLE 3** :

Les statuts modifiés du CISALB sont annexés au présent arrêté.

### **ARTICLE 4** :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de l'auteur de l'acte ou d'un recours contentieux dans le délai de deux mois suivant sa parution au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Savoie, auprès du tribunal administratif de Grenoble :

- par écrit à l'adresse suivante : 2 place de Verdun – P 1135 – 38022 Grenoble cedex,
- par voie dématérialisée en utilisant l'application « TELERECOURS Citoyens » sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

**Article 5 :**

Les Secrétaires généraux des préfectures de la Savoie et de la Haute Savoie, le Président du Comité intersyndical pour l'assainissement du lac du Bourget et les Présidents des établissements publics membres, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs des préfectures de Savoie et de la Haute-Savoie et dont copie sera transmise au Directeur départemental des finances publiques de la Savoie.

Chambéry, le 24 mars 2021

Le Préfet de la Savoie,  
Pour le Préfet et par délégation,  
La Secrétaire générale,

Signée : Juliette PART

Annecy, le 11 mars 2021

Le Préfet de Haute Savoie,  
Pour le Préfet et par délégation,  
La Secrétaire générale,

Signée : Florence GOUACHE





PREFECTURE DE LA SAVOIE

Vu pour être annexé  
à l'arrêté Préfectoral

du 24/03/2021

Le PREFET,

Pour le Préfet et par délégation  
Le Chef de Bureau,

# Statuts du CISALB

## Comité intercommunautaire pour l'assainissement du lac du Bourget

### CHAPITRE 1 : COMPOSITION - PERIMETRE - OBJET - SIEGE SOCIAL - DUREE

#### Article 1 : Composition du syndicat

Conformément aux articles L.5711-1 du code général des collectivités territoriales (CGCT) et suivants et aux dispositions auxquelles ils renvoient, et sous réserve des dispositions des présents statuts, il est constitué, par accord entre les personnes morales de droit public concernées, un syndicat mixte fermé dénommé : Comité Intercommunautaire pour l'Assainissement du lac du Bourget (CISALB).

Adhèrent à ce syndicat :

- Grand Chambéry
- Grand Lac, communauté d'agglomération
- Cœur de Chartreuse
- Cœur de Savoie
- Grand Annecy
- Rumilly Terre de Savoie

Ce syndicat mixte est reconnu Etablissement Public d'Aménagement et de Gestion des Eaux (EPAGE) au sens de l'article L213-12 du code de l'environnement. Le périmètre labellisé EPAGE est celui défini à l'article 2 des statuts.

#### Article 2 : Périmètre d'intervention du syndicat

Le syndicat intervient sur le bassin versant hydrographique du lac du Bourget, soit sur le territoire suivant (cf. la carte de l'Annexe 1) :

Grand Chambéry : Barberaz, Barby, Bassens, Challes-les-Eaux, Chambéry, Cognin, Curienne, Les Déserts, Jacob-Bellecombette, La Motte-Servolex, La Ravoire, La Thuile\*, Montagnole, Puygros, Sonnaz, Saint-Alban-Leysse, Saint-Baldoph, Saint-Cassin, Saint-Jean-d'Arvey, Saint-Jeoire-Prieuré\*, Saint-Sulpice, Thoiry, Verel-Pragondran, Vimines, Saint-François-de-Sales\*, Arith\*.

Grand Lac. communauté d'agglomération : Aix-les-Bains, Bourdeau, Le Bourget du Lac, Brison-Saint-Innocent, La Chapelle du Mont-du-Chat, Drumettaz-Clarafond, Grésy-sur-Aix, Méry, Le Montcel, Mouxy, Ontex\*, Pugny-Chatenod, Saint-Offenge, Tresserve, Trévignin, Viviers-du-Lac, Voglans, Chanaz\*, Chindrieux, Conjux, Ruffieux, Serrières-en-Chautagne\*, Saint-Pierre-de-Curtille\*, Vions\*, Entrelacs\*, La Biolle, Saint-Ours.

Cœur de Chartreuse : Saint-Thibaud-de-Couz, Saint-Jean-de-Couz, Corbel\*

Cœur de Savoie : Apremont\*, Myans\*, Chignin\*

Grand Annecy : Cusy\*, Chainaz-les-Frasses\*, Héry-sur-Alby\*, Saint-Félix\*

Rumilly Terre de Savoie : Bloye\*

Les communes appartenant à plusieurs bassins versants hydrographiques sont indexées « \* ».

### **Article 3 : Objet et compétences**

Le syndicat a pour objet l'exercice des compétences suivantes sur le bassin versant hydrographique du lac du Bourget, en vue d'atteindre le bon état des eaux, de préserver et restaurer le bon fonctionnement des milieux aquatiques, de prévenir et protéger les enjeux humains contre l'impact des inondations. Les actions relevant de la compétence eau et assainissement des EPCI-FP membres ne rentrent pas dans le champ des compétences du présent syndicat.

Le CISALB est compétent pour :

#### **Article 3.1 : Compétence obligatoire**

Sur le périmètre défini à l'article 2 des présents statuts, le syndicat est habilité à exercer, en lieu et place des EPCI-FP membres du syndicat, la compétence suivante :

- La protection et mise en valeur de l'environnement (PMVE)
  - La lutte contre les pollutions de l'eau et des milieux aquatiques : études et assistance à maîtrise d'ouvrage ;
  - La protection et la conservation des eaux superficielles et souterraines : études et assistance à maîtrise d'ouvrage ;
  - La mise en place et l'exploitation de dispositifs de surveillance de la ressource en eau superficielle et des milieux aquatiques ;
  - L'animation, y compris pédagogique, et la concertation dans le domaine de la gestion et de la protection de la ressource en eau, des milieux aquatiques et de la prévention contre les inondations.

#### **Article 3.2 : Compétences optionnelles**

Sur le périmètre défini à l'article 2 des présents statuts, le syndicat est habilité à exercer, en lieu et place des EPCI-FP membres du syndicat, les compétences optionnelles suivantes :

##### **Compétence optionnelle 1**

- La gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations (GEMAPI)

Cette compétence peut être exercée, obligatoirement pour l'ensemble des 5 items, en transfert ou par délégation.

Conformément aux dispositions de l'article L 211-7 du Code de l'Environnement, le syndicat est ainsi habilité à entreprendre l'étude, l'exécution et l'exploitation de tous travaux, actions, ouvrages et installations, dont la finalité concourt à la gestion des milieux aquatiques et à la prévention des inondations, présentant un caractère d'intérêt général ou d'urgence, et visant les items 1°, 2°, 5°, 8° du I de l'article L 211-7 susvisé :

- L'aménagement d'un bassin ou d'une fraction de bassin hydrographique ;
- L'entretien et l'aménagement d'un cours d'eau, canal, lac ou plan d'eau, y compris les accès à ce cours d'eau, canal, lac ou plan d'eau ;

- La défense contre les inondations ;
- La protection et la restauration des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides ainsi que des formations boisées riveraines.

Le syndicat intervient dans le strict respect des droits et obligations, reconnus par la loi :

- Aux propriétaires riverains notamment pour l'entretien des cours d'eau non domaniaux (en application des articles L 215-2, L 215-14 et L 215-16 du Code de l'Environnement), et en application des droits de propriété et riveraineté, notamment les articles 556 et suivants du Code Civil ;
- Au maire, en application de l'article L 2212-5 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif aux pouvoirs de police du maire ;
- Au préfet du département, en vertu des articles L 214-1 et suivants, et L 215-7 du Code de l'Environnement ;
- A l'Agence de l'Eau, en vertu des articles L 211-7-1 et L 213-8-1 du Code de l'Environnement.

Concernant les milieux aquatiques relevant d'autres procédures de gestion, de type espace naturel sensible, Natura 2000, etc., des conventions spécifiques pourront être mises en œuvre avec les gestionnaires ou animateurs de ces procédures.

La délégation de la compétence GEMAPI est soumise à la signature d'une convention entre le délégant (EPCI-FP) et le délégataire (CISALB) qui fixe la durée et définit les objectifs à atteindre ainsi que les moyens financiers, techniques et humains fournis au délégataire. La délégation de compétence est régie par l'article L 1111-8 du CGCT.

### **Compétence optionnelle 2**

- La gestion réglementaire de la plaine de la Coua et du vallon des Cavettes de Viviers-du-Lac.

### **Compétence optionnelle 3**

- Les études, la réalisation, la gestion, le financement de la galerie de rejet des eaux usées traitées au Rhône ainsi que de la portion de conduite commune aux deux agglomérations.

### **Article 4 : Conventionnement**

Le syndicat est habilité à réaliser pour le compte de collectivités territoriales ou d'EPCI, membres du syndicat ou non, des conventionnements pouvant prendre les formes suivantes :

- Prestation de services : Conformément à l'article L.5211-56 du CGCT, et par dérogation au principe de spécialité, le syndicat peut assurer des prestations de services.

La réalisation des prestations de services sur le fondement de cette habilitation statutaire sera matérialisée par la signature d'une convention, laquelle devra notamment déterminer, par accord entre les parties, le coût de la prestation correspondant à la contribution que devra verser la collectivité bénéficiaire au syndicat. Cette convention devra respecter les règles de la commande publique en vigueur.

Les prestations de services réalisées par le syndicat doivent présenter un lien avec une compétence transférée ou déléguée et doivent se situer dans leur prolongement et avoir un caractère marginal par rapport à l'activité globale du syndicat (prestations ponctuelles et d'une importance limitée).

- Opération sous mandat : Le syndicat est habilité à exercer des opérations sous mandat. La passation d'une convention de mandat doit respecter les règles de la commande publique en vigueur.

#### **Article 5 : Siège social**

Le siège du CISALB est fixé : 42 rue du Pré Demaison 73000 Chambéry. Il pourra être déplacé sur simple délibération du Comité.

#### **Article 6 : Durée**

Le syndicat est constitué pour une durée illimitée.

### **CHAPITRE 2 : ADMINISTRATION - FONCTIONNEMENT DU SYNDICAT**

#### **Article 7 : Comité**

Le syndicat est administré par un Comité, placé sous la présidence de son Président, composé de :

- 5 délégués titulaires et 5 délégués suppléants désignés par Grand Chambéry ;
- 5 délégués titulaires et 5 délégués suppléants désignés par Grand Lac, communauté d'agglomération ;
- 1 délégué titulaire et 1 délégué suppléant désignés par Cœur de Chartreuse ;
- 1 délégué titulaire et 1 délégué suppléant désignés par Cœur de Savoie ;
- 1 délégué titulaire et 1 délégué suppléant désignés par Grand Annecy ;
- 1 délégué titulaire et 1 délégué suppléant désignés par Rumilly Terre de Savoie.

Le Comité se réunit au moins une fois par trimestre, sur convocation du Président, au siège du syndicat ou dans un lieu choisi par le Comité.

Le Comité peut déléguer une partie de ses attributions au bureau ou au Président.

Le quorum s'apprécie au vu de la présence physique des membres du Comité.

La suppléance est prioritaire par rapport à tout pouvoir qui serait octroyé par un délégué titulaire absent. La suppléance n'est pas affectée, chaque suppléant peut remplacer un titulaire absent. Un membre délégué ne peut détenir qu'un seul pouvoir.

#### **Article 8 : Bureau**

Le Bureau est composé du président, de deux vice-présidents et de deux autres membres. Les règles de quorum sont identiques à celles du Comité. Le mandat des membres du bureau prend fin en même temps que le mandat des membres du Comité.

#### **Article 9 : Commissions**

Le Comité peut, à tout moment, créer des commissions permanentes ou temporaires. Leur nombre, leur composition, leur objet et leur fonctionnement sont fixés par délibération du Comité.

#### **Article 10 : Modalités d'adhésion aux compétences optionnelles**

La demande d'adhésion à une compétence optionnelle devra parvenir avant le 31 mars de l'année N pour une mise en œuvre au 1<sup>er</sup> janvier de l'année N+1. Elle sera soumise à l'approbation du Comité.

#### **Article 11 : Modalités de retrait d'adhésion aux compétences optionnelles**

La demande de retrait doit faire l'objet d'une acceptation par délibération du Comité adoptée à la majorité des deux tiers des suffrages exprimés.

La reprise de la compétence ne peut prendre effet qu'au 1<sup>er</sup> janvier de l'année qui suit la demande de retrait si celle-ci est parvenue avant le 31 mars de l'année de la demande.

L'EPCI-FP reprenant au syndicat l'exercice de la compétence GEMAPI continue de supporter toutes les charges d'investissement afférentes. L'EPCI-FP continue de participer au service de la dette pour les emprunts contractés par le syndicat jusqu'à l'amortissement complet des dits emprunts.

Les dispositions non prévues par les statuts seront décidées par le Comité.

### **CHAPITRE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES ET COMPTABLES**

#### **Article 12 : Budget du syndicat**

Le syndicat pourvoit sur son budget aux dépenses de fonctionnement et d'investissement nécessaires à l'exercice des compétences visées à l'article 3.

Les ressources non affectées perçues par le syndicat permettent à celui-ci de pourvoir au financement des charges des services fonctionnels.

Les recettes du budget du syndicat comprennent celles prévues à l'article L. 5212-19 du CGCT, notamment :

- Les contributions des membres adhérents au syndicat calculées en fonction de l'article 13,
- Les subventions obtenues,
- Le produit des taxes, redevances et tarifs correspondant aux services assurés par le syndicat,
- Le produit des emprunts,
- Le produit des dons et legs,
- Le revenu des biens meubles ou immeubles du syndicat.

#### **Article 13 : Répartition des dépenses**

##### **Article 13.1 : Données prises en compte dans le calcul des contributions**

###### **Art. 13.1.1 : Population du bassin versant du lac du Bourget (Pop)**

La donnée prise en compte est la population totale INSEE (somme de la population municipale et de la population comptée à part), exprimée en habitant.

La population prise en compte est la somme des populations des EPCI membres :



$$\text{Pop CISALB} = \sum (\text{Pop EPCI})$$

La population d'un EPCI membre est la somme des populations des communes incluses dans le périmètre du bassin versant joint en Annexe 1.

$$\text{Pop EPCI} = \sum (\text{Pop communale BV})$$

Une correction est apportée pour les communes à cheval sur plusieurs bassins versants (commune avec un indice \* à l'article 2). La population prise en compte est calculée en appliquant la formule suivante :

$$\text{Pop communale BV} = Tc \times (\text{Pop communale})$$

Le taux correcteur  $Tc$  tient compte de la part de population présente sur le bassin versant du lac du Bourget. Si la part de population présente sur le bassin versant est insignifiante (zone boisée inconstructible) alors  $Tc = 0 \%$ . Si la part de population présente sur le bassin versant est prépondérante alors  $Tc = 100 \%$ . Pour les cas intermédiaires,  $Tc$  correspond au pourcentage de superficie présent sur le bassin versant.

Ce taux est le suivant pour les communes concernées :

- Grand Chambéry : Saint-Jeoire-Prieuré ( $Tc = 100\%$ ), La Thuile ( $Tc = 100\%$ ), Saint-François-de-Sales ( $Tc = 0\%$ ), Arith ( $Tc = 0\%$ ) ;
- Grand Lac : Chanaz ( $Tc = 100\%$ ), Serrières-en-Chautagne ( $Tc = 100\%$ ), Saint-Pierre-de-Curtille ( $Tc = 100\%$ ), Vions ( $Tc = 100\%$ ), Ontex ( $Tc = 100\%$ ) ;
- Cœur de Chartreuse : Corbel ( $Tc = 0 \%$ ) ;
- Cœur de Savoie : Apremont ( $Tc = 80\%$ ), Myans ( $Tc = 30\%$ ), Chignin ( $Tc = 0\%$ ) ;
- Grand Annecy : St-Félix ( $Tc = 90\%$ ), Chainaz-les-Frasses ( $Tc = 85\%$ ), Cusy ( $Tc = 10\%$ ), Héry-sur-Alby ( $Tc = 20\%$ ) ;
- Rumilly Terre de Savoie : Bloye ( $Tc = 40\%$ )

#### Art. 13.1.2 : Surface du bassin versant du lac du Bourget (Sur)

La donnée prise en compte est la surface topographique appartenant au bassin versant du lac du Bourget (Annexe 1), exprimée en  $\text{km}^2$ .

La surface totale du bassin versant est une donnée invariable :  $\text{Sur (BV)} = 582 \text{ km}^2$ .

La répartition de la surface par EPCI est la suivante :

##### Bloc B1 :

- Grand Chambéry (GC) : Sur (GC) =  $257,6 \text{ km}^2$  (44,27 %)
- Grand Lac (GL) : Sur (GL) =  $264,9 \text{ km}^2$  (45,53 %)

##### Bloc B2 :

- Cœur de Chartreuse (CC) : Sur (CC) =  $28,4 \text{ km}^2$  (4,87 %)
- Cœur de Savoie (CS) : Sur (CS) =  $15,2 \text{ km}^2$  (2,62 %)
- Grand Annecy (GA) : Sur (GA) =  $13,95 \text{ km}^2$  (2,40 %)
- Rumilly Terre de Savoie (RS) : Sur (RS) =  $1,79 \text{ km}^2$  (0,31 %)

### Article 13.2 : Compétence obligatoire

- La protection et mise en valeur de l'environnement (PMVE)

Les dépenses afférentes à cette compétence sont réparties entre les EPCI membres au prorata de la population, selon la formule suivante :

$$\text{Contribution PMVE-EPCI} = (\text{Pop EPCI} / \text{Pop CISALB}) \times (\text{dépense PMVE})$$

La dépense PMVE couvre l'ensemble des dépenses de cette compétence y compris les frais généraux de la structure (loyer, électricité, carburant, assurance...).

### Article 13.3 : Compétences optionnelles

#### Art. 13.3.1 : Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations (GEMAPI)

Les dépenses mutualisées de GEMAPI couvrent :

- Les salaires chargés des agents affectés à cette compétence et mutualisés sur l'ensemble du bassin versant ;
- Les actions transversales : étude générale (plan de gestion des rivières, gestion des invasives, DIG, etc.), communication (dépliants, panneaux, etc.), système d'alerte des crues, organisation des services, etc.

Les dépenses mutualisées sont réparties entre les EPCI membres au prorata de la population et de la superficie, selon la formule suivante :

$$\text{Contribution GEMAPI-EPCI} = \text{TAUX} \times (\text{dépense GEMAPI})$$

$$\text{Avec TAUX} = \text{TX1} \times \text{TX2}$$

Le taux TX1 correspond au taux de population présente sur les deux blocs suivants :

- **Bloc B1** : Grand Chambéry et Grand Lac
  - $\text{TX1} = \text{Pop (B1)} / \text{Pop (B1 + B2)}$
- **Bloc B2** : Cœur de Chartreuse, Cœur de Savoie, Grand Annecy, Rumilly Terre de Savoie.
  - $\text{TX1} = \text{Pop (B2)} / \text{Pop (B1 + B2)}$

Le taux TX2 correspond à la moyenne des taux de population et taux de surface, calculés isolément par bloc :

- **Bloc B1** : Grand Chambéry (GC) et Grand Lac (GL)
  - $\text{TX2 (GC)} = [\text{Pop (GC)} / \text{Pop (B1)} + \text{Sur (GC)} / \text{Sur (B1)}] / 2$

- $TX2 (GC) = [Pop (GL) / Pop (B1) + Sur (GL) / Sur (B1)] / 2$
- **Bloc B2** : Cœur de Chartreuse (CC), Cœur de Savoie (CS), Grand Annecy (GA), Rumilly Terre de Savoie (RS).
  - $TX2 (CC) = [Pop (CC) / Pop (B2) + Sur (CC) / Sur (B2)] / 2$
  - $TX2 (CS) = [Pop (CS) / Pop (B2) + Sur (CS) / Sur (B2)] / 2$
  - $TX2 (GA) = [Pop (GA) / Pop (B2) + Sur (GA) / Sur (B2)] / 2$
  - $TX2 (RS) = [Pop (RS) / Pop (B2) + Sur (RS) / Sur (B2)] / 2$

Les taux applicables à partir du 1er janvier 2019 sont présentés en Annexe 2. Ces taux évolueront en fonction de l'actualisation de la population totale INSEE.

Les dépenses **non mutualisées** de GEMAPI couvrent :

- Les salaires chargés de la brigade bleue,
- Les travaux d'entretien,
- La maîtrise foncière et les études préalables à des travaux,
- Les travaux.

Chaque EPCI membre assure l'autofinancement des dépenses spécifiques à son territoire.

Sur les EPCI du Bloc B2, toute dépense non mutualisée sera imputée d'un coefficient 1,1 pour couvrir les frais de maîtrise d'ouvrage.

Art. 13.3.2 : La gestion réglementaire de la plaine de la Coua et du vallon des Cavettes de Viviers-du-Lac

Au prorata 2/3 pour Grand Chambéry et 1/3 pour Grand Lac,

Art. 13.3.3 : Les études, la réalisation, la gestion, le financement de la galerie de rejet des eaux usées traitées au Rhône ainsi que de la portion de conduite commune aux deux agglomérations

Au prorata des volumes rejetées fournies par l'autosurveillance des UDEP.

#### **Article 14 : Comptable**

Les fonctions de comptable seront exercées par le Trésorier Principal Municipal de Chambéry.

73\_PREF\_Préfecture de la Savoie

73-2021-03-24-00002

Arrêté n°PREF-DCL-BIE-2021-11 portant extension  
de périmètre et modification des statuts du  
syndicat intercommunal du canton de  
Saint-Alban-Leysse par l'adhésion de la  
commune de Puygros



Bureau de l'intercommunalité et des élections

**Arrêté n° PREF-DCL-BIE-2021-11**

**portant extension de périmètre et modification des statuts du syndicat intercommunal  
du canton de Saint-Alban-Leysse par l'adhésion de la commune de Puygros**

Le préfet de la Savoie  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'ordre national du Mérite

**VU** le code général des collectivités territoriales (CGCT), et notamment ses articles L.5211-1 à L.5211-20 et L.5212-1 à L.5212-34,

**VU** les arrêtés préfectoraux des 31 mai 2002, 19 janvier 2017, 11 juillet 2017 et 5 février 2020 portant création et modification des statuts du syndicat intercommunal du canton de Saint-Alban-Leysse,

**VU** la délibération du conseil municipal de la commune de Puygros du 6 juillet 2020 demandant son adhésion au syndicat intercommunal du canton de Saint-Alban-Leysse,

**VU** les délibérations du comité syndical du syndicat intercommunal du canton de Saint-Alban-Leysse du 6 octobre 2020 et du 8 décembre 2020 approuvant l'adhésion de la commune de Puygros au syndicat intercommunal du canton de Saint-Alban-Leysse et la modification de la composition de son comité syndical,

**VU** les délibérations des communes de BARBY (9 novembre 2020), BASSENS (7 décembre 2020), CURIENNE (24 novembre 2020), SAINT-ALBAN-LEYSSE (28 octobre 2020), SAINT-JEAN-D'ARVEY (5 novembre 2020), THOIRY (9 novembre 2020), LA THUILE (27 novembre 2020) et VEREL-PRAGONDRAN (27 novembre 2020),

**VU** les délibérations des communes de BARBY (20 janvier 2021), BASSENS (25 janvier 2021), CURIENNE (24 février 2021), SAINT-ALBAN-LEYSSE (21 décembre 2020), THOIRY (18 janvier 2021) et VEREL-PRAGONDRAN (10 février 2021),

**VU** l'avis réputé favorable des communes de Saint Jean d'Arvey et de La Thuile en application de l'article L.5211-18 du code général des collectivités territoriales,

**VU** l'avis favorable de la commission départementale de la coopération intercommunale réunie le 27 janvier 2021,

Considérant que les conditions de délai et de majorité énoncés par l'article L. 5211-18 du CGCT sont respectées,

Sur proposition de la Secrétaire générale de la Préfecture de la Savoie,

## ARRÊTE

### **ARTICLE 1<sup>er</sup> :**

La commune de Puygros est autorisée à adhérer au syndicat intercommunal du canton de Saint-Alban-Leysse. Cette adhésion prendra effet à compter de la notification et publication du présent arrêté.

### **ARTICLE 2 :**

L'arrêté préfectoral du 31 mai 2002 modifié, ainsi que l'article 1<sup>er</sup> et l'article 6 des statuts du syndicat intercommunal du canton de Saint-Alban-Leysse sont modifiés en conséquence.

### **ARTICLE 3 :**

Les autres dispositions de l'arrêté préfectoral du 31 mai 2002 modifié demeurent sans changement.

### **ARTICLE 4 :**

Les statuts modifiés du syndicat intercommunal du canton de Saint-Alban-Leysse sont annexés au présent arrêté.

### **ARTICLE 5 :**

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de l'auteur de l'acte ou d'un recours contentieux dans le délai de deux mois suivant sa parution au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Savoie, auprès du tribunal administratif de Grenoble :

- par écrit à l'adresse suivante : 2 place de Verdun - BP 1135 - 38022 GRENOBLE CEDEX,
- par voie dématérialisée en utilisant l'application « TELERECOURS Citoyens » sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

### **ARTICLE 6 :**

La Secrétaire générale de la Préfecture, le Président du syndicat intercommunal du canton de Saint-Alban-Leysse et les Maires des communes membres, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont copie sera transmise au Directeur départemental des finances publiques de la Savoie.

Chambéry, le 24 mars 2021

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
La Secrétaire générale,

Signée : Juliette PART

# STATUTS



PREFECTURE DE LA SAVOIE

Le présent arrêté a été adopté  
à la séance plénière du 26/03/2021

du 26/03/2021

Le PRÉFET

Pour le Préfet, par délégation,  
Le Chef de Bureau,

## SYNDICAT INTERCOMMUNAL DU CANTON DE SAINT-ALBAN-LEYSSE

Vu les articles L 5211-7, L 5211-8, L 52-1117, L 5211-16 à L 5211-20 et L 5212-29 à L 5212-32 du Code général des collectivités territoriales (C.G.C.T.),

### ARTICLE 1 : CREATION

Il est créé entre les communes de Barby, Bassens, Curienne, Saint-Alban-Leyse, Saint-Jean-d'Arvey, Thoiry, La Thuile, Puygros et Véral Pragondran un Syndicat Intercommunal à Vocation Multiple dénommé « Syndicat Intercommunal du Canton de Saint-Alban-Leyse ».

### ARTICLE 2 : SIEGE

Son siège est fixé à la Mairie de Saint-Alban-Leyse.

### ARTICLE 3 : DUREE

Le syndicat est constitué pour une durée illimitée.

### ARTICLE 4 : COMPTABLE

Les fonctions de comptable du syndicat seront exercées par M. le trésorier de Saint-Jean-d'Arvey avec l'accord du Trésorier Payeur Général de la Savoie.

### ARTICLE 5 : COMPETENCES

Le syndicat exerce les compétences ci-après définies dans les domaines de l'action sociale et de l'animation socio-culturelle et sportive, dans les limites du territoire des communes lui ayant délégué ces compétences :

- Relais assistantes maternelles
- Assistance et accueil des personnes âgées
- Centres médico-sociaux
- Ecole de musique intercommunale
- Actions intercommunales en faveur des activités physiques et sportives
- Concours cantonaux à des actions nationales de solidarité et de coopération décentralisée
- Actions intercommunales en faveur du patrimoine rural.
- Création, organisation et gestion des activités d'animation enfance et jeunesse de 3 à 25 ans sur le temps extrascolaire et le mercredi en temps périscolaire
- Développement, accompagnement et mise en œuvre des politiques enfance-jeunesse impulsées dans le cadre de contrats partenariaux (contrat enfance-jeunesse, contrats territoriaux ...).

Au cas par cas, une commune extérieure au syndicat peut être associée, par convention particulière, à l'une ou plusieurs des actions des domaines de compétences du syndicat.

Toute modification relative aux compétences ainsi définies sera effectuée dans les conditions fixées par la C.G.C.T.

#### **ARTICLE 6 : COMITE SYNDICAL**

Le syndicat est administré par un comité syndical constitué de délégués désignés par les conseils municipaux des différentes communes membres, en leur sein.

Les communes membres sont ainsi représentées au comité syndical par des délégués titulaires remplacés, en cas de besoin, par des délégués suppléants, selon le tableau suivant.

<b>Communes</b>	<b>Nombre de délégués</b>	
	Titulaires	Suppléants
<b>Saint-Alban-Leyse</b>	4	2
<b>Barby</b>	4	2
<b>Bassens</b>	4	2
<b>Saint-Jean-d'Arvey</b>	3	1
<b>Curienne</b>	2	1
<b>Vérel-Pragondran</b>	2	1
<b>Thoiry</b>	2	1
<b>La Thuile</b>	2	1
<b>Puygros</b>	2	1
<b>Total</b>	<b>25</b>	<b>12</b>

#### **ARTICLE 7 : BUREAU**

Le bureau du syndicat est composé du président, de six vice-présidents et de six élus par le comité syndical en son sein.



Il exerce les attributions définies par le C.G.C.T.

### **ARTICLE 8 : COMMISSIONS**

Chaque ligne d'action, dans les compétences définies à l'article 5, fait l'objet d'un travail de préparation et de suivi assuré par une commission présidée par le président ou un vice-président délégué, en cas d'absence ou d'empêchement.

La composition de ces commissions est décidée par le comité syndical.

### **ARTICLE 9 : RESSOURCES**

Les ressources du syndicat sont constituées par :

- Les contributions annuelles des communes,
- Les subventions qui peuvent être accordées par l'Etat, le Département ou tout organisme qualifié,
- Les participations accordées par des organismes publics ou des sociétés privées dans les conditions définies par des conventions particulières,
- Les participations des usagers aux activités payantes organisées par le Syndicat.

### **ARTICLE 10 : CONTRIBUTIONS DES COMMUNES**

La contribution financière de chaque commune membre est fixée chaque année, lors de l'établissement du budget, en tenant compte des critères retenus pour chaque action.

Il est tenu pour chaque ligne d'action une comptabilité qui répartit les charges générales de fonctionnement du syndicat au prorata des montants propres des actions.

Pour la part financements qui n'est pas fonction du nombre d'usagers ou de bénéficiaires, les contributions des communes sont calculées à proportion :

- du potentiel fiscal total,
- de la population municipale.

A la création du syndicat, un tableau de contribution des communes est établi pour chaque ligne d'action. Il peut être révisé chaque année par décision du comité syndical lors de l'élaboration du budget.

### **ARTICEL 11 : MODIFICATIONS DES CONDITIONS INITIALES DE COMPOSITION DU SYNDICAT**

Toute modification portant sur le retrait ou l'adhésion de communes, est régie par les règles fixées au C.G.C.T.

### **ARTICLE 12 : DISPOSITIONS GENERALES**

Les autres dispositions relatives au fonctionnement et au financement du syndicat sont celles fixées par les articles du C.G.C.T. applicables aux syndicats de communes.



73\_PREF\_Préfecture de la Savoie

73-2021-03-30-00005

Arrêté n°PREF-DCL-BIE-2021-12 portant  
modification des statuts du syndicat du  
personnel d'entretien communal de Détrier, La  
Croix de la Rochette et Rotherens



**PRÉFET  
DE LA SAVOIE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction  
de la Citoyenneté  
et de la Légalité

Bureau de l'intercommunalité et des élections

**Arrêté n° PREF-DCL-BIE-2021-12**  
**portant modification des statuts du syndicat du personnel**  
**d'entretien communal de Détrier, La Croix de la Rochette et Rotherens**

Le préfet de la Savoie  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'ordre national du Mérite

**VU** le code général des collectivités territoriales (CGCT), et notamment ses articles L.5211-1 à L.5211-20 et L.5212-1 à L.5212-34,

**VU** l'arrêté préfectoral du 7 octobre 1985 portant création du Syndicat du personnel d'entretien communal de Détrier, La Croix de la Rochette et Rotherens modifié par arrêté préfectoral du 29 mai 2009,

**VU** la délibération du comité syndical du Syndicat du personnel d'entretien communal de Détrier, La Croix de la Rochette et Rotherens en date du 28 octobre 2020,

**VU** les délibérations des conseils municipaux des communes de Détrier (16 décembre 2020), La Croix de la Rochette (2 décembre 2020) et Rotherens (14 décembre 2020),

Considérant que les conditions de majorité prescrites par l'article L. 5211-20 du CGCT sont remplies,

Sur proposition de la Secrétaire générale de la Préfecture de la Savoie,

**ARRÊTE**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :**

Les articles 2, 3, 8, 9 et 10 des statuts du syndicat du personnel d'entretien communal approuvés par l'arrêté préfectoral du 7 octobre 1985 modifié sont rédigés ainsi qu'il suit :

#### « Article 2 : OBJET DU SYNDICAT

Le Syndicat a pour compétences :

- 1) le recrutement et la gestion du personnel destiné à l'entretien des voiries, des réseaux, des espaces verts et des bâtiments publics.
- 2) L'achat du matériel nécessaire et spécifique à l'entretien de la voirie, des réseaux, des espaces verts et des bâtiments publics. »

#### « Article 3 : MAITRISE DES OPERATIONS

Chaque commune décide des travaux à faire exécuter sur son territoire par le personnel géré par le Syndicat, pendant le temps qui lui est imparti.

Le personnel est mis à disposition des trois communes selon la règle de répartition suivante :

- 50 % commune de La Croix de la Rochette
- 12,5 % commune de Détrier
- 37,5 % commune de Rotherens »

#### « Article 8 : RECETTES DU SYNDICAT

Les recettes du Syndicat comprennent notamment :

- 1°) La contribution des trois communes suivant la répartition définie aux articles 9 et 10,
- 2°) Les subventions État-Région-Département,
- 3°) Le produit des emprunts »

#### « Article 9 : REPARTITION DES CHARGES DE FONCTIONNEMENT

Les charges de fonctionnement du syndicat seront couvertes par la participation des Communes au prorata des heures de travail effectuées dans chaque commune, à savoir :

- LA CROIX DE LA ROCHETTE : 50 %
- DETRIER : 12,5 %
- ROTHERENS : 37,5 %

À l'exception des charges d'intérêts des emprunts et amortissements, imputés en section de fonctionnement, qui obéiront à la réparation prévues à l'article 10 pour les charges d'investissement. »

#### « Article 10 : REPARTITION DES CHARGES D'INVESTISSEMENT

Les charges d'investissement du syndicat seront couvertes à part égale entre les trois communes. »

#### **ARTICLE 2 :**

Les autres dispositions de l'arrêté préfectoral du 7 octobre 1985 modifié demeurent sans changement.

#### **ARTICLE 3 :**

Les statuts modifiés du Syndicat du personnel d'entretien communal sont annexés au présent arrêté.

#### **ARTICLE 4 :**

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de l'auteur de l'acte ou d'un recours contentieux dans le délai de deux mois suivant sa parution au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Savoie, auprès du tribunal administratif de Grenoble :

- par écrit à l'adresse suivante : 2 place de Verdun – BP 1135 – 38022 GRENOBLE CEDEX,
- par voie dématérialisée en utilisant l'application « TELERECOURS Citoyens » sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

#### **ARTICLE 5 :**

La Secrétaire générale de la Préfecture, le Président du syndicat du personnel d'entretien communal de Détrier, La Croix de la Rochette et Rotherens ainsi que les Maires des communes membres, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture dont copie sera transmise au Directeur départemental des finances publiques de la Savoie.

Chambéry, le 30 mars 2021

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
La Secrétaire générale,

Signée : Juliette PART



**STATUTS DU SYNDICAT DU PERSONNEL D'ENTRETIEN COMMUNAL  
DE DETRIER, LA CROIX DE LA ROCHETTE, ROTHERENS**



PREFECTURE DE LA SAVOIE

Vu pour être annexé  
à l'arrêté Préfectoral

du 30/03/2021

Le PREFET,

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Chef de Bureau,

**Article 1<sup>er</sup>- CREATION DU SYNDICAT**

*Il est formé entre les communes de Détrier, La Croix de la Rochette, Rotherens, qui prend la dénomination de :*

*- Syndicat Du Personnel d'Entretien Communal de Détrier, La Croix de la Rochette et Rotherens.*

**Article 2- OBJET DU SYNDICAT**

*Le Syndicat a pour compétences :*

- 1) Le recrutement et la gestion du personnel destiné à l'entretien des voiries, des réseaux, des espaces verts et des bâtiments publics.*
- 2) L'achat du matériel nécessaire et spécifique à l'entretien de la voirie, des réseaux, des espaces verts et des bâtiments publics.*

**Article 3- MAITRISE DES OPERATIONS**

*Chaque commune décide des travaux à faire exécuter sur son territoire par le personnel géré par le Syndicat, pendant le temps qui lui est imparti.*

*Le personnel est mis à disposition des trois communes selon la règle de répartition suivante :*

- 50 % commune de La Croix de la Rochette*
- 12,5 % commune de Détrier*
- 37.5 % commune de Rotherens*

**Article 4- SIEGE DU SYNDICAT**

*Le siège du syndicat est fixé à la Mairie de : LA CROIX DE LA ROCHETTE.*

**Article 5- DUREE DU SYNDICAT**

*Le syndicat est constitué pour une durée illimitée.*

**Article 6- COMITE SYNDICAL**

*Le Syndicat est administré par un Comité Syndical composé de deux délégués titulaires par commune.*



## **Article 7- BUREAU**

*Le Comité élit parmi ses membres:*

- un Président
- un vice Président

## **Article 8- RECETTES DU SYNDICAT**

*Les recettes du Syndicat comprennent notamment :*

- 1°) *La contribution des trois communes suivant la répartition définie aux articles 9 et 10*
- 2°) *Les subventions Etat-Région-Département.*
- 3°) *Le produit des emprunts.*

## **Article 9- REPARTITION DES CHARGES DE FONCTIONNEMENT**

*Les charges de fonctionnement du syndicat seront couvertes par la participation des Communes au prorata des heures de travail effectuées dans chaque commune, à savoir :*

- LA CROIX DE LA ROCHETTE : 50 %
- DETRIER : 12,5 %
- ROTHERENS : 37,5 %

*A l'exception des charges d'intérêts des emprunts et des amortissements, imputés en section de fonctionnement, qui obéiront à la répartition prévue à l'article 10 pour les charges d'investissement.*

## **Article 10- REPARTITION DES CHARGES D'INVESTISSEMENT**

*Les charges d'investissement du syndicat seront couvertes à part égale entre les trois communes.*

## **Article 11- LE COMPTABLE DU SYNDICAT**

*Le comptable du syndicat est le trésorier de Valgelon-la Rochette.*

## **Article 12- CLAUSES D'EXECUTION**

- *Le Président du Syndicat,*
- *Les agents du Syndicat,*
- *Le Percepteur,*

*Sont chargés chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent règlement.*

73\_PREF\_Préfecture de la Savoie

73-2021-03-24-00004

Arrêté n°PREF-DRCL-BCLB-2021-0009 du 24 mars  
2021 approuvant la modification des statuts du  
syndicat intercommunal d'Énergies de la Vallée  
de Thônes (SIEVT)



**PRÉFET  
DE LA HAUTE-SAVOIE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction des relations avec les  
collectivités locales**

**Le préfet de la Haute-Savoie**

Chevalier de la légion  
d'honneur  
Chevalier de l'ordre national  
du mérite

**Le préfet de la Savoie**

Chevalier de la légion d'honneur  
Officier de l'ordre national du mérite

Arrêté n°PREF/DRCL/BCLB-2021-0009 du 24 mars 2021  
approuvant la modification des statuts du syndicat intercommunal d'Énergies  
de la Vallée de Thônes (SIEVT)

VU le code général des collectivités territoriales (CGCT), notamment les  
articles L. 5211-5 et L. 5211-20 ;

VU la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique  
territoriale et d'affirmation des métropoles ;

VU la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale  
de la République ;

VU la loi n°2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie  
locale et à la proximité de l'action publique ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des  
préfets et à l'organisation de l'action des services de l'État dans les régions  
et départements ;

VU le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de M. Alain ESPINASSE,  
Préfet, en qualité de Préfet de la Haute-Savoie à compter du 24 août 2020 ;

VU le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de M. Pascal BOLOT, Préfet,  
en qualité de Préfet de la Haute-Savoie à compter du 24 août 2020 ;

Rue du 30<sup>ème</sup> régiment d'infanterie  
BP 2332 - 74034 Annecy cedex  
Tel : 04 50 33 60 00  
Mél :  
pref-collectivites-locales@haut-savoie.gouv.fr 1/3  
<http://www.haut-savoie.gouv.fr/>

Préfecture labellisée **Qual-e-Pref**  
depuis le 18 décembre 2019.  
Modules 1 et 7 : **Relation général  
les usagers & Communication**  
d'urgence en cas d'événement majeur



VU l'arrêté préfectoral du 21 septembre 1928 portant création du Syndicat Intercommunal d'Électricité de la Vallée de Thônes, modifié ;

VU la délibération du comité syndical du syndicat intercommunal d'Énergies de la Vallée de Thônes (SIEVT) du 9 septembre 2020 proposant une modification de ses statuts ;

VU les délibérations des conseils municipaux des communes de

- ALEX 26 octobre 2020
- LA BALME-DE-THUY 25 septembre 2020
- LE BOUCHET-MONT-CHARVIN 9 octobre 2020
- LES CLEFS 12 novembre 2020
- LA CLUSAZ 17 décembre 2020
- LE GRAND-BORNAND 28 octobre 2020
- MANIGOD 30 septembre 2020
- SAINT-JEAN-DE-SIXT 22 octobre 2020
- SERRAVAL 19 octobre 2020
- THONES 10 décembre 2020

approuvant la modification des statuts du syndicat intercommunal d'Énergies de la Vallée de Thônes (SIEVT) ;

VU l'absence de délibération des conseils municipaux des communes de DINGY-SAINT-CLAIR, GLIERES-VAL-DE-BORNE, LES VILLARDS-SUR-THONES et LA GIETTAZ, dans le délai imparti de trois mois ;

CONSIDÉRANT que conformément aux dispositions de l'article L. 5211-20 du CGCT, « A compter de la notification de la délibération de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale au maire de chacune des communes membres, le conseil municipal de chaque commune dispose d'un délai de trois mois pour se prononcer sur la modification envisagée. A défaut de délibération dans ce délai, sa décision est réputée favorable » ;

CONSIDÉRANT que les conditions de majorités énoncées à l'article L 5211-5-II du CGCT sont remplies ;

SUR proposition de Mmes les Secrétaires générales des Préfectures de la Savoie et de la Haute-Savoie ;

#### ARRÊTENT

Article 1er : L'article 9 des statuts du syndicat intercommunal d'Énergies de la Vallée de Thônes (SIEVT), relatif au siège social, est modifié comme suit :

« Le siège du SIEVT est fixé à Thônes, 8, Voie Eugène FOURNIER-BIDOZ, 74230 THONES ».

Article 2 : Le reste des statuts demeure sans changement. Les statuts modifiés sont annexés au présent arrêté.

Article 3 :

- Mmes les Secrétaires générales des Préfectures de la Savoie et de la Haute-Savoie,
  - MM. les directeurs départementaux des Finances Publiques de la Savoie et de la Haute-Savoie,
  - M. le président du syndicat intercommunal d'Énergies de la Vallée de Thônes (SIEVT),
  - Mmes et MM. les maires des communes membres
- sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des préfectures de la Savoie et de la Haute-Savoie.

Le Préfet de la Savoie,

Le Préfet de la Haute-Savoie,

Signé : Pascal BOLLOT

Signé : Alain ESPINASSE

Conformément aux dispositions de l'article R. 421-1 et suivant du code de justice administrative, cet arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de l'auteur de l'acte, d'un recours hiérarchique auprès du supérieur hiérarchique et/ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent dans le délai de deux mois courant à compter de sa notification. Le cas échéant, la saisine du tribunal administratif pourra s'opérer, de manière dématérialisée, via le portail « Télérecours citoyens », accessible à compter du 30 novembre 2018 à tous particuliers et personnes morales de droit privé, à l'adresse suivante : <http://www.telerecours.fr>.



PREFECTURE DE LA SAVOIE

Vu pour être annexé  
à l'arrêté Préfectoral  
du 24/03/2021  
Le PREFET,

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Chef de Bureau.

STATUTS SYNDICAT



## Article 1<sup>er</sup> – Composition et dénomination du Syndicat

En application des dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales, il est constitué entre les communes dont la liste figure en annexe des présents statuts, un syndicat intercommunal dénommé « Syndicat Intercommunal d'Energies de la Vallée de Thônes » désigné ci-après par le « S.I.E.V.T. »

## Article 2 – Objet

Le S.I.E.V.T. a pour objet d'exercer en lieu et place des collectivités membres, les droits résultant pour ces collectivités, des textes communautaires, des lois et règlements nationaux relatifs à la production, au transport, à la distribution, à la fourniture et à l'utilisation de l'énergie électrique et du gaz, ainsi que les attributions de ces collectivités relatives au service public de l'électricité et du gaz.

Ces compétences s'exercent sur le territoire des collectivités membres.

Le S.I.E.V.T. est également habilité à exercer, sur demande des collectivités membres, les compétences à caractère optionnel décrites à l'article 2.2 ci-après.

Le S.I.E.V.T. peut aussi mettre en commun des moyens humains, techniques ou financiers et exercer des activités accessoires dans des domaines connexes (décrits à l'article 2.3 ci-après) aux compétences obligatoires ainsi qu'aux compétences optionnelles précitées.

### 2.1 Compétences « obligatoires »

#### • Au titre de l'électricité

Le S.I.E.V.T. est autorité organisatrice des missions du service public afférentes au développement et à l'exploitation des réseaux publics de distribution d'électricité ainsi qu'à la production et à la fourniture d'électricité. En cette qualité, le S.I.E.V.T. exerce notamment les prérogatives suivantes :

- Organisation du service nécessaire pour assurer le bon fonctionnement et l'exploitation la meilleure, de la distribution d'électricité des communes membres, par l'intermédiaire de la Régie d'électricité de la vallée de Thônes créée à cet effet le 22 décembre 1928
- Représentation et défense des intérêts des usagers dans leurs relations avec la Régie, en application de sa mission de contrôle de la bonne exécution du service
- Exercice du contrôle du bon accomplissement des missions de service public et contrôle des réseaux publics de distribution d'électricité tel que le prévoit, notamment, l'article L 2234-31 du C.G.C.T.
- Maîtrise d'ouvrage des investissements sur le réseau public de distribution d'électricité

- Maîtrise d'ouvrage des installations de production d'électricité de proximité et exploitation de ces installations dans les conditions mentionnées à l'article L 2224-33 du C.G.C.T.
  - Aménagement et exploitation de toute installation de production d'électricité dans les conditions mentionnées à l'article L 2224-32 du C.G.C.T.
  - Autorisation d'utilisation des réseaux pour tout service ou usage autre que le transport d'énergie électrique
  - Réalisation dans le cadre des dispositions de l'article L2224-34 du C.G.C.T. , directement par le S.I.E.V.T. ou par l'intermédiaire de la Régie, des actions tendant à maîtriser la demande d'électricité
  - Représentation des collectivités membres dans tous les cas ou les lois et règlements en vigueur prévoient que celles-ci doivent être représentées ou consultées
  - Rétablissement du réseau d'éclairage public lors de travaux sur le réseau de distribution publique d'électricité. Il faut entendre par rétablissement du réseau d'éclairage public, l'exécution de tranchées, la pose de fourreaux, câbles, appareils de commande, la repose du matériel déposé lors des travaux sur le réseau de distribution publique d'électricité. A ce titre, il n'est pas compris la fourniture et la pose du mobilier d'éclairage neuf lors de travaux sur le réseau de distribution d'électricité
  - Rétablissement en aérien ou en souterrain des réseaux d'information et de télécommunications, nécessité par les travaux sur le réseau de distribution d'électricité
- Au titre du gaz

Le S.I.E.V.T. est autorité organisatrice des missions de service public afférentes au développement et à l'exploitation des réseaux publics de distribution de gaz, tant en gaz naturel qu'en butane et propane par réseaux et citernes, ainsi qu'à la fourniture de gaz. En cette qualité, le S.I.E.V.T. exerce notamment les prérogatives suivantes :

- Passation avec la régie d'électricité de Thônes de tous actes relatifs aux missions de service public afférentes à l'acheminement du gaz sur le réseau public de distribution ainsi qu'à la fourniture de gaz et à l'exploitation de ce service
- Représentation et défense des intérêts des usagers dans leurs relations avec la Régie, en application de sa mission de contrôle de la bonne exécution du service
- Exercice du contrôle du bon accomplissement des missions de service public et contrôle des réseaux publics de distribution de gaz tel que prévoit , notamment, l'article L 2234-31 du C.G.C.T.
- Maîtrise d'ouvrage des travaux d'investissement sur le réseau public de distribution de gaz
- Représentation des collectivités membres dans tous les cas ou les lois et règlements en vigueur prévoient que celles-ci doivent être représentées ou consultées

## 2.2 Compétences optionnelles

### • Dans le domaine de l'éclairage public

Le S.I.E.V.T. assure en lieu et place des collectivités membres qui lui ont confié la ou les compétences optionnelles suivantes, dans le respect du pouvoir de police du Maire :

- Maintenance de l'éclairage communal, comprenant l'entretien et l'organisation des dépannages.
- Réalisation d'installations d'éclairage public : travaux de premier établissement, renforcement, extension, renouvellement et amélioration des installations
- Fourniture, pose et raccordement du matériel d'éclairage public lorsque le S.I.E.V.T. procède à des travaux sur le réseau public de distribution d'électricité
- Passation et exécution des contrats d'accès au réseau de distribution d'électricité et de fourniture d'énergie électrique

La conformité du réseau d'éclairage public, conformément soumise à des contrôles périodiques, demeure de la compétence des collectivités gestionnaires propriétaires des ouvrages dépendants du domaine privé, qui souscrivent à ce titre une garantie Responsabilité Civile auprès d'une compagnie d'assurances.

### • Dans le domaine des télécommunications, des réseaux d'informations et de la communication électronique

Le S.I.E.V.T. exerce, pour les collectivités membres concernées qui la lui ont transférée, la compétence optionnelle de réalisation et d'exploitation d'ouvrages :

- de premier établissement et/ou travaux ultérieurs d'infrastructures destinées à supporter des réseaux d'informations et de télécommunications pour les mettre à la disposition d'opérateurs ou d'utilisateurs dans les conditions définies par les lois et décrets en vigueur.
- à l'occasion des travaux sur le réseau public de distribution publique d'électricité, la maîtrise d'ouvrage d'enfouissement des réseaux de télécommunication
- la transmission de données d'informations par réseau de communication par câble ou par voie hertzienne (y compris télérelève et téléreport d'index)
- gestion et exploitation des services correspondants à ces équipements

## 2.3 Mise en commun de moyens et activités accessoires

Le S.I.E.V.T. peut, à la demande d'une commune membre, assurer des prestations de services se rattachant à son objet. Les contrats relatifs à ces prestations sont conclus dans le respect des règles du Code des Marchés Publics.

Le Syndicat peut également être coordonnateur de commandes publiques selon les modalités prévues par le Code des Marchés Publics.



### Article 3 – Modalités de transfert des compétences à caractère optionnel

Chacune des compétences à caractère optionnel est transférée au Syndicat par chaque collectivité membre investie de ladite compétence dans les conditions suivantes :

- le transfert peut porter sur la ou les compétences à caractère optionnel visées au 2.2 ci-dessus
- le transfert prend effet au premier jour du mois suivant la date à laquelle la délibération de l'assemblée délibérante est devenue exécutoire
- La délibération portant transfert d'une compétence optionnelle est notifiée par l'exécutif de la personne morale concernée au président du Syndicat. Celui-ci en informe l'exécutif de chacune des autres collectivités membres
- les autres modalités de transfert non prévues aux présents statuts sont fixées par le comité syndical

### Article 4 – Durée et modalités de reprise des compétences à caractère optionnel

Les compétences optionnelles ne pourront pas être reprises au Syndicat par une collectivité membre pendant une durée de 1 an à compter de leur transfert à cet établissement.

Chacune des compétences optionnelles peut être reprise au Syndicat par chaque collectivité membre dans les conditions suivantes :

- la reprise peut concerner soit l'une ou l'autre des compétences à caractère optionnel définies à l'article 2.2
- la reprise prend effet au premier jour du deuxième mois suivant la date à laquelle la délibération de la collectivité portant reprise de la ou des compétences est devenue exécutoire
- les équipements réalisés par le Syndicat, intéressant la compétence reprise, servant à un usage public et situés sur le territoire de la personne morale reprenant la compétence deviennent la propriété de celle-ci à la condition que ces équipements soient principalement destinés à ses habitants ; la personne morale membre se substitue au Syndicat dans les éventuels contrats souscrits par celui-ci
- la personne morale membre reprenant une compétence au Syndicat continue à participer au service de la dette pour les emprunts contractés par celui-ci et concernant cette compétence pendant la période au cours de laquelle elle l'avait transférée à cet établissement, jusqu'à l'amortissement complet desdits emprunts.  
Le comité syndical constate le montant de la charge de ces emprunts lorsqu'il adopte le budget

## **Article 5 – Composition du Comité Syndical**

Le Syndicat est administré par un comité composé de 28 délégués élus à raison de deux par commune. Le comité désigne, parmi les délégués qui le composent, un bureau composé de 8 membres : un président, deux vice-présidents, et 5 membres.

## **Article 6 – Budget – Comptabilité**

Le budget du S.I.E.V.T pourvoit aux dépenses lui incombant, à l'aide :

- des ressources générales que les syndicats de communes sont autorisés à créer ou à percevoir en vertu des lois et règlements en vigueur ,
- de toutes ressources que le syndicat est appelé à créer ou à percevoir à raison de ses attributions telles qu'elles sont définies à l'article 2, pour les compétences obligatoires et optionnelles,
- des aides du fonds d'amortissement des charges d'électrification,
- des ressources d'emprunts,
- d'aides européennes,
- du versement du FCTVA

La comptabilité du S.I.E.V.T est tenue selon les règles applicables à la comptabilité publique. Les fonctions de receveur sont exercées par le Trésorier de Thônes.

## **Article 7 – Modifications des statuts**

Les décisions sont prises conformément aux dispositions des articles L 5211-17 à L 5211-20-1 du C.G.C.T.

## **Article 8 – Dissolution du Syndicat**

La dissolution du Syndicat s'effectue selon les modalités de l'article L 5212-33 du C.G.C.T.

## **Article 9 – Siège du Syndicat**

Le siège du S.I.E.V.T est fixé à Thônes, 8, Voie Engène Fournier-Bidoz, 74230 Thônes

## **Article 10– Durée du Syndicat**

Le Syndicat est institué pour une durée illimitée.

Annexe : Liste des communes adhérentes du Syndicat Intercommunal  
d'Énergies de la Vallée de Thônes

- Commune de Bouches-Mont-Chevin
- Commune de Sacral
- Commune des Clés
- Commune de La Clottaz
- Commune de Tignes
- Commune de Manigod
- Commune de Diègey-Saint-Clair
- Commune d'Alex
- Commune de La Balme-de-Thuy
- Commune des Villards-sur-Tignes
- Commune de Glières-Val-de-Dorne (Battemont)
- Commune de Saint-Jean-de-Sixt
- Commune du Grand-Bornand
- Commune de Le-Chusaz

73\_PREF\_Préfecture de la Savoie

73-2021-03-24-00005

Arrêté n°PREF-DRCL-BCLB-2021-0010 du 24 mars 2021 approuvant la modification des statuts du syndicat intercommunal de traitement des ordures ménagères des Vallées du Mont-Blanc (SITOM des Vallées du Mont-Blanc)



**PRÉFET  
DE LA HAUTE-SAVOIE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction des relations avec les  
collectivités locales**

**Le préfet de la Haute-Savoie**

Chevalier de la légion  
d'honneur.  
Chevalier de l'ordre national  
du mérite

**Le préfet de la Savoie**

Chevalier de la légion d'honneur  
Officier de l'ordre national du mérite

Arrêté n°PREF/DRCL/BCLB-2021-0010 du 24 mars 2021  
approuvant la modification des statuts du syndicat intercommunal de  
traitement des ordures ménagères des Vallées du Mont-Blanc (SITOM des  
Vallées du Mont-Blanc)

VU le code général des collectivités territoriales (CGCT), notamment les  
articles L. 5211-5 et L. 5211-20 ;

VU la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique  
territoriale et d'affirmation des métropoles ;

VU la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale  
de la République ;

VU la loi n°2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie  
locale et à la proximité de l'action publique ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des  
préfets et à l'organisation de l'action des services de l'État dans les régions  
et départements ;

VU le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de M. Alain ESPINASSE,  
Préfet, en qualité de Préfet de la Haute-Savoie à compter du 24 août 2020 ;

Rue du 30<sup>ème</sup> régiment d'infanterie  
BP 2332 - 74034 Annecy cedex  
Tel : 04 50 33 60 00  
MÉL :  
pref-collectivites-locales@haut-savoie.gouv.fr  
<http://www.haut-savoie.gouv.fr/>

1/3

Préfecture labellisée **Qual-e-Pref**  
depuis le 18 décembre 2019.  
Modules 1 et 7 : **Relation général**  
**les usagers & Communication**  
**d'urgence en cas d'événement majeur**



Le nombre d'élus appelés à siéger au bureau est déterminé durant la séance de l'élection des membres avec un maximum de 10 en sus du président et des vice-présidents.

Lors de chaque réunion du comité, le président rend compte des travaux au Bureau. Le président et les vice-présidents du bureau sont, de droit, le président et les vice-présidents du comité syndical ».

Article 4 : Le reste des statuts demeure sans changement. Les statuts modifiés sont annexés au présent arrêté.

Article 5 :

- Mmes les Secrétaires générales des Préfectures de la Savoie et de la Haute-Savoie,
  - MM. les directeurs départementaux des Finances Publiques de la Savoie et de la Haute-Savoie,
  - M. le président du syndicat intercommunal de traitement des ordures ménagères des Vallées du Mont-Blanc (SITOM des Vallées du Mont-Blanc),
  - MM. les présidents des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre membres du syndicat
- sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des préfectures de la Savoie et de la Haute-Savoie.

Le Préfet de la Savoie,

Le Préfet de la Haute-Savoie,

Signé : Pascal BLOTT

Signé : Alain ESPINASSE

Conformément aux dispositions de l'article R. 421-1 et suivant du code de justice administrative, cet arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de l'auteur de l'acte, d'un recours hiérarchique auprès du supérieur hiérarchique et/ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent dans le délai de deux mois courant à compter de sa notification. Le cas échéant, la saisine du tribunal administratif pourra s'opérer, de manière dématérialisée, via le portail « Télérecours citoyens », accessible à compter du 30 novembre 2018 à tous particuliers et personnes morales de droit privé, à l'adresse suivante : <http://www.telerecours.fr>.



2465122.71 STATUTS DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL DE TRAITEMENT  
DES ORDURES MENAGERES (SITOM) DES VALLEES DU MONT- BLANC

Article 1- Constitution

Le Syndicat mixte est créé en application des dispositions de l'article L. 5711-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales.

Les membres adhérents sont les suivants :

Sur la Haute -Savoie

Communauté de Communes de la Vallée de Chamonix Mont -Blanc  
Communauté de Communes Pays du Mont-Blanc

Sur la Savoie

Communauté d'Agglomération Arlysère pour le périmètre des 6 communes listées ci-dessous :

- Cohennoz
- Crest -Voland
- Flumet
- La Giétaz
- Notre-Dame-De-Bellecombe
- Saint-Nicolas-La-Chapelle

Le territoire du SITOM est constitué par l'ensemble des territoires de ses membres.

Article 2- Dénomination du syndicat

Le Syndicat mixte prend le nom de « Syndicat Intercommunal de Traitement des Ordures Ménagères des Vallées du Mont-Blanc ».

Article 3- Objet

Dans le cadre de sa mission, le Syndicat est chargé d'assurer :

- La collecte et la valorisation du verre ;
- La gestion du quai de transfert des recyclables ;
- Le transport, le tri et la valorisation des recyclables ;
- Le traitement des ordures ménagères résiduelles ;
- La gestion de la décharge des déchets broyés de la Frasse à Passy ;
- L'exploitation de la déchèterie située sur la commune de Passy ;
- La communication et l'information en matière de gestion des déchets ;
- La mise à disposition de composteurs et la communication sur le compostage individuel et collectif et toute autre action en vue de la prévention des déchets ;
- La collecte et le traitement des déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) ;
- Les études relatives à la politique publique des déchets.

Le SITOM est également en charge d'études et de la réalisation éventuelle :

- de quais de transfert ;
- d'un centre de tri ;
- de plate-formes de compostage ;
- et d'autres équipements nécessaires à la gestion et au traitement des déchets.

Le Syndicat pourra assurer ou faire assurer des prestations pour des clients privés ou publics. Il en facturera le prix aux conditions qu'il aura déterminées.

#### Article 4- Siège

Le siège du Syndicat est situé au 269 rue des Egratz à PASSY-74190.

Le Comité Syndical pourra se réunir en tout lieu public situé sur le territoire des membres adhérents du Syndicat cités à l'article 1.

#### Article 5- Durée

Le Syndicat est institué pour une durée illimitée.

#### Article 6- Représentation des membres

Conformément à l'application combinée des dispositions des articles L. 5212-7 et L. 5711-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, la répartition des sièges au sein du Comité Syndical est la suivante :

- La communauté de communes de la Vallée de Chamonix Mont Blanc est représentée par 8 (huit) délégués titulaires et 8 (huit) délégués suppléants,
- La communauté de communes Pays du Mont-Blanc est représentée par 21 (vingt et un) délégués titulaires et 21 (vingt et un) délégués suppléants.
- La communauté d'agglomération Arlysère est représentée par 12 (douze) délégués titulaires et 12 (douze) délégués suppléants.

En l'absence du membre titulaire, le membre suppléant a voix délibérative.

#### Article 7- Election du Président et des vice-présidents

Le Comité Syndical élit un Président et des vice-présidents dont le nombre est fixé à la séance d'installation du nouveau comité syndical avec un maximum de 3 conformément à l'article L5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales.

#### Article 8- Réunion du Comité Syndical

Le Comité Syndical se réunit au moins une fois par trimestre en session ordinaire conformément à l'article L. 5211-11 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Comité Syndical peut également se réunir en session extraordinaire sur convocation de son Président.

Le Comité Syndical assure l'administration générale du syndicat (discussion et vote du budget, approbation du compte administratif, ...).



#### Article 9- Bureau Syndical

Le Comité Syndical élit un bureau permanent composé du Président, des Vice-Présidents, et de plusieurs autres membres.

Le nombre d'élus appelés à siéger au Bureau est déterminé durant la séance de l'Assemblée des membres avec un maximum de 10 en sus du président et des vice-présidents.

Lors de chaque réunion du Comité, le Président rend compte des travaux au Bureau. Le Président et les Vice-Présidents du Bureau sont, de droit, le Président et les Vice-Présidents du Comité Syndical.

#### Rôle

Le Bureau assure la gestion courante du Syndicat dans les limites des pouvoirs accordés par le Comité Syndical réuni en Assemblée Générale.

#### Article 10- Contributions des membres adhérents

Les ressources du SITOM sont constituées des participations de ses membres suivant les clés de répartition suivantes :

##### 1. Ancienne décharges des déchets broyés de la Frasse à Passy

La participation au remboursement des dépenses d'investissement liées à la réhabilitation et autres travaux et aux frais de fonctionnement des installations est déterminée au prorata des apports d'ordures ménagères de 1990 à 1994 pour toutes les communes membres du SITOM (cf. annexe 1). La communauté de communes de la Vallée de Chamonix Mont-Blanc payera uniquement pour la commune de Servoz qu'elle représente au sein du SITOM.

##### 2. U.I.O.M et équipements annexes

La participation des adhérents au remboursement du capital de l'emprunt de 13,72 millions d'euros (90 MF) est calculée chaque année au prorata des apports d'ordures ménagères résiduelles des membres des quatre années précédentes.

Les membres du Syndicat s'engagent solidairement entre elles à garantir les liquidités nécessaires au bon remboursement à leur échéance des annuités des emprunts souscrits par le SITOM.

##### 3. Pour les nouveaux équipements

La participation au remboursement du capital des emprunts souscrits pour les nouveaux équipements est déterminée de la même manière que celle prévue au point 10-2 ci-dessus.

##### 4. Exploitation U.I.O.M

Pour chaque exercice, le Comité Syndical fixe un coût/tonne d'ordures ménagères résiduelles ; les appels de contribution se font sur la base des apports de l'année précédente ; la dernière contribution est ajustée sur les apports réels de l'exercice.

#### 5. Exploitation des nouveaux équipements

Le Comité Syndical fixera le mode de contribution au fonctionnement de chaque nouvel équipement placé dans les compétences du SITOM au moment de sa mise en service.

#### 6. Participation aux charges d'exploitation et aux travaux d'investissement de la déchèterie située sur la commune de Passy

Cette participation donnera lieu à l'établissement d'une convention entre le SITOM et les communes utilisatrices.

#### Article 11- Commissions

Pour les projets d'investissements, leurs études et la phase de réalisation, il est créé des commissions d'au moins quatre membres élus par le Comité Syndical pour chaque projet, lesquels comprendront, de droit, le Président ou un Vice-Président ayant reçu délégation.

Pour les projets de fonctionnement, des commissions peuvent aussi être créées.

#### Article 12- Comptable Public

Les fonctions de Receveur du Syndicat sont assurées par le Comptable public du Canton de Saint-Gervais-les-Bains, ou à défaut par un agent désigné par monsieur le Trésorier payeur Général de la Haute-Savoie.

#### Article 13- Retrait des membres

Conformément à l'article L. 5211-19 du Code Général des Collectivités Territoriales, le retrait d'un membre du SITOM s'effectue dans les conditions fixées à l'article L. 5211-25-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

#### Article 14

Pour tout ce qui n'est pas prévu dans les présents statuts, le Code Général des Collectivités Territoriales et les textes en vigueur portant sur les syndicats mixtes, s'appliquent de droit.

La Présidente du SITOM  
Des Vallées du Mont-Blanc

Christèle REBET

SITOM DES VALLEES DU MONT-BLANC  
PARTICIPATION AUX CHARGES D'EXPLOITATION ET AUX DEPENSES D'INVESTISSEMENT  
DE LA DECHARGE DE DECHETS BROYES DE LA FRASSE A PASSY

**ANNEXE 1**

	Répartition des charges de fonctionnement et d'investissement entre les membres du SITOM
CC DE LA VALLEE DE CHAMONIX MONT-BLANC	1,24%
CC PAYS DU MONT-BLANC	91,14%
CA ARLYSERE	7,62%
<b>TOTAL</b>	<b>100%</b>

84\_DREAL\_Direction régionale de  
l'environnement, de l'aménagement et du  
logement d'Auvergne-Rhône-Alpes

73-2021-03-29-00004

Approbation du projet d'ouvrage de mise en  
conformité de la ligne à double circuit Calypso -  
Montricher et Longefan - La Saussaz - le Temple



# PRÉFET DE LA SAVOIE

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement  
Auvergne-Rhône-Alpes

Lyon, le 29 mars 2021

ARRÊTÉ N°

LE PRÉFET DU DÉPARTEMENT DE LA SAVOIE

Chevalier de l'ordre national du mérite  
Chevalier de la Légion d'honneur

Objet : mise en conformité de la ligne à double circuit 42 000 / 63 000 volts Calypso – Montricher et Longefan – La Saussaz – le Temple  
Remplacement des supports n°22/4 et 23/5

- Vu le code de l'énergie, notamment les articles L 323-11 et suivants, ainsi que les articles R323-26 et suivants ;
- Vu l'arrêté interministériel du 17 mai 2001 modifié déterminant les conditions techniques auxquelles doivent satisfaire les distributions d'énergie électrique ;
- Vu la demande d'approbation du projet d'ouvrage, accompagnée du dossier correspondant, présentée le 10 février 2021 par RTE Réseau de Transport d'Électricité SA, concernant la mise en conformité de la ligne à double circuit 42 000 / 63 000 volts Calypso – Montricher et Longefan – La Saussaz – le Temple - remplacement des supports n°22/4 et 23/5 ;
- Vu les avis exprimés au cours de la consultation des maires et des services qui s'est déroulée du 15 février 2021 au 15 mars 2021 ;

Considérant qu'en l'absence de réponse dans le délai imparti, les avis sollicités sont réputés donnés ;  
Considérant que la consultation des communes et des gestionnaires des domaines publics a été réalisée conformément aux dispositions des articles R. 323-27 et suivants du code de l'énergie ;  
Considérant les engagements du maître d'ouvrage formulés par courrier du 19 mars 2021 en réponse aux recommandations et prescriptions mentionnées dans les avis transmis par les services ayant donné suite à la consultation des maires et des services concernés ;  
Considérant qu'au terme de la consultation, des réponses apportées, et des engagements prévus le projet peut être approuvé ;

Arrête

Article 1 : Le projet d'ouvrage présenté le 26 janvier 2021 par RTE Réseau de Transport d'Électricité SA, relatif à la mise en conformité de la ligne à double circuit 42 000 / 63 000 volts Calypso – Montricher et Longefan – La Saussaz – le Temple - remplacement des supports n°22/4 et 23/5, est approuvé.

La présente décision est délivrée sans préjudice des droits des tiers qui sont et demeurent préservés, des autres législations et réglementations applicables, et notamment le code de l'urbanisme, le code de l'environnement, le code du travail.

Article 2 : La société RTE devra se conformer aux dispositions des arrêtés et décrets en vigueur et notamment aux prescriptions de l'arrêté interministériel du 17 mai 2001 modifié, aux règlements de voirie ainsi qu'aux prescriptions particulières émises lors des consultations, auxquelles elle prend l'engagement de satisfaire.

Article : 3 : Dans un délai de 3 mois après l'achèvement des travaux, la société RTE procède à l'enregistrement de l'ouvrage dans un système d'information géographique. L'information enregistrée est tenue à disposition du Préfet.

L'ouvrage fera l'objet du contrôle technique prévu à l'article R323-30 du code de l'énergie.

Article 4 : La présente décision peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, soit d'un recours gracieux auprès du préfet de la Savoie, soit d'un recours hiérarchique auprès du Ministre en charge de l'énergie.

Il peut également faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Lyon sis 184 Rue Duguesclin, 69003 Lyon :

- soit directement, en l'absence de recours préalable, dans le délai de deux mois courant à compter de l'accomplissement des mesures de publicité ;
- soit à l'issue d'un recours préalable, dans les deux mois à compter de la date de notification de la décision relative au recours administratif ou au terme d'un silence gardé par l'administration pendant deux mois à compter de la réception de la demande.

La requête pour recours contentieux peut également être adressée par voie électronique au moyen du téléservice accessible par internet à l'adresse [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

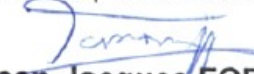
Article 5 : Une copie de la présente décision sera affichée dès réception en mairie de Saint-Julien-Montdenis, pour une durée de deux mois, afin d'y être consultée par toute personne intéressée. Cet affichage sera certifié par le maire qui adressera pour ce faire, un certificat d'affichage à la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Auvergne-Rhône-Alpes.

La présente décision sera également publiée au recueil des actes administratifs du département de la Savoie.

Article 6 : la Secrétaire Générale de la Préfecture de la Savoie, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement pour la région Auvergne-Rhône-Alpes, le maire de Saint-Julien-Montdenis et le Directeur de la société RTE Réseau de Transport d'Électricité SA sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Pour le préfet et par délégation,  
Pour le directeur régional de l'Environnement, de  
l'Aménagement et du Logement et par subdéléga-  
tion,

Le chef du pôle Climat Air Energie

  
**Jean-Jacques FORQUIN**

84\_DRSP\_Direction régionale des services  
pénitentiaires d'Auvergne-Rhône-Alpes

73-2021-03-27-00001

Arrêté portant délégation de signature - vote des  
personnes détenues de la MA Chambéry

**Ministère de la Justice**

**Direction interrégionale des services pénitentiaires de Auvergne-Rhône-Alpes**

**M.A de CHAMBERY**

**A Chambéry**

**Le 27 mars 2021**

### **Arrêté portant délégation de signature**

- Vu l'article R 57-7-97 du code de procédure pénale ;
- Vu l'arrêté du ministre de la justice en date du 16 03/2021 nommant Monsieur Pierre CUCHEVAL en qualité de chef d'établissement de la Maison d'Arrêt de Chambéry.

### **Le chef de l'établissement de la Maison d'Arrêt de Chambéry]**

### **ARRÊTE**

**Article 1<sup>er</sup>** : Délégation de signature est donnée à Monsieur DIMEUR, Chef de Détention de la Maison d'Arrêt de Chambéry à l'effet de signer toutes décisions et documents se rapportant aux attributions relatives à l'inscription sur les listes électorales et au vote par correspondance des personnes détenues et définies à l'article R 57-7-97 du code de procédure pénale.

**Article 2** : Monsieur DIMEUR, Chef de Détention de la Maison d'Arrêt de Chambéry], assiste en tant que de besoin le chef de l'établissement de la Maison d'Arrêt de Chambéry dans les attributions pour lesquelles il a reçu délégation de signature à l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté du chef de l'établissement de de la Maison d'Arrêt de Chambéry, lui donnant délégation de signature.

**Article 3** : Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs du département dans lequel l'établissement a son siège et affiché au sein de l'établissement pénitentiaire.

Fait à Chambéry

Le 27 mars 2021

Le chef d'établissement,

Pierre CUCHEVAL



84\_DRSP\_Direction régionale des services  
pénitentiaires d'Auvergne-Rhône-Alpes

73-2021-03-30-00003

SKM\_C25821033108120

arrêté portant délégation de signature - vote des  
personnes détenues au centre pénitentiaire  
d'Aiton.



**MINISTÈRE  
DE LA JUSTICE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Ministère de la Justice**

**Direction interrégionale des services pénitentiaires de Auvergne-Rhône-Alpes**

**Centre pénitentiaire Aiton**

**A Aiton**

**Le 30 mars 2021**

**Arrêté portant délégation de signature**

- Vu l'article R 57-7-97 du code de procédure pénale ;
- Vu l'arrêté du ministre de la justice en date du 04 janvier 2021 nommant Madame Florence BOULET en qualité de chef d'établissement du centre pénitentiaire d'Aiton.

**La chef de l'établissement du centre pénitentiaire d'Aiton**

**ARRÊTE**

**Article 1<sup>er</sup>** : Délégation de signature est donnée à Mme Mathilde ZUNINO, Directrice de détention au centre pénitentiaire d'Aiton à l'effet de signer toutes décisions et documents se rapportant aux attributions relatives à l'inscription sur les listes électorales et au vote par correspondance des personnes détenues et définies à l'article R 57-7-97 du code de procédure pénale.

**Article 2** : Mme Coralie ZWALD, adjointe à la chef d'établissement au centre pénitentiaire d'Aiton, Mme Mathilde ZUNINO, directrice de détention au CP d'Aiton et Mme Ilhame METIOUNE assistent en tant que de besoin la chef de l'établissement du centre pénitentiaire d'Aiton dans les attributions pour lesquelles elles ont reçu délégation de signature à l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté du chef de l'établissement du centre pénitentiaire d'Aiton lui donnant délégation de signature.

**Article 3** : Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs du département dans lequel l'établissement a son siège et affiché au sein de l'établissement pénitentiaire.

Fait à Aiton

Le 30 mars 2021

La chef d'établissement,

Florence BOULET